



Mission Locale
des Hauts de Garonne

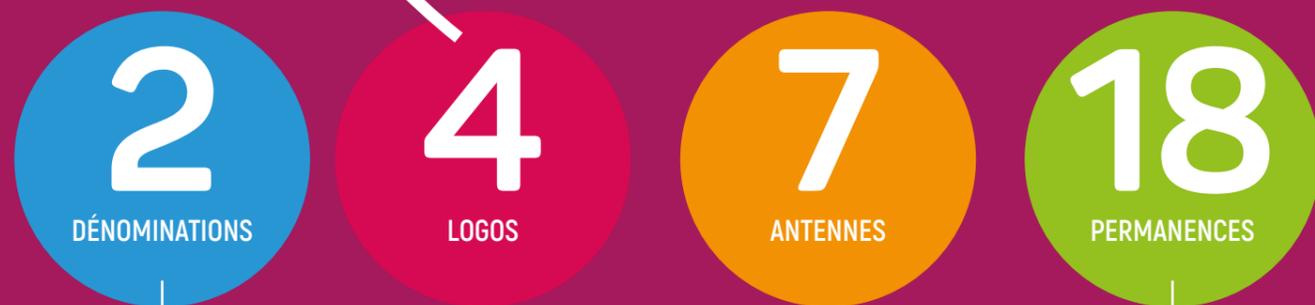
NOUVELLE-AQUITAINE

40 ans ça se fête !

1982
2022



40 ANS
Ce qui représente
480 MOIS



Mission Locale Rive Droite
Mission Locale des Hauts de Garonne

La Mission Locale en quelques chiffres

sur le territoire



LES MISSIONS LOCALES, SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION DES JEUNES

Présentes sur l'ensemble du territoire national, **450 missions locales** exercent une mission de service public de proximité avec un objectif essentiel : permettre à tous les jeunes de **16 à 25 ans** de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale. Chaque année, **1,4 million** de jeunes sont accompagnés par les missions locales.

450
MISSIONS LOCALES
SUR LE TERRITOIRE

Un accompagnement global au service de l'accès à la vie active

Depuis plus de quarante ans, les missions locales ont développé un mode d'intervention global au service des jeunes qui consiste à traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et citoyenneté

- Définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.
- Information sur la santé et l'accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome.
- Accès aux droits, participation citoyenne, accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

Le métier des missions locales : accueil et accompagnement des jeunes, réseau avec les partenaires locaux

L'accueil de proximité est primordial pour les missions locales qui ont mis en place plus de 6800 lieux ouverts au public. Les jeunes se rendent à la mission locale de manière volontaire et sont accueillis immédiatement pour une première réponse à leur demande ou un premier entretien avec un conseiller. L'accompagnement individuel est le principal mode d'intervention. C'est au cours de l'entretien que le conseiller aide le jeune à s'orienter et détermine avec lui les moyens à mobiliser pour réaliser toutes ses démarches.

Afin d'apporter aux jeunes tous les services nécessaires pour lever les freins à l'insertion, la mission locale dispose d'un réseau de partenaires locaux : entreprises, organismes de formation, service public de l'emploi, services de santé, de logement et d'action sociale, services publics locaux, collectivités, associations, etc.

Un outil d'intervention en direction de la jeunesse associant l'Etat, les collectivités locales et les acteurs du territoire

Pour s'adapter au mieux aux spécificités territoriales, les missions locales ont un statut associatif. Les présidents des conseils d'administration sont toujours des élus locaux participant à leur financement. Dans leurs ins-

tances associatives, les missions locales fédèrent les élus des collectivités territoriales, les services de l'Etat, Pôle emploi, les partenaires économiques et sociaux et le monde associatif.

Les missions locales sont une forme de mise en commun de moyens entre l'Etat et les collectivités locales. Ainsi, leur financement se répartit entre l'Etat, les communes et établissements publics de coopération intercommunale, les régions et les départements.

L'organisation du réseau

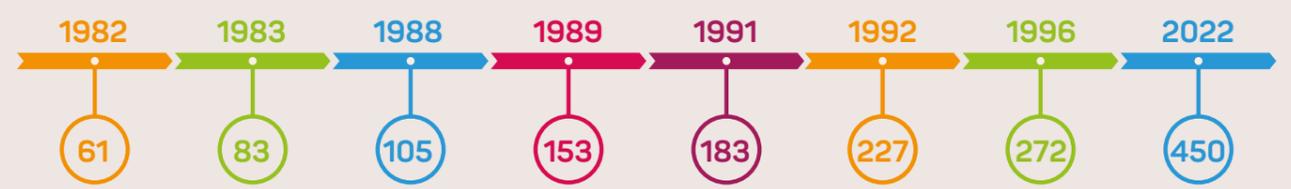
Sur le plan juridique, les missions locales ont une personnalité propre. Il s'agit d'associations créées à cette fin par des communes ou des groupements de communes. La présidence de l'association est assurée par un élu d'une collectivité territoriale participant au financement de la mission locale.

Dans chaque région, est constituée une association régionale présidée par un élu local et dotée d'une animation régionale. Elle est l'interlocutrice de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, des autres services de l'Etat et du conseil régional. Elle participe à l'élaboration et au suivi des programmes d'animation régionale.



L'évolution du réseau

Le réseau compte aujourd'hui 450 missions locales réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain et outre-mer.



L'ÉDITO DE LA PRÉSIDENTE



Catherine VEYSSY

Il y a 40 ans, l'ordonnance du 26 mars 1982 « relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 25 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale » était promulguée donnant naissance aux Missions Locales.

Ce qui ne devait être qu'une expérimentation s'est installé, et est devenu un maillon essentiel d'insertion professionnelle et sociale.

Apporter aux jeunes une aide qui dépasse l'orientation professionnelle pour les accompagner dans leur vie quotidienne, c'est ce que propose depuis 40 ans la mission locale des Hauts de Garonne qui travaille avec de nombreux partenaires.

Accueillir et écouter tout en faisant preuve d'une grande capacité d'adaptation, voilà un des rôles essentiels de la mission locale. Aujourd'hui 450 missions locales participent à l'insertion de 1,4 million de jeunes sur le territoire français mettant en avant par le biais d'un accompagnement personnalisé les forces de chacun.

Grâce à leurs 6800 points d'accueil et de permanence, partout en France, les Missions Locales sont, aujourd'hui, le premier réseau d'accompagnement des jeunes vers l'emploi et l'autonomie.

Avec celle de Pau, la Mission Locale Rive Droite a fait partie des premières missions locales implantées dans le Sud-Ouest. Dès octobre 1982, elle installe une petite équipe dans les locaux du Château Tranchère de Cenon, mis à disposition par le maire de l'époque, René BONNAC. Pierre GARMENDIA, député de la Gironde, en assure la présidence et Bernard CROS, la direction.

Elle permet aux jeunes du secteur des Hauts de Garonne, de trouver en un seul lieu divers partenaires de l'insertion tant sociale que professionnelle couvrant les domaines de l'emploi, de la formation, de la santé, du logement, ...

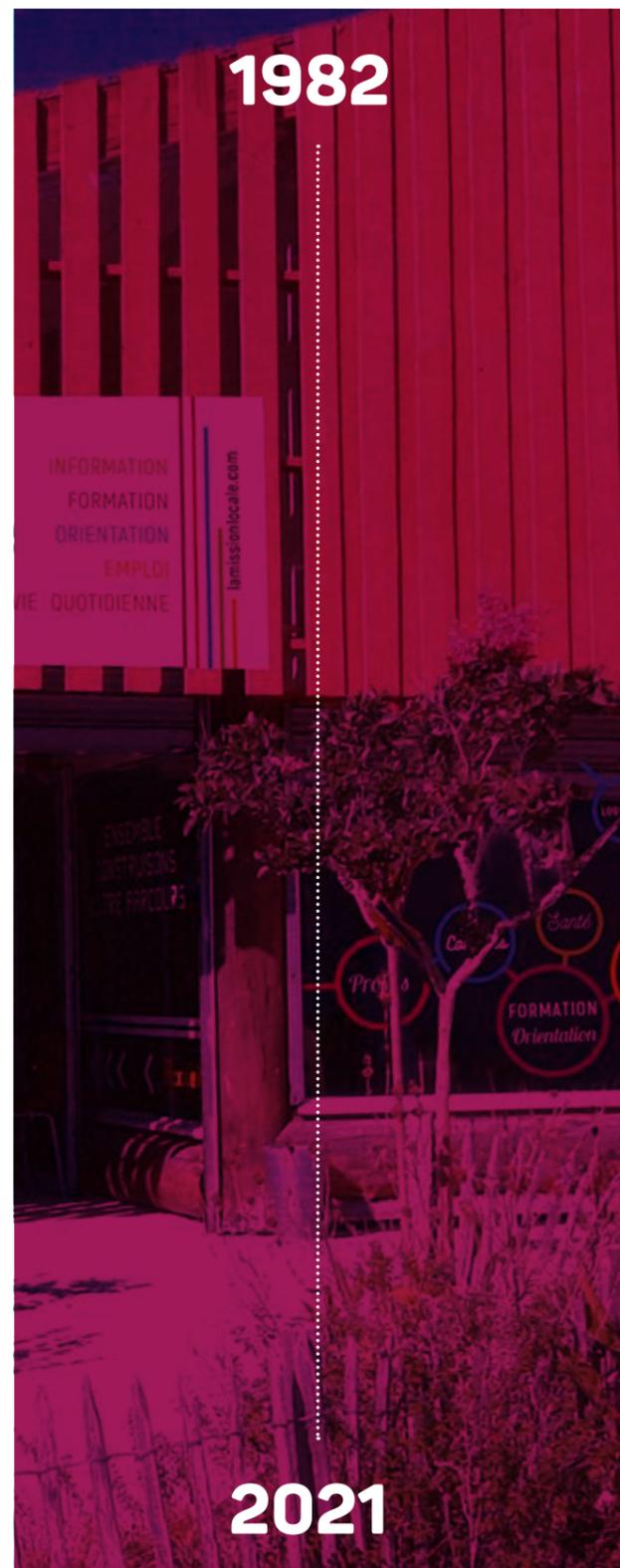
Très vite, la demande du public s'accroît et les locaux deviennent trop exigus. Un chantier école assure la construction d'un bâtiment au 54 Avenue Hubert Dubedout à Cenon, entièrement réalisé par des jeunes stagiaires en formation. Il est inauguré le 4 mars 1986 en présence du secrétaire d'Etat au Budget Henri EMMANUELLI et de Catherine LALUMIERE, chargée des Affaires Européennes au sein du gouvernement.

Au fil des ans et des dispositifs l'activité ne cesse de se développer. D'une poignée de salariés, l'équipe est aujourd'hui constituée d'une quarantaine de personnes.

Elle s'est adaptée, professionnalisée, a dû faire face à une informatisation administrative rapide et inéluctable (en passant des antiques machines à écrire et des dossiers cartonnés aux ordinateurs et à l'Internet), à l'évolution des besoins des jeunes et de la société, aux aléas de l'économie, à l'élargissement des partenariats (politiques, institutionnels, professionnels et associatifs) et des actions et dispositifs à mettre en place.

Ces bouleversements successifs n'ont pourtant en rien entamé la détermination et la polyvalence de la Mission Locale pour remplir pleinement sa mission de service public et, quarante ans plus tard, les enquêtes de satisfaction, menées depuis quelques années, montrent que les jeunes et les partenaires reconnaissent l'expérience, l'utilité et la globalité des actions de notre association et n'hésitent pas à faire appel pour favoriser l'insertion tant sociale que professionnelle des 16/25 ans de la Rive Droite.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE LA MISSION LOCALE ENTRE 1982 ET 2021



ANNÉES	NBRE DE SALARIÉS	NBRE DE JEUNES SUIVIS	1 ^{ERS} ACCUEILS
1982	9 (6 mis à disposition)	1008	1008
1983	13 (9 mis à disposition)	1877	869
1984	9	796	141
1985	9	717	247
1986	9	1993	874
1987	9	2161	1224
1988	9	2397	1089
1989	9	2505	1375
1990	9	2434	1122
1991	10	2460	907
1992	10	3114	1468
1993	10	2658	1277
1994	10	1285	740
1995	10	2569	1311
1996	11	3704	1388
1997	10	2766	1356
1998	10	1871	1072
1999	18	2013	1182
2000	27	1907	1120
2001	25	1557	1058
2003	29	1787	1248
2004	28	2635	1231
2005	25	2948	1207
2006	25	2686	1231
2007	25	2715	1235
2008	27	2730	1330
2009	28	3070	1437
2010	30	3055	1440
2011	30	3295	1489
2012	30	3557	1674
2013	30	4071	1835
2014	36	5103	1759
2015	39	4373	1674
2016	39	4177	1575
2017	42	3976	1542
2018	43	3636	1431
2019	41	3595	1520
2020	41	3706	1462
2021	42	3864	1527

LA MISSION LOCALE

fête ses 40 ans



Dessin d'Henry TOURRAINE

LA PRÉSIDENTE ET LA DIRECTION DE 1982 À 2022

1982 > 2015

Pierre GARMENDIA

assure la présidence de la Mission Locale Rive Droite qui deviendra ensuite la Mission Locale des Hauts de Garonne

1982 > 2013

Bernard CROS

dirige la Mission Locale

2013

Bruno LANÇON

devient Directeur de la Mission Locale en remplacement de Bernard CROS parti à la retraite



2015

Catherine VEYSSY

remplace Pierre GARMENDIA à la Présidence de la Mission Locale

2022

Muriel PECASSOU

est nommée Directrice de la Mission Locale et prend la succession de Bruno LANÇON



LES DATES CLÉS DES MISSIONS LOCALES DE 1981 À 2022

1981

Dans le rapport qu'il remet au Premier ministre, Bertrand Schwartz souligne que la «remise en jeu économique et sociale des jeunes» ne pourra se faire sans une vaste collaboration de l'ensemble des forces sociales et la participation des jeunes eux-mêmes. Le rapport préconise une politique d'ensemble concernant la qualification des jeunes, le développement de l'alternance et du tutorat en entreprise et la mobilisation de toutes les ressources pour offrir des réponses adaptées dans tous les domaines : formation, emploi, loisirs, santé, logement, culture. Il propose la création de missions locales sous la forme d'équipes pluridisciplinaires chargées d'être le pivot d'un dispositif d'animation au plus près des jeunes, de coordonner les efforts et d'appliquer le principe de la «discrimination positive».

1983

82 missions locales ont déjà été agréées lorsque la Délégation Interministérielle à l'Insertion des Jeunes (D.I.I.J.) en difficulté est mise en place par décret du 21 octobre. Dirigée par Bertrand Schwartz, elle est chargée d'animer le réseau des missions locales, ainsi qu'une cellule interministérielle de coordination du programme de formation professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

1985

En avril, Bertrand Schwartz présente le premier bilan de l'action des missions locales lors d'une réunion nationale des présidents, en présence du Premier ministre Laurent Fabius. En juin, les rencontres nationales de la Villette sont une première dans l'histoire du réseau. 5 000 personnes assistent à cet événement qui accueille de nombreuses personnalités. Bertrand Schwartz passe le flambeau à Yves Robineau, son adjoint. Le cap des 100 missions locales est franchi.

1987

Les services de l'État confirment leur participation à la vie du réseau et rappellent l'importance de son rôle de coordination, par exemple dans le cadre du programme «Chômeurs longue durée» de l'ANPE et du dispositif d'insertion mis en place dans l'Éducation nationale. A l'occasion d'une visite à la mission locale de Troyes, le Premier ministre, Jacques Chirac, salue l'efficacité du travail accompli auprès des jeunes en situation difficile.

1989

Le rapport Hastoy traduit l'évaluation de six années d'activité du réseau et préconise l'émergence de politiques locales d'insertion, ainsi que le renforcement du caractère pluri-institutionnel des missions locales. Pierre-Jean Andrieu est nommé Délégué. Le Crédit Formation Individualisé (CFI) est créé afin d'offrir aux jeunes une seconde chance d'accéder à la qualification, l'État en confie le pilotage aux missions locales. La loi du 19 décembre favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle donne une base législative à l'action des missions locales. Elle institue, auprès du Premier ministre, le Conseil National des Missions Locales (CNML) qui réunit les représentants des ministres concernés et des élus locaux. Cette instance de concertation est chargée de développer une politique d'animation et d'évaluation du réseau. 48 nouvelles missions locales sont créées. Le cap de 150 est dépassé.

1982

Le Président de la République prend, par ordonnance, une série de mesures destinées à assurer une qualification professionnelle aux jeunes sortis de scolarité en difficulté et à faciliter leur insertion sociale. 850 Permanences d'Accueil d'Information et d'Orientation (PAIO) sont créées afin d'orienter les jeunes de 16 à 18 ans vers les stages d'insertion. Les missions locales sont mises en place, dans un premier temps à titre expérimental, pour apporter aux jeunes de 16 à 25 ans une aide plus étendue, dépassant l'orientation professionnelle, leur permettant d'élaborer un projet d'insertion sociale et professionnelle et de le mettre en œuvre dans tous les aspects de la vie quotidienne. La circulaire du 9 avril 1982 prévoit que les missions locales seront constituées sous forme associative, présidées par un élu et réunissant dans leurs instances l'ensemble des partenaires de l'insertion : élus, administrations, partenaires économiques et sociaux et associations. 61 missions locales sont créées dans les territoires où l'on trouve le plus de jeunes sans formation ni qualification.

1984

15 nouvelles missions locales sont créées, pour l'essentiel dans des pôles de conversion. Bertrand Schwartz lance l'opération «Nouvelles qualifications» qui va mobiliser, pendant quatre ans, 300 entreprises et 70 organismes de formation.

1986

En août, le gouvernement met en place un plan d'urgence pour l'emploi, mobilise le réseau pour mener une action en direction des jeunes déjà sur le marché de l'emploi et demande aux missions locales de poursuivre leur activité à caractère social, dans les domaines de la santé et du logement notamment. Daniel Riché succède à Yves Robineau à la tête de la DIIJ.

1988

Le gouvernement annonce son intention de développer les missions locales et confie à Bernard Hastoy le soin d'animer un groupe de travail composé de neuf présidents de missions locales et de représentants d'une douzaine de ministères et de secrétariats d'État. Les 105 missions locales sont en contact avec 173 000 jeunes.

1990

En mai, ont lieu les Assises nationales des missions locales à Auxerre en présence du Président de la République, François Mitterrand. La charte des missions locales, intitulée «Construire ensemble une place pour tous les jeunes», est adoptée le 12 décembre par le CNML installé par Michel Rocard Premier ministre et présidé par Michel Berson. Le logiciel Parcours est développé au sein du réseau pour suivre le programme CFI. L'Association Nationale des Directeurs de Missions Locales (ANDML) est créée. Le réseau compte 183 missions locales. L'ensemble du dispositif, PAIO compris, accueille 502 000 jeunes.

1

9

8

1

1991

Les Carrefours pour l'emploi et la formation des jeunes sont mis en place. Ils renforcent la collaboration entre le réseau des missions locales et des PAIO, celui des agences locales pour l'emploi et, plus largement, du service public de l'emploi. Un protocole d'accord entre la DIIJ et le secrétariat d'État aux droits des femmes et à la vie quotidienne est mis en œuvre dans les régions afin d'élaborer de nouvelles réponses aux besoins des jeunes femmes accompagnées dans le réseau.

1993

Michel Théry devient délégué. Michel Berson passe le relais à Robert Galley à la présidence du CNML lors de sa réunion en juillet. En septembre, le Conseil organise sa première rencontre nationale à l'Assemblée où les élus locaux confrontent leurs expériences de terrain avec des chercheurs et des experts. Pour mettre en relation les jeunes avec le monde de l'entreprise, les réseaux de parrainage sont expérimentés par les missions locales dans cinq régions. En décembre, le Parlement adopte la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle qui met en œuvre la décentralisation de la formation professionnelle des jeunes et renforce les relations de travail entre l'ANPE et le réseau des missions locales. Celui-ci est en contact avec 905 000 jeunes dont 443 000 en premier accueil.

1995

L'aménagement du réseau se poursuit au rythme de vingt nouvelles missions locales par an. Une réunion nationale des présidents et des directeurs de missions locales a lieu en janvier à La Plaine Saint-Denis à l'initiative du CNML. Une nouvelle convention avec le ministère de la Défense est signée : une centaine d'appelés du contingent sont mis à disposition du réseau.

1997

En janvier, le Président de la République, Jacques Chirac, inaugure à Boulogne une des premières missions locales à mettre Internet à la disposition des jeunes. Le CNML est consulté sur deux textes importants : la loi relative au renforcement de la cohésion sociale, en mars et la loi relative au développement d'activités pour les jeunes, en octobre. En février, Hervé Sérieyx est nommé à la tête de la DIIJ et lance les «Carrefours d'action de progrès». Ces rencontres régionales vont permettre le partage des démarches innovantes conduites par les missions locales. Le service national est réformé, les journées d'appel à la préparation à la défense sont instituées et permettront, les années suivantes, l'orientation de tous les jeunes en difficulté vers les missions locales et les missions générales d'insertion de l'Éducation nationale. Ouverture des écoles de la deuxième chance (E2C) qui permettent à des jeunes de moins de 26 ans, sans diplôme ni qualification professionnelle, d'intégrer une école dédiée à la construction de leur projet d'insertion sociale et professionnelle.

1999

Le CNML organise une conférence nationale des présidents. Parmi les sujets à l'ordre du jour, la convention collective, la place du réseau dans les contrats de plan État-Région et une nouvelle charte des missions locales. Les programmes d'animation régionale sont mis en œuvre dans une vingtaine de régions. La refonte du logiciel Parcours est engagée pour permettre la création d'un véritable système d'information national du réseau. A Lille, 1200 jeunes participent aux rencontres nationales nouveaux services-emplois jeunes. 42 000 jeunes sont accompagnés dans le cadre du programme TRACE.

2

0

0

0

1992

Un nouveau protocole d'accord est signé avec les services du ministère de la Justice. Pour compléter le Crédit Formation Individualisé, le gouvernement crée un Programme intensif de Préparation Active à la Qualification et à l'Emploi (PAQUE). Le Premier ministre, en accord avec le CNML, propose la négociation de contrats de progrès avec les collectivités locales concernant l'activité du réseau qui comprend 227 missions locales et 460 PAIO. Les programmes d'animation débutent dans cinq régions.

1994

Les «espaces jeunes» sont créés, nouveau cadre de coopération entre les missions locales, l'ANPE et les conseils régionaux en matière d'emploi et de formation. Les conventions de délégation de compétence pour la formation professionnelle des jeunes de moins de 26 ans se mettent en place dans les régions. Roland Moreau devient délégué. L'État renforce le rôle de la DIIJ, à la fois dans son caractère interministériel et dans sa fonction d'animation et de gestion du réseau. Le CNML met en place des groupes de travail concernant le fonctionnement du réseau, l'insertion professionnelle en entreprise et l'accompagnement à l'insertion sociale. La version 2 du logiciel Parcours devient l'outil d'aide à la gestion des parcours de qualification et d'insertion sociale des jeunes.

1996

Cinq ministres signent l'accord-cadre pour le réseau public de l'insertion des jeunes qui institue le rapprochement avec le réseau d'information jeunesse et les centres d'information et d'orientation. Cet accord, souhaité par le gouvernement d'Alain Juppé, donne une impulsion à de nombreuses initiatives des missions locales, pour mieux prendre en charge les jeunes sans qualification dès leur sortie du système éducatif. Le réseau compte 272 missions locales, 391 PAIO et accueille plus d'un million de jeunes par an.

1998

Alors que le réseau s'investit dans le programme nouveaux services - emplois jeunes, la loi de lutte contre les exclusions crée le programme TRACE. Les missions locales sont désignées comme pilotes et principaux opérateurs de ce programme d'accompagnement personnalisé et renforcé pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Michel Destot succède à Robert Galley à la présidence du CNML et Hubert Peurichard est nommé Délégué. L'Association nationale des missions locales est créée pour regrouper les employeurs des missions locales et PAIO, elle deviendra syndicat en 2000. Le premier numéro de Vite DIIJ sort en décembre.

2000

Lors des Assises nationales du 20 avril, le Protocole 2000 est signé entre le président du CNML, la ministre de l'Emploi et Jean-Pierre Raffarin, Président de l'Association des Régions de France, en présence de Lionel Jospin, Premier ministre. Ce nouveau pacte engage l'État et les collectivités territoriales sur les missions de service public du réseau. Le CNML renouvelle sa composition, renforce la place des présidents et engage un nouveau programme de travail concernant la déclinaison du Protocole 2000 dans les régions, la dernière étape d'aménagement du réseau, son évaluation et son financement.

LES DATES CLÉS DES MISSIONS LOCALES DE 1981 À 2022

2001

La convention collective nationale des missions locales et PAIO est signée le 21 février par les partenaires sociaux (syndicat employeur, CFE-CGC, CGT, CGT-FO et CFDT).

Elle offre aux 7 000 salariés du réseau un cadre attendu de conditions d'emploi et de travail, ainsi qu'un système de classification basé sur les compétences. Une convention nationale est signée avec l'ANPE pour la mise en œuvre du programme d'action personnalisé. Les missions locales deviennent partenaires des agences locales pour l'emploi pour engager ce programme. ●

2003

Un nouveau Conseil, présidé par Françoise de Veyrinas est installé. Outre des présidents de missions locales et des représentants des ministères, il comprend désormais des élus des régions, des départements et des communes. Un secrétariat général du Conseil National des Missions Locales est créé, il reprend une partie des missions auparavant assurées par la DIIJ qui est supprimée. Jean Tulet devient secrétaire général du CNML. ●

2005

Parcours 3 devient le nouveau système d'information des missions locales. Utilisant les technologies de l'Internet, il est déployé dans l'ensemble du réseau pour chaque conseiller. Les 9 et 10 mai, la 8^{ème} rencontre nationale réunit le réseau à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris autour de la mise en œuvre du nouveau programme d'accompagnement des jeunes vers l'emploi. A cette occasion, le Protocole 2005 est signé entre l'Etat, le CNML, l'Association des Régions de France, l'Association des Maires de France et l'Assemblée des départements de France. Les 404 missions locales et 100 PAIO accueillent 1,15 million de jeunes. ●

2007

À l'occasion des élections présidentielles, le CNML adopte un ensemble de propositions intitulé «Pour une nouvelle dynamique de l'insertion des jeunes» et se prononce pour la création d'une instance nationale dotée de moyens propres et de structures régionales, sur le modèle d'une agence nationale. La Fondation Dexia Crédit local renforce son action auprès des quatre-vingts missions locales qui interviennent dans les ZUS et crée, avec le CNML, l'École de la citoyenneté pour former chaque année une centaine de jeunes. Pour mesurer l'activité mensuelle auprès des jeunes, l'indicateur «Jeunes demandeurs d'insertion» est créé. En moyenne, 600 000 jeunes demandeurs d'insertion sont accompagnés chaque mois par les 420 missions locales et 66 PAIO. En 25 ans, le réseau national d'initiative locale a accompagné plus de 7 millions de jeunes vers l'emploi. ●

2002

Le programme TRACE, qui a concerné 150 000 jeunes depuis sa création, est renforcé par le second programme de prévention et de lutte contre l'exclusion : 120 000 jeunes vont en bénéficier dans l'année. Une bourse d'accès à l'emploi est créée afin de leur garantir un minimum de ressources mensuelles. En janvier, les missions locales fêtent leur vingtième anniversaire lors de la rencontre nationale de Grenoble qui accueille 200 jeunes du programme TRACE. Le syndicat national des employeurs des missions locales devient l'Union Nationale des Missions Locales, des PAIO et des organismes d'insertion sociale et professionnelle (UNML). Le réseau compte 381 missions locales et 180 PAIO. ●

2004

Pour la première fois dans l'histoire des missions locales, le gouvernement comprend un secrétariat d'État à l'insertion professionnelle des jeunes. Jean-Jacques Giannesini devient secrétaire général du CNML. Le Conseil, consulté par le nouveau ministre, Laurent Hénart, propose des amendements au projet de loi relatif aux responsabilités locales qui prévoit le transfert de l'organisation, de l'animation et des financements de l'État vers les régions. La loi de programmation de cohésion sociale renforce le soutien de l'État aux missions locales et confie au réseau la mise en œuvre d'un nouveau programme d'accompagnement des jeunes vers l'emploi : 800 000 seront concernés dans les cinq ans. Avec l'inscription des missions locales dans le code du travail, comme organismes concourant au service public de l'emploi, leur rôle est désormais officiellement reconnu dans les politiques de l'emploi. ●

2006

Un nouveau décret élargit la composition du CNML et précise ses missions dans le cadre de ses compétences définies par le code du travail. Pour permettre l'accès à la vie en entreprise des jeunes peu ou pas qualifiés, en particulier ceux résidant en ZUS et bénéficiaires du nouveau Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (CIVIS), le Conseil signe le 13 juin, en présence du ministre de l'Emploi, un partenariat avec dix grandes entreprises. 310 000 jeunes bénéficient d'un CIVIS pour leur accompagnement vers l'emploi. Les 417 missions locales et 72 PAIO accueillent 1,2 million de jeunes dont 49% accèdent à un emploi ou une formation. ●

2008

La ministre de l'Économie, des finances et de l'emploi, Christine Lagarde, saisit le Conseil afin qu'il fasse rapidement des propositions pour appuyer la réflexion et l'action du gouvernement s'agissant des missions locales et de l'emploi des jeunes. Le CNML fait 35 préconisations pour l'insertion des jeunes en ZUS et lance une consultation nationale pour définir la coopération entre les missions locales et le nouvel opérateur issu de la fusion entre l'ANPE et l'Unedic. La présidente du CNML, Françoise de Veyrinas, décède le samedi 16 août dans l'Aude. Pour la première fois, les missions locales se présentent à Bercy lors des Journées européennes du patrimoine. Fin 2008, 665 000 jeunes ont bénéficié du CIVIS depuis le début du programme. ●

2

0

0

1

2009

Un nouveau Conseil est installé à Bercy par le secrétaire d'État chargé de l'emploi, Laurent Wauquiez. Il est présidé par Bernard Perrut, député-maire de Villefranche-sur-Saône. Une vingtaine de partenaires économiques nationaux du CNML s'engagent pour l'insertion professionnelle des jeunes lors d'une rencontre à l'Assemblée nationale. Le CNML fait 30 propositions pour une nouvelle coopération entre les missions locales et Pôle emploi. Martin Hirsch, Haut-Commissaire à la Jeunesse, lance une large concertation sur la refondation d'une politique à l'égard de la jeunesse. Le Président de la République, Nicolas Sarkozy, donne la priorité absolue aux 100 000 jeunes qui quittent l'école à 16 ans sans aucune perspective. Il fait des missions locales le pivot de leur accompagnement. Un nouveau rôle des missions locales est reconnu au sein du Service Public de l'Emploi (SPE), avec la prescription de contrats aidés. Fin 2009, 200 000 jeunes en CIVIS ont obtenu un emploi durable. ●

2011

Inscrites dans le code de l'éducation, les missions locales prennent désormais en charge l'accompagnement des jeunes sortant prématurément de formation initiale. Les partenaires sociaux leur confient l'accompagnement vers l'emploi de 20 000 jeunes décrocheurs dans le cadre de l'Accord National Interprofessionnel du 7 avril 2011. Vincent Delpy devient secrétaire général du CNML. La première rencontre des jeunes de l'École de la citoyenneté a lieu le 17 juin à Paris. Avec les chambres consulaires, les entreprises et les branches professionnelles, les missions locales se mobilisent pour favoriser l'accès des jeunes aux contrats en alternance au cours d'une rencontre nationale organisée le 28 septembre par le CNML et le ministère de l'emploi. Décret sur le Revenu Contractualisé d'Autonomie (RCA). Expérimentation d'une allocation de revenu versée en complément d'un accompagnement vers l'emploi. Le RCA concerne les jeunes de 18 à 25 ans, sous réserve qu'ils s'engagent soit à chercher activement un emploi, soit à suivre une formation. ●

2013

Le chantier de co-construction du nouveau système d'information des missions locales est lancé. I-milo succédera à Parcours 3 en 2015, il est mis en œuvre dans le cadre d'une délégation de service public. Le 26 avril, à l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault, installe un nouveau Conseil sous la présidence de Jean-Paul Dupré. Michel Sapin, ministre en charge de l'emploi, adresse au président du CNML une lettre de mission dans le cadre de la priorité jeunesse du Président de la République pour le quinquennat. En août, le cap des 50 000 emplois d'avenir est franchi et les pouvoirs publics accordent une nouvelle fois leur confiance aux missions locales qui vont devenir l'acteur central de la garantie jeunes mise en œuvre sur 10 sites à l'automne. Le nombre de jeunes accueillis par les 447 missions locales atteint le niveau historique de 1,45 million. Les EMA (Espaces Métiers Aquitaine) sont créés sous l'impulsion d'Aquitaine Cap Métiers pour offrir un lieu de première information sur les métiers, la formation et l'emploi. ●

2

0

1

4

2010

Le CNML organise, le 30 septembre à Bercy, la 10^{ème} rencontre nationale du réseau des missions locales. Il signe le Protocole 2010 des missions locales avec l'Etat, l'Association des Régions de France, l'Assemblée des départements de France, l'Association des Maires de France. Pôle emploi, l'Etat et le CNML signent pour cinq ans un accord cadre de partenariat renforcé. L'UNML organise en octobre à Tours ses premières journées nationales des missions locales. Les 444 missions locales et 24 PAIO accueillent 1,3 million de jeunes. Entre avril 2005 et décembre 2010, un peu plus d'un million de jeunes ont bénéficié du CIVIS. Parmi les 800 000 jeunes sortis de ce programme, 48% ont obtenu un emploi ou une formation. ●

2012

En septembre, le projet de loi relatif aux emplois d'avenir est soumis au Parlement en procédure accélérée. Il met les missions locales en première ligne pour la prescription et le suivi de 150 000 jeunes sur les emplois d'avenir créés jusqu'en 2014. Le dispositif est lancé en novembre à Chelles, sur le site de la mission locale et de Pôle emploi, par le Président de la République, François Hollande, le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, Michel Sapin et l'ensemble du gouvernement. Lille Grand Palais accueille les 17 et 18 décembre 2012 la manifestation du 30^{ème} anniversaire des missions locales organisée par le Conseil National des Missions Locales et l'Union Nationale des Missions Locales en présence du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault et des ministres chargés de l'emploi et de la jeunesse. Le député-maire de Limoux, président de l'ARML de Languedoc-Roussillon et président de la mission locale départementale rurale 11 est nommé président du CNML. Création des emplois d'avenir : contrats signés sous la forme de CAE, en CDD de un à trois ans, en CDI, à temps partiel ou à temps plein. Leur but : permettre aux jeunes peu ou pas qualifiés de se former et d'acquérir une première expérience. ●

2014

Le CNML publie les textes de référence des missions locales. Le 29 octobre, Jean-Paul Dupré réunit une conférence des Présidents des Missions locales pour accueillir les nouveaux élus au sein du réseau. Le groupe « Mobilité européenne des jeunes avec moins d'opportunité et mobilisation des entreprises » du CNML remet le 18 juin ses recommandations au Ministre chargé de la jeunesse. Durant l'année 2014, les Missions locales préparent leur migration vers leur nouveau système d'information I-Milo. ●



LES DATES CLÉS DES MISSIONS LOCALES DE 1981 À 2022

2015

La nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs (CPO) entre l'état et les Missions locales est mise en œuvre pour la période 2015-2018. Le CNML organise pour les professionnels des Missions locales des séminaires sur la prévention et la lutte contre la radicalisation, présidés par Malika Dati, Vice-Présidente du CNML et le préfet Pierre N'Gahane, Secrétaire général du Comité interministériel de prévention de la délinquance. Le 19 octobre, la conférence sociale pour l'emploi confirme, dans sa feuille de route, que les missions locales seront en première ligne pour déployer les dispositifs majeurs de la politique de l'emploi et annonce la volonté de mieux coordonner le pilotage des missions locales en renforçant également son niveau régional. Le CNML met en place en décembre, avec la DGEFP, un plan de progrès du système d'information des Missions locales. Un EMA s'installe dans les locaux de la Mission Locale des Hauts de Garonne. ●

2017

À compter du 1^{er} janvier 2017, le Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) est mis en place pour les jeunes accompagnés par les missions locales et remplace le CIVIS. La Garantie Jeunes devient un droit universel, est généralisée à l'ensemble des missions locales et donc à l'ensemble du territoire national. Le Délégué ministériel adresse une Lettre d'information au réseau des missions locales, en janvier 2017, annonçant deux nouvelles instances : la Conférence des Présidents des Associations régionales œuvrant pour l'animation des missions locales au niveau régional qui validera et fera vivre le Programme National d'Animation et d'Évaluation des missions locales (PNAE) et la Conférence des financeurs, déclinée à l'échelle nationale et régionale. Rapport de France Stratégie sur l'insertion professionnelle des jeunes : «la non-maîtrise des compétences de bases et les freins périphériques à l'emploi sont des facteurs externes au marché du travail qui entravent les jeunes dans leurs démarches d'insertion et leur accès à l'emploi, et nuisent à leur maintien dans l'emploi». Ces conclusions préconisent d'associer l'insertion sociale et professionnelle pour mieux répondre aux besoins des jeunes. ●

2020

Plan «1 jeune 1 solution» avec les entreprises, les territoires et les partenaires sociaux. Mesures pour aider les jeunes à s'insérer et à trouver un emploi, notamment :

- Aide à l'embauche de 4 000 euros maximum pour les employeurs recrutant un jeune de moins de 26 ans du 1^{er} août 2020 au 31 mai 2021
- Aide exceptionnelle de 5 000 euros pour recruter en alternance un jeune de moins de 18 ans (ou de 8 000 euros au-dessus de 18 ans)
- Aide de 17 000 euros maximum (Emploi Franc +) pour le recrutement entre le 15 octobre 2020 et le 31 mai 2021 d'un jeune sans emploi de moins de 26 ans résidant dans un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV)
- 100 000 missions de service civique supplémentaires
- Parcours personnalisés pour les décrocheurs entre 16 et 18 ans
- Création d'emplois dans les associations et les petites entreprises de transformation écologique ; 200 000 jeunes à former dans les métiers d'avenir (secteur du soin et du numérique, par exemple) ; 300 000 parcours d'insertion supplémentaires : Parcours Emploi Compétences (PEC), Contrat Initiative Emploi (CIE), Garantie Jeunes, Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA), Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), dispositif SESAME
- Fin des Emplois d'Avenir.

440 missions locales et près de 6 857 lieux d'accueil constituent le réseau. 1 370 000 jeunes accompagnés et 12 980 professionnels de l'insertion des jeunes. ●

2016

La Garantie Jeunes est déployée dans 19 nouveaux départements et la sortie des emplois d'avenir est une des priorités de l'année 2016. Suite à la Loi NOTRe, les Associations régionales des missions locales commencent à se réorganiser et pour certaines ont déjà fusionné. Le 2 mai, le Premier ministre nomme Jean-Marc Seijo-Lopez Secrétaire Général du CNML. Le CNML est auditionné dans le cadre du rapport sur les Missions locales en 2016. La Ministre du Travail, Myriam El Khomri, confie le 11 mai à l'IGAS une mission relative au modèle économique des Missions locales. Suite à la conférence sociale d'octobre 2015, la Ministre du Travail confirme, le 22 juillet 2016, la mise en place d'une nouvelle gouvernance pour les missions locales avec la création d'un Délégué ministériel aux Missions locales. Le CNEFOP (Conseil National de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle) valide, le 5 septembre, les projets de décrets concernant la création du Conseil d'Orientation des Politiques de Jeunesse (COPJ) et d'un Délégué ministériel aux Missions locales. Le 14 septembre 2016, Jean-Paul Dupré réunit à l'Assemblée nationale une plénière de clôture du CNML durant laquelle Jean Tulet rend hommage au fondateur des Missions locales, Bertrand Schwartz, en présence de Madame la Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Le Décret N° 2016-1371 du 12 octobre 2016 porte la création d'un Délégué ministériel aux missions locales. Ce Délégué, Jean-Marc Seijo-Lopez, s'appuie sur une équipe de collaborateurs afin de mettre en place les missions qui lui sont confiées. L'EMA Rive Droite se dote d'un espace relais à Créon en partenariat avec le Centre Socioculturel du Créonnais, la Cabane à projets. ●

2018 - 2019

Parcours Emploi-Compétences : nouvelle formule des contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE). Accompagnement, formation et mise en situation professionnelle des jeunes ayant des difficultés particulières pour trouver un emploi et pour lesquels les autres dispositifs existants ne sont pas adaptés (alternance, insertion par l'activité économique, accompagnement intensif...).

Lancement du Plan d'Investissement dans les Compétences : formation d'un million de jeunes éloignés de l'emploi et d'un million de demandeurs d'emploi peu qualifiés d'ici à la fin du quinquennat. Droits à la formation plus accessibles et majorés pour les salariés non qualifiés (800 euros par an plafonné à 8 000 euros au lieu de 500 euros pour les autres, plafonné à 5 000 euros).

Propositions de la concertation nationale pour une stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes. Arrêt des dispositifs spécifiques accumulés et nouvelle approche pour les jeunes :

- Formation obligatoire jusqu'à 18 ans et développement des voies alternatives (chantiers éducatifs ou d'insertion, par exemple)
- Remplacement du PACEA par un Parcours d'Accompagnement des Jeunes vers l'insertion (PAIJ), sans durée limitée et accompagné de ressources équivalentes à la garantie jeunes, pour tous les jeunes sans emploi ni formation ni en études qu'ils soient ou non diplômés. ●

2021

Lancement du dispositif « 1 jeune, 1 mentor » : un bénévole accompagne et conseille des jeunes, en particulier ceux vivant dans un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV) ou en zone rurale. Le Président de la République annonce la mise en place, en septembre, d'un revenu d'engagement pour les jeunes sans emploi et sans formation : un accompagnement individualisé et un revenu dans le cadre d'un contrat d'engagement. Lancement du comité du Revenu d'Engagement pour les Jeunes. ●

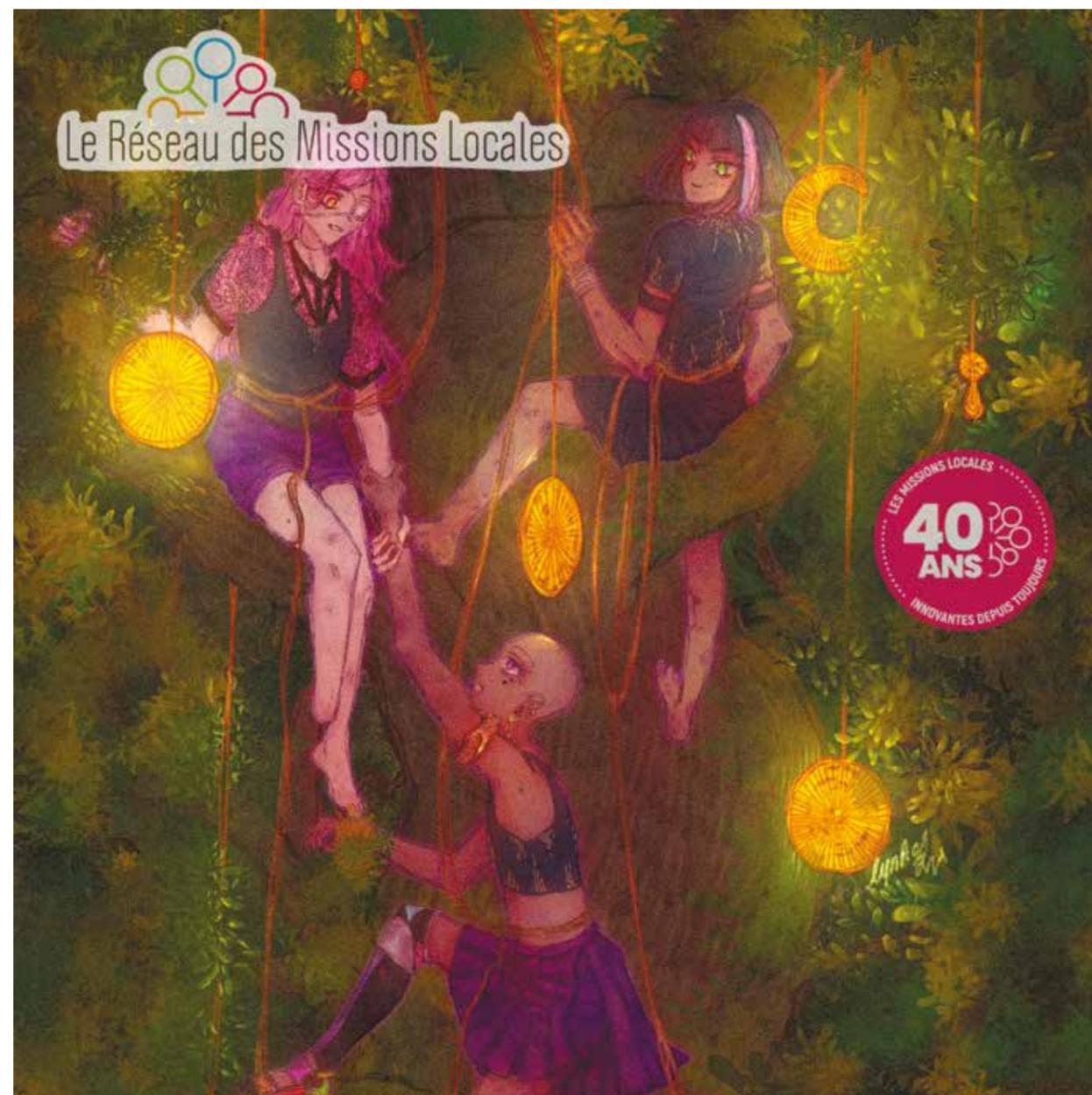
2 0 1 5

2 0 2 2

2022

Mise en place d'un contrat d'engagement jeune qui remplace la garantie jeune. Destiné aux jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude, le contrat comprend trois volets :

- Un accompagnement par un conseiller dédié pendant un parcours qui peut durer de six à douze mois
- Un programme soutenu et régulier d'activités, à raison de 15 à 20 heures par semaine
- Une allocation qui peut aller jusqu'à 500 euros par mois en fonction des ressources et sous condition de respecter ses engagements. ●



Dessin d'inès COSCOLLUOLA



LA MISSION LOCALE DES HAUTS DE GARONNE FÊTE SES QUARANTE ANS

Elle a fait partie, à son origine, des **61 premières missions locales** mises en expérimentation. Sous l'impulsion de **Pierre GARMENDIA**, alors député de la circonscription, elle ouvre ses portes au public jeune en octobre 1982. Le maire de Cenon, **René BONNAC**, offre de l'installer dans les locaux du Château Tranchère à Cenon.



Pierre GARMENDIA



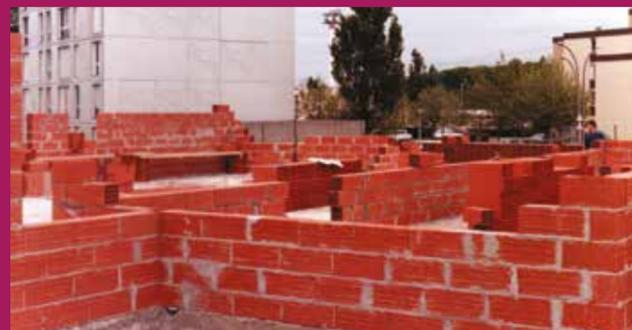
Bernard CROS

Bernard CROS en assure la direction et une équipe technique organise l'accueil des jeunes, entourée d'un certain nombre de fonctionnaires mis à disposition (ANPE, Droits de la Femme, Education Nationale, Justice, A.F.P.A., Collectivités Territoriales...).

La diversité des besoins et le nombre de situations individuelles à traiter, font que, rapidement, il faut envisager le transfert de la mission locale dans des locaux plus vastes et adaptés à la réception individuelle et collective des publics.

Il est donc décidé, en 1984, de construire un bâtiment pour abriter l'ensemble des services. La commune de Cenon met un terrain à disposition au 54 Avenue Hubert Dubedout. En 1985, des jeunes, dans le cadre d'un chantier école organisé par l'entreprise d'insertion Bâti-Service-Formation, créée par la Mission Locale et l'AFPA de Bordeaux Caudéran, se lancent dans la construction des nouveaux locaux.

Après une préparation du terrain, la première pierre est posée par **André LABARRERE**, ministre des relations avec le parlement, et **Pierre GARMENDIA**.



Le bâtiment prend forme



Monsieur CROS fait visiter le chantier à Monsieur DELEBARRE, Ministre du Travail



Une plaque garde la mémoire de l'inauguration



HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



16-18 rive droite Emploi des jeunes La mission se structure

Après les récentes mesures prises par le gouvernement et destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle, différents initiatives ont vu le jour dans notre région. Si de nombreuses permanences d'accueil ont été créées, ce sont seulement cinquante missions locales pour l'emploi des jeunes qui ont été constituées en France, dont deux seulement en Aquitaine, et plus précisément dans la 4^e circonscription du département de la Gironde.



Sur la photo de Pierre HENRI, le directeur général de la mission.

Après les récentes mesures prises par le gouvernement et destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle, différents initiatives ont vu le jour dans notre région. Si de nombreuses permanences d'accueil ont été créées, ce sont seulement cinquante missions locales pour l'emploi des jeunes qui ont été constituées en France, dont deux seulement en Aquitaine, et plus précisément dans la 4^e circonscription du département de la Gironde.

Le président Pierre GARMENDIA, en présence de M. LARBIERRE, maire de Cenon, et de M. LALUMIERE, directeur de la mission locale, a inauguré le nouveau local de la mission locale de Cenon, le 27 novembre 1984.

Mission locale rive droite Que deviennent les 16-25 ans ?

L'INSERTION SOCIALE et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans est une affaire de tous et d'urgence. Pour l'atteindre, le premier est de leur offrir des opportunités d'insertion, de leur donner des perspectives de formation, de leur offrir des perspectives de travail.



Le directeur général de la mission locale de Cenon, M. LALUMIERE, a été reçu par M. LARBIERRE, maire de Cenon, et M. GARMENDIA, président de la mission locale, le 27 novembre 1984.

Le directeur général de la mission locale de Cenon, M. LALUMIERE, a été reçu par M. LARBIERRE, maire de Cenon, et M. GARMENDIA, président de la mission locale, le 27 novembre 1984.

1982

Avec la Mission rive droite un forum jeunes très plébiscité

Le forum des jeunes de la mission locale de Cenon a été un grand succès. Plus de 100 jeunes ont participé à ce forum qui a permis de leur présenter les services de la mission locale et de leur offrir des perspectives de formation et de travail.



1984

1984

CENON Mission locale : des nouveaux locaux pour la fin de l'année



1985

La mission locale rive droite bientôt dans ses murs

Installée depuis bientôt 3 ans au château Tranchère à Cenon, la Mission locale rive droite, a vu par ses nombreuses actions s'imposer et être reconnue comme un outil nouveau dans les démarches sociales et professionnelles des jeunes. Une nouvelle étape va être franchie ce mois-ci avec la construction d'un local plus adapté aux diverses actions actuelles et à venir.

C'est mardi 5 mars que la première pierre du nouveau siège de la mission va être posée par M. Larbière, en présence des personnalités locales et du président Pierre Garmendia. L'originalité de ce projet réside dans son mode de construction. En effet, ce local sera construit Pierre Garmendia. L'originalité de ce projet réside dans son mode de construction. En effet, ce local sera construit par des jeunes. Le gros œuvre sera confié à l'Association Bâtiments-Formation dont l'objectif est de former des jeunes en les plaçant dans la situation réelle de travail au sein d'une entreprise, et d'acquiescer ainsi une pratique professionnelle. Le second œuvre sera, en partie, réalisé par d'autres jeunes dans le cadre d'un chantier-école jumelé avec un stage de la formation professionnelle, sous la responsabilité de l'Association de la formation professionnelle pour adultes (A.F.P.A.).

2 800 JEUNES CONCERNÉS
Le nouveau local de la mission sera d'une superficie totale de plus de 400 mètres carrés. Sa construction se fera en deux tranches. La première regroupera l'ensemble des services administratifs de la mission locale, ainsi que le secrétariat de la cellule de coordination pour la réhabilitation des Hauts-de-Garonne, et un atelier pratique d'informatique. Ce dernier sera utilisé par les stagiaires de la mission locale, mais

aussi par les associations qui en feront la demande.

La deuxième tranche de cette construction permettra à la mission de se doter de locaux pour la formation professionnelle et d'un atelier audio-visuel. Comme on peut le constater, ce projet est particulièrement ambitieux, mais il concerne déjà plus de 2 800 jeunes qui sont venus à la mission locale pour s'informer, s'orienter et se former. C'est pour cela que les élus et les responsables de cette opération mettent tout en œuvre pour féliciter sa réalisation engagée au 54, route de Tresses, au carrefour des communes de Floirac et Artigues et au cœur des problèmes rencontrés sur la rive droite et les 45 communes concernées.



Une esquisse du futur siège de la mission locale qui se situera dans un secteur compris entre la route de Tresses, la rue Paul-Verlaine et les avenues de Viracourt et Georges-Clémenceau (Clôché & Sud-Ouest)



Henri EMMANUELLI découpe le ruban tenu par Catherine LALUMIERE



De gauche à droite, Bernard CROS, Catherine LALUMIERE, Pierre GARMENDIA, Henri EMMANUELLI et Philippe MADRELLE

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



1986



Locaux en 1986



Le parking est déjà plein



Un large couloir accueille des bureaux flambant neufs



Au fil des ans, la Mission locale noue des partenariats et élargit son action en faveur de jeunes

SOCIÉTÉ / JEUNES
Prévention été sur les Hauts de Garonne : opération réussie
 L'opération Prévention été 88 a permis à de très nombreux jeunes des communes de Lormont, Cenon, Floirac et Bassens de bénéficier des diverses activités durant les mois de juillet et août

Cette action est l'illustration réussie d'une parfaite collaboration intercommunale réalisée par les élus des communes de la rive droite dans l'intérêt des jeunes.

Les structures sociales très largement associées à cette action ont parfaitement assuré leur rôle de conseil et de relais en direction des jeunes des différents quartiers.

Se trouvaient aussi directement associés à cette opération placée sous la conduite de la mission locale, la DDASS de la Gironde, jeunesse et sports, les services de police et l'éducation surveillée de la Gironde.

L'équipe des quatre animateurs coordonnée par M^e Bailet a permis durant deux mois de proposer des animations sur les quartiers : projection de films en plein air, concerts, expositions, initiation à la musique, rencontres sportives intercommunales, etc.

Toutes ces animations correspondaient aux objectifs et à l'esprit de l'opération Prévention été 88 qui visait à répondre à la demande des jeunes rencontrés sur les quartiers.

Le programme d'activité a permis d'organiser des sorties en bus d'un ou plusieurs jours au bord de la mer, à Lacanau ou à Bombannes, ce qui a permis à certains de découvrir et s'initier aux charmes des loisirs nautiques. Le parc nautique Aqueuty a été particulièrement apprécié par les jeunes. Le spectacle son et lumière de Castillon-la-Bataille a été l'occasion pour une cinquantaine de ces jeunes de découvrir une tranche de notre histoire régionale.

Un groupe de jeunes a participé à un camp d'adolescents de motocross à Valence-d'Agen : il y a déjà une demande pour un autre camp l'an prochain.

Un autre groupe de jeunes a participé pendant plusieurs jours à un camp en montagne avec des initiations à l'escalade. Plusieurs groupes de jeunes ont reçu une aide financière pour partir en vacances durant quelques jours sous le contrôle d'une structure d'animation.

Le bilan général est très positif. Au total ce sont plus de 1200 jeunes qui ont participé une ou plusieurs fois à différentes activités durant ces vacances d'été.

A partir du bilan de cette action réussie et nécessaire pour les jeunes défavorisés, les responsables sociaux, les élus des communes et Pierre Garmentia, président de la Mission locale, vont intervenir et tout faire pour que cette opération soit reconstruite en 1989.



EMPLOI / MISSION LOCALE
L'entreprise d'entretien des espaces verts
 Pourquoi, dans quel cadre et pour répondre à quoi ?

L'association Jeune Emploi Formation a pour objectif de favoriser l'élection d'entreprises qui répondent à des nécessités locales, tant en besoin de production qu'en propositions d'emplois.

Ainsi, le secteur d'activité que recouvre l'entreprise d'entretien des espaces verts est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes particulièrement démunis face à l'emploi.

Il se voit proposer tout un cursus de formation qui débouche sur un emploi TUC, stagiaire de la formation professionnelle et salarié de l'entreprise.

Cette activité est soumise aux contraintes de la vie économique et aux obligations qui s'appliquent à toutes entreprises : création d'emplois durables, production de biens et services selon les règles de la concurrence.

Bien que cette démarche s'inscrive dans le cadre habituel économique, la priorité n'est pas le profit mais l'emploi des jeunes.

L'entreprise des espaces verts a démarré en 1986 avec quatre emplois et douze TUC.

Son marché principal, la ZUP des Hauts de Garonne, correspondant à quinze hectares.

Suite à une évolution favorable, rapidement deux TUC ont été embauchés comme salariés.

Depuis juin 1987, cette entreprise a acquis deux nouveaux marchés, un avec la ville de Lormont, l'autre avec le centre de gériatrie installé sur cette commune.

En juillet, cette même entreprise d'entretien a conclu un marché avec Floirac et s'occupe des espaces verts du Haut-Floirac.

Ceci permet actuellement à l'entreprise de fonctionner avec six salariés, deux SIVP et trois TUC, en fonction de ces nouveaux marchés les responsables de cette entreprise, vont créer deux emplois supplémentaires au profit des jeunes.

Concernant le travail des espaces verts, il consiste dans l'entretien des surfaces, c'est-à-dire tonte, taille, désherbage, etc.

Doté d'un matériel adapté et conséquent : deux camions, un tracteur équipé d'une tondeuse frontale avec une balayuse, un aspirateur à feuille, six tondeuses et petit matériel, cette équipe fonctionne toute l'année.

Des points essentiels sont à souligner.

Cette structure est ouverte à tout marché et s'occupe, aux côtés des marchés de grands espaces, d'autres travaux à la demande des particuliers.

L'entreprise Jeune emploi formation espaces verts qui a bénéficié de financement de lancement a très vite atteint son niveau d'autofinancement tout en respectant les règles normales de la concurrence et des marchés.

Malgré cette démarche économique, l'objectif d'insertion des jeunes n'est pas oublié. Ainsi, parallèlement à son activité de TUC, dès le mois d'octobre, chaque jeune se verra imposer une formation à la carte selon son niveau scolaire ou ses besoins.

Il est prévu de développer en liaison avec une association de pré-retraités un système de tutorat pour aider de manière plus significative entre chaque jeune dans un accompagnement social et professionnel individualisé.

Tout ce travail d'insertion sociale et professionnelle se fait grâce au soutien permanent de la mission locale rive droite qui, au travers de ses différentes structures parallèles, a mis en place un dispositif qui apporte des réponses concrètes et rapides aux problèmes d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficultés.

En quinze mois, huit emplois ont été créés pour des jeunes à la recherche d'un emploi.

SOCIAL / JEUNES
Nouveau : l'atelier pédagogique personnalisé rive-droite
 L'antenne de Floirac-Cenon vient d'être inaugurée, résidence Les Courtines, à Floirac

Les personnalités viennent des nouveaux locaux de l'APP rive-droite (Photo P. Lacombe)

L'inauguration de l'antenne Floirac-Cenon de l'Atelier pédagogique personnalisé rive-droite est le résultat d'une fructueuse coopération entre la Maison de la promotion sociale d'Artigues, la GRETA Bordeaux-Nord et la Mission locale rive-droite.

Depuis deux ans, la Maison de la promotion sociale d'Artigues a mis en place un APP sur ce secteur de la rive-droite qui, très vite, est arrivé à saturation tant les besoins en formation sont importants.

Avec le concours de la Direction régionale à la formation professionnelle du GRETA, de la Mission locale et sous la coordination de la Maison de la promotion sociale, il a été décidé de créer l'APP rive-droite avec trois sites d'accueil et de formation différents : le GRETA à Lormont, la Mission locale à Floirac-Cenon et la Maison de la promotion sociale à Artigues.

Au travers de cet outil institutionnel, sur la base d'un programme défini par les trois partenaires, chaque structure garde la maîtrise de son site tout en poursuivant un objectif commun à tous qui est la formation des jeunes et des adultes.

Dans le cadre des mesures d'accompagnement de la réhabilitation des Hauts-de-Garonne, un financement au titre de l'année 1987 a été attribué pour soutenir l'APP rive-droite et lui permettre de mieux prendre en compte le public de plus de 26 ans. Ce public qui, malgré l'ensemble des mesures de lutte contre le chômage, est moins favorisé que les jeunes de 16 à 25 ans.

Pierre Garmentia, député et président de la Mission locale, en coupant le ruban inaugural, devait remercier les maîtres de Cenon, Lormont et Floirac qui ont bien voulu soutenir financièrement ce dispositif qui couvre les besoins de l'ensemble de la zone géographique de la Mission locale rive-droite.

Cet APP dirigé par M^e Véronique de Poocheville, directrice adjointe de la Maison de la promotion sociale, va répondre à des actions qui viendront en complémentarité de ce qui existe déjà afin d'aider le public dans la réalisation d'un projet professionnel personnel.

Si l'on en juge par les chiffres de fréquentation déjà connus, on ne peut que se féliciter du développement de l'APP rive-droite qui répond déjà à une importante demande.

1987 : La Mission Locale des Hauts de Garonne crée des associations satellites

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



LORMONT SOCIAL HAUTS-DE-GARONNE Les projets du Comité local du logement

Le CLJ des Hauts de Garonne dispose pour informer, orienter et aider les jeunes à la recherche d'un logement.

Quand on veut louer un appartement, il faut se renseigner sur les différents secteurs immobiliers. L'agence de l'Etat, les agences immobilières, les particuliers... Mais le Comité local du logement des Hauts de Garonne (CLJ) propose un service d'accompagnement personnalisé. Les jeunes sont accueillis au sein d'un bureau d'information et de conseil. Ils peuvent bénéficier de conseils personnalisés et de renseignements sur les différents secteurs immobiliers.



Le CLJ des Hauts de Garonne dispose pour informer, orienter et aider les jeunes à la recherche d'un logement. Le CLJ des Hauts de Garonne dispose pour informer, orienter et aider les jeunes à la recherche d'un logement. Le CLJ des Hauts de Garonne dispose pour informer, orienter et aider les jeunes à la recherche d'un logement.

1987

Pour répondre aux besoins de logement de son public, elle s'associe avec le Comité Local du Logement des Jeunes

Le chantier-école du château Tranchère

Depuis le 17 avril dernier, des travaux de restauration extérieure ont débuté au château Tranchère. Cependant, ce n'est pas un chantier tout à fait comme les autres.

En effet, ce chantier-école s'inscrit dans le cadre d'une formation renforcée pour les demandeurs d'emploi de longue durée. Ainsi, quinze stagiaires âgés de plus de 25 ans vont, pendant six mois (le stage dure jusqu'au début du mois de septembre), se perfectionner en maçonnerie, ravalement et taille de la pierre.

Suivant le principe de la formation professionnelle, la réalisation des travaux est ponctuée de cours théoriques. Ce stage rémunéré intitulé « Restauration du patrimoine architectural », est organisé par l'ANPE (Association pour la formation professionnelle des adultes) de Bordeaux-Mérignac, ayant passé une convention avec la DDT (Direction départementale du travail et de l'emploi), et en



Association intermédiaire

L'Association intermédiaire des Hauts-de-Garonne met à la disposition de toute entreprise, tout commerçant, artisan, agriculteur ou particulier, un personnel temporaire mixte demandeur d'emploi. Ces personnes, qualifiées dans des secteurs différents, peuvent assurer par exemple des travaux de maintenance, d'entretien, de secrétariat, de comptabilité, des travaux agricoles, du jardinage, des gardes d'enfants. Le taux de facturation, exonéré de la TVA, est compris entre 45 et 55 francs de l'heure selon la qualification.

1989

CENON MISSION LOCALE

« Portes ouvertes »

La Mission locale des Hauts-de-Garonne organise, dans le cadre des « Opérations prévention été 1991 », mises en place par le ministère de la ville et en clôture des animations qui ont eu lieu tout l'été sur les communes de Basens, Cenon, Floirac et Lormont, une journée « portes ouvertes » le vendredi 6 septembre 1991, 54, rue Hubert-Dubedout, à Cenon.

De 10 heures à 19 heures, des stands d'information, en direction des jeunes, seront tenus par la CPAM de la Gironde, les armées (terre, air, mer), la gendarmerie, la poste, l'ANPE, le CIO, le Conseil général, la Chambre des métiers, des associations intermédiaires, des entreprises d'insertion, la Délégation régionale chargée des droits des femmes, les collectivités locales, la Prévention routière, l'École de

conduite française, Aquitaine Sport pour tous. Cette journée est sponsorisée par le magasin Carrefour de Lormont.

Il y aura des animations sportives (tir à l'arc, piste cycle, matches de football et de rugby) et en cours de journée, des joueurs du CA Béglais et du club des Girondins de Bordeaux apporteront leur concours.

Vers 21 heures, un concert gratuit de reggae par le groupe Bongo Fire sera donné sur le parking de la Mission locale. A noter : un service de bus gratuit.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la Mission locale des Hauts-de-Garonne, tél. 56.32.99.06.

1991



FLOIRAC

ECONOMIE/ EXPOSITION-VENTE

Un Salon de l'agrément et du mobilier urbain

Trois jours d'exposition-vente pour l'aménagement et l'entretien du jardin seront proposés les 1^{er}, 2 et 3 avril au domaine de la Burthe

Après le Salon de l'habitat à Lormont, le Salon des espaces verts à Floirac, voici le Salon de l'agrément et du mobilier urbain, toujours à Floirac, dans le magnifique cadre du domaine de la Burthe.

Il faut dire que le site se prête merveilleusement à un salon tout entier consacré à l'équipement des espaces extérieurs.

Encore une fois, les spécialistes horticulteurs, pépiniéristes, architectes-paysagistes, les vendeurs de motoculture de plaisir,

les techniciens des produits de traitements, des piscines, vérandas, portails, clôtures, barbecues, abris de jardins seront au rendez-vous. Soit au total trente-cinq exposants.

Encouragés par un essai fructueux l'an dernier, les organisateurs qui avaient reçu entre 2000 et 3000 visiteurs l'espace d'un week-end ont par conséquent reconduit l'expérience.

Proposée et mise en place par la mission locale rive droite et le Service d'information et de déve-

loppement économique local (S.I.D.E.L.), dont le siège est situé 54, rue Hubert-Dubedout à Cenon, cette manifestation s'inscrit dans une démarche de développement et d'animation économique des Hauts-de-Garonne.

Comme le rappelle Pierre Garmendis, député et président de la mission locale : « L'enjeu est de valoriser un secteur économique très actif sur notre zone géographique qui concerne les entreprises d'horticulteurs, pépiniéristes, paysagistes, auxquels on

ajoute cette année les spécialistes du mobilier urbain. »

Ce salon doit être un lieu de rencontres entre les différents professionnels. Il s'adresse également aux responsables des collectivités locales soucieux d'une urbanisation contrôlée tenant compte de la création d'espaces verts qui forment un complément indispensable pour rendre la ville plus agréable : ce vers quoi tendent en particulier les nouvelles actions d'accompagnement de la réhabilitation des

Hauts-de-Garonne. C'est dire tout l'intérêt de ce Salon de l'agrément qui sera ouvert les 1^{er}, 2 et 3 avril toute la journée de 10 à 19 heures.

L'entrée est gratuite. Possibilité de se restaurer sur place.

Signalons que l'inauguration de cette manifestation aura lieu en présence des autorités locales le samedi 1^{er} avril, à 11 heures, au domaine de la Burthe (CD 986, direction Bergerac).

PIERRE LASCOURGUES

MISSION LOCALE

Un bilan d'activités

La mission locale rive droite a tenu son assemblée générale et devient la mission locale des Hauts de Garonne

La mission locale a présenté son bilan d'activité 1990 lors de sa dernière assemblée générale sous la présidence de Pierre Garmendis, président de la mission locale et député de la Gironde.

L'action de la mission locale s'articule autour de quatre axes de travail : l'accueil, l'orientation des jeunes; le social, la prévention et l'information en matière de santé; la formation et l'emploi; l'activité économique des structures annexes à la mission locale.

En 1990, 2 500 jeunes ont fait appel aux services de la mission locale.

600 d'entre eux ont bénéficié du dispositif crédit formation individuelle mais, malgré ce nombre important, le quota de places attribuées à la mission locale est très inférieur par rapport aux besoins.

Des moyens supplémentaires pour l'année 1991 sont demandés au niveau national par M. Pierre Garmendis.

L'accueil des jeunes reste une priorité pour 1991, et pour cela des moyens nouveaux vont être mis en place pour favoriser l'information des jeunes sur l'ensemble des quarante-six communes qui adhèrent à la mission locale.

L'équipe d'une véritable politique de santé pour les jeunes qui viennent à la mission locale est à l'origine d'un important travail réalisé en 1990 en matière de prévention et d'information.

Une plaquette santé a été éditée et, sous forme de guide, cette plaquette présente les différents services existant au niveau local et départemental.

Elle apporte aussi de précieux conseils de prévention par rapport aux graves problèmes de notre époque (drogue, MST, alcoolisme, etc.). Un éventail très large de formations est en place sur nos communes qui va de la remise à niveau à la qualification en technique.

Ces formations sont réalisées par l'organisme lié à la mission lo-

cale, itinéraires formation insertion, ce qui n'exclut pas une fructueuse collaboration de la mission locale avec d'autres organismes de formation.

Le service emploi reste toujours un outil essentiel à l'action de la mission locale qui fonctionne en complément de l'ANPE pour les jeunes de 16 à 25 ans.

700 personnes ont utilisé ce service et près de 500 réponses positives ont été proposées (contrat de travail, contrat de formation, contrat de retour à l'emploi, etc.).

L'économie sociale, au travers d'autres structures créées par la mission locale, est un moyen essentiel pour l'insertion professionnelle de certains jeunes.

L'association intermédiaire a proposé plus de 55 000 heures de travail en 1990, ce qui représente vingt-huit emplois à plein temps pour des personnes particulièrement en difficulté.

Jeune Emploi Formation et Bât Service Formation sont deux structures qui offrent chaque année à plus de cinquante jeunes la possibilité d'une expérience professionnelle pour favoriser leur insertion dans le monde du travail.

En annexe au travail direct effectué par l'équipe technique de la mission locale et des structures annexes, celle-ci agrandit son bâtiment. Ce chantier, sous la responsabilité de Bât Service Formation, est réalisé par des jeunes dans le cadre d'un « chantier-école » sur les métiers du bâtiment.

Lors de l'assemblée générale, une modification de l'appellation de la mission locale a été approuvée, la mission locale rive droite s'appelle désormais mission locale des Hauts de Garonne.

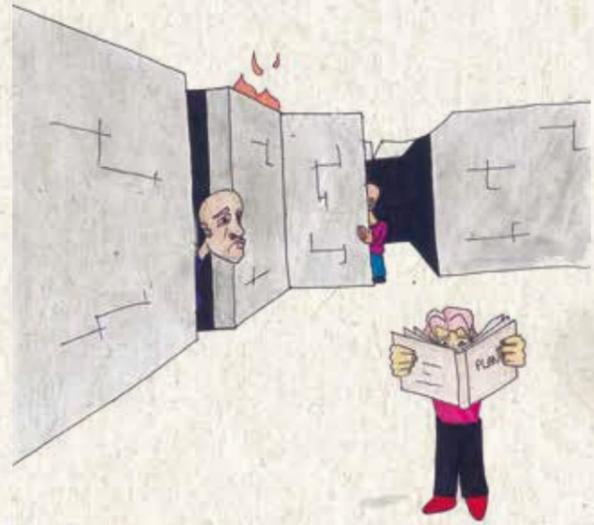
Pierre Garmendis souhaite que cette nouvelle appellation contribue à renforcer l'identité et l'image des Hauts de Garonne comme le fait déjà l'association Hauts de Garonne Développement tant au niveau départemental que national.



A Cenon, Michel Delebarre a procédé à la pose de la première pierre de l'extension de la mission locale (Photo Pierre Lasourgues - SUD Ouest)

Les locaux commencent à devenir trop exigus pour accueillir le public et il est décidé en 1991 d'agrandir les bâtiments.

C'est Michel DELEBARRE, Ministre de la Ville, qui dépose la première pierre de l'extension.



La Mission Locale Rive Droite devient La Mission Locale des Hauts de Garonne

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



CITÉ DU GRAND PAVOIS Briser la fatalité des jeunes en galère

La Galère, la Caravelle, le Galon, trois tours constituant le Grand Pavé à Cenon vont pouvoir accueillir de nouvelles familles de jeunes de dix-neuf à vingt-cinq ans. Les jeunes du quartier qui ont eu du mal à trouver un logement de la cité leur offriront un logement de dix-neuf à vingt-cinq ans. Les jeunes du quartier qui ont eu du mal à trouver un logement de la cité leur offriront un logement de dix-neuf à vingt-cinq ans.



Un groupe de jeunes et des responsables de la Mission locale.

L'objectif de la Mission locale est de briser la fatalité des jeunes en galère. Elle agit par l'intermédiaire de son président, Pierre Garmendia, directeur de la Mission locale des Hauts-de-Garonne.

1992

MISSIONS LOCALES D'INSERTION Mieux aider les jeunes en difficulté

La mise en place d'un guichet unique pour tous les jeunes en difficulté est à la base de la réussite des missions locales ; incontournables dans le paysage social.

Les missions locales ont été créées en 1982. Elles ont pour but d'aider les jeunes en difficulté à trouver un emploi ou à se former. Elles sont financées par l'État et les collectivités locales.

Les cinq de Gironde.

Les cinq de Gironde sont les missions locales de Carbon-Blanc, Cenon, Créon, Floirac et Lormont.

1992

CENON Découverte de la Gironde



M. Pourruch au côté de MM. Garmendia et Cros (Photo S.O.).

Dans le cadre d'un échange entre missions locales rurales et urbaines, une quinzaine de jeunes de Parthenay en stage avec le CEREP ont été conviés à passer une dizaine de jours à Cenon en compagnie de stagiaires de l'INSUP rive droite.

Pour saluer leur arrivée, M. Pierre Garmendia, président de la Mission locale des Hauts-de-Garonne et député de la Gironde, les invitait à participer à un apéritif dans les locaux de la Maison des arts et loisirs de Floirac.

En présence de tous les jeunes, de M. Cros, directeur de la mission locale de M. Garigou, directeur de l'INSUP, de Murielle Pecassou,

1994

Carnet de bord

Un livret pour les 15-26 ans

Il est petit, bien fait et surtout très pratique. Le livret que vient de publier la Mission locale des Hauts-de-Garonne est destiné aux jeunes de 15 à 26 ans en mal d'insertion professionnelle et sociale.

Le livret est disponible à la Mission locale, 54, avenue Hubert-Dubedout, à Cenon (tél. 56.32.99.06) et dans les mairies des quarante-six communes partenaires de la mission (cantons de Carbon-Blanc, Cenon, Créon, Floirac et Lormont).



Le directeur Bernard Cros présente le livret (Photo Sud-Ouest).

1995

Action pour les jeunes La Mission locale de Cenon a lancé une action pour favoriser l'intégration professionnelle des 16-25 ans



Mme Lascouas, chargée du service emploi, à l'écoute des jeunes (Photo Sud-Ouest).

La Mission locale des Hauts-de-Garonne pour l'insertion locale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans a créé un service emploi d'initiative de son président, Pierre Garmendia, afin de faciliter l'intégration des jeunes dans la vie active.

Après des années de service à la recherche d'un emploi, les jeunes ont pu bénéficier d'un contrat emploi-jeunes et cinq d'un contrat de qualification.

Deux jeunes ont effectué des missions d'insertion au sein de la Mission locale des Hauts-de-Garonne. Les jeunes ont pu bénéficier de formations et de stages adaptés à leurs besoins.

Qui contacter ? Mme Lascouas, chargée du service emploi, à l'écoute des jeunes.

1994

RIVE DROITE FONDS D'AIDE AUX JEUNES

Des inquiétudes

La Mission locale des Hauts-de-Garonne est chargée depuis octobre 1991 de la gestion financière et administrative du fonds d'aide aux jeunes. Malgré les efforts certains, les vraies solutions radicales à la marginalisation ne sont pas encore visibles.



Quelques jeunes participants ont participé à la réunion sur le fonds d'aide aux jeunes.

Le fonds d'aide aux jeunes a été créé en 1991. Il a pour but de soutenir les jeunes en difficulté dans leur recherche d'emploi ou de formation. Il est financé par l'État et les collectivités locales.

Malgré les efforts, les vraies solutions radicales à la marginalisation ne sont pas encore visibles. Les jeunes ont du mal à trouver un emploi ou à se former.

Qui contacter ? Mme Lascouas, chargée du service emploi, à l'écoute des jeunes.

1994

EMPLOI Quels outils pour l'insertion ?

L'insertion par l'entreprise est un défi. Elle nécessite des outils adaptés à la situation des jeunes en difficulté. Les missions locales jouent un rôle clé dans ce processus.

Les missions locales ont mis en place des outils adaptés à la situation des jeunes en difficulté. Elles offrent des conseils et des formations personnalisées.

Qui contacter ? Mme Lascouas, chargée du service emploi, à l'écoute des jeunes.

1994

CENON RENCONTRES

L'hébergement d'urgence

Créée en 1982, la Mission locale des Hauts-de-Garonne met en œuvre une politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

Implantée à Cenon, elle recouvre les quarante-six communes des cinq cantons de Carbon-Blanc, Cenon, Créon, Floirac et Lormont.

Qui contacter ? Mme Lascouas, chargée du service emploi, à l'écoute des jeunes.

1994

ENVIRONNEMENT En formation au Québec

Quatorze jeunes de la rive droite sont partis travailler dans le cadre majestueux du parc Jacques Cartier.



À quelques heures du départ (Photo S.O.).

Dans le cadre de l'échange international, quatorze jeunes de la rive droite sont partis travailler dans le cadre majestueux du parc Jacques Cartier au Québec.

1994

INSERTION PROFESSIONNELLE L'expérience canadienne

Mise en œuvre par la Mission locale des Hauts-de-Garonne, quatorze jeunes de la rive droite viennent de vivre, durant un mois au Québec, une expérience d'insertion professionnelle.



De retour du Québec, les jeunes stagiaires avec le président Pierre Garmendia (Photo S.O.).

Leur expérience au Québec a été enrichissante. Ils ont pu découvrir de nouvelles méthodes de travail et de formation.

1994

En 1995 des échanges internationaux se développent et quatorze jeunes partent en chantier école au Canada

En 1995, des échanges internationaux se développent. Quatorze jeunes partent en chantier école au Canada.

1994

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



CENON
Ma cabane au Canada

Un mois à Québec pour ces jeunes de Cenon, Floirac et Lormont (Photo Sud-Ouest)

Pour la deuxième année consécutive, treize jeunes en difficulté d'insertion, issus des communes de Cenon, Floirac et Lormont, bénéficieront de l'opération Ville vie vacances financée par le Conseil général, la DDAS et la Délégation interministérielle à la ville, pour suivre une formation aux métiers de l'environnement au parc de Jacques-Cartier au Québec.

Menée conjointement par l'Association d'insertion par l'économie de Cenon, chargée de l'entretien des espaces verts, la mission locale des Hauts-de-Garonne (l'une des deux seules mission locale avec celle de Vaux-en-Velin à participer à cette opération) et l'Office franco-québécois pour la jeunesse, cette action consiste ces treize jeunes et leurs quatre accompagnateurs à se familiariser au maniement de débroussailluses et autres outils liés à la construction d'un chalet en bois (que leurs chantiers prédecesseurs aquitains avaient entamé l'an passé).

Le programme de travail est chargé puisque les stagiaires sont responsables, entre autre, du rangement de chemins de randonnée et du nettoyage de frayères pour le passage des canoës.

Les loisirs et la culture ne sont pas oubliés pour autant. Partis le 18 juillet dernier de Bordeaux, les jeunes ne manqueront pas l'occasion jusqu'au 17 août prochain de découvrir les sites touristiques et de remonter le cours de la Jacques-Cartier en canoë.

1996



CENON

Du bitume à la chlorophylle

Treize jeunes ont participé au chantier école du Québec, dans le cadre d'un programme d'insertion



Les jeunes stagiaires missionnaires au Québec, aujourd'hui réinsérés grâce à l'action de la mission locale (Photo Bonhomme)

La mission locale de Cenon en collaboration avec l'AIEC (Association insertion par l'économie de Cenon) et l'office franco-québécois pour la jeunesse a mis en place un chantier école au parc Jacques-Cartier à Québec. Cette action a pour principal objectif de faire découvrir à des jeunes issus de quartiers défavorisés de la rive droite (Lormont, Cenon, Floirac), les métiers de l'environnement par le biais d'une mise en situation sur un site d'accueil touristique.

Treize jeunes ont cette année participé à ce stage d'une durée de quatre semaines où différentes activités liées aux espaces verts ont été abordées, leur donnant l'occasion de découvrir un peuple, un cadre de vie, des mœurs, des traditions différentes.

Quatre filles et neuf garçons, tous au chômage, le niveau d'études va du CAP au bac littéraire, d'origine différente (français, marocains, algériens), vivant dans les cités au foyers se sont retrouvés à la mission locale pour évoquer leur expérience.

Une réunion-débat en présence de Jean Delles, délégué interministériel à la ville, Pierre Garmendia, président de la mission locale, Bernard Cros, directeur, Daniel Camps, de l'office franco-québécois en Aquitaine, Philippe Bazot, directeur de l'AIEC, bon nombre d'élus de Cenon, Floirac, Lormont, ainsi que différents partenaires.

Tout à tour les intervenants vont exposer leur vécu, répondant aux différentes questions, racontant ce que cette expérience leur avait apporté. Premier constat, la dureté du travail très physique. Mais l'encadrement québécois a su faire profiter de son expérience et de son professionnalisme pour que tous s'intègrent. Deuxième constat, la vie en collectivité, logés en camping ces jeunes ont dû faire abstraction de leurs préjugés pour se fondre dans le groupe et participer aux tâches ménagères (cuisine, vaisselle), tout cela étant compensé par des activités ludiques (rafting, canoë, randonnées, visites, zoo).

Pour André Dubberke, 24 ans, de Cenon, qui travaille aujourd'hui

pour l'association intermédiaire des Hauts-de-Garonne, « ce fut une aventure extraordinaire, nous avons appris à nous connaître, à retrouver un mode de vie, à être responsable, à être reconnu suite au travail accompli, aujourd'hui j'ai envie de continuer cette aventure au quotidien et en faire profiter mes potes en leur apportant un plus par mon vécu, en essayant de les sortir du ghetto. »

Slimen Halou, 23 ans, de Floirac,

prendra un poste de CES à la mairie de Floirac ou il espère bien réussir et s'intégrer définitivement, « difficile de réaliser ce qui m'est arrivé, mais cette aventure m'a permis de me regarder aujourd'hui dans une glace. Ma vie a pris un sens nouveau, cette expérience me donne la chance de me réinsérer dans la vie active, ce à quoi je ne croyais plus; aujourd'hui j'ai un travail, je vais pouvoir retrouver une identité que je croyais perdue. »



1996



HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



CENON

Echanges internationaux



Echanges fructueux (Photo Myriam Dumas)

Dans le cadre de la réciprocité du chantier école au Québec organisé pour la troisième année consécutive par la Mission locale des Hauts de Garonne, dix jeunes Québécois, travaillant à l'aménagement et à l'entretien de la base départementale de Bombannes jusqu'au 27 juin prochain, sont venus rencontrer dans les locaux de la Mission locale de Cenon douze de leurs homologues français.

Ces Français, résidant sur les communes de Cenon, Lormont ou Floirac, rallieront à leur tour le Québec pour effectuer des travaux en liaison avec l'environnement dans le cadre d'un parc naturel, le parc Jacques-Cartier, du 13 août au 10 septembre.

En présence de Pierre Garmendia, président de la Mission locale, de Serge Duclos, directeur du Carrefour jeunesse-emploi de Charlesbourg (Québec), et Jean Deles, délégué interministériel à la ville, et Bernard Cros, directeur de la Mission locale, les jeunes des deux

ont échangé leurs impressions, une heure durant, et présenté leur manière de vivre, leurs coutumes, leur culture, dans une ambiance conviviale et chaleureuse.

Une réunion de même type aura lieu lors de la venue des jeunes des Hauts de Garonne au Québec. Auparavant, une autre rencontre sera organisée avant le départ des Canadiens, sur la base départementale de Bombannes, à l'occasion de la célébration de l'été de la Saint-Jean organisée par les Québécois le 24 juin.

1997

CENON

Pour éviter la récidive

La Mission locale des Hauts-de-Garonne coordonne l'aide apportée aux jeunes délinquants incarcérés pour de courtes peines afin qu'ils préparent mieux leur réinsertion. Une mission confiée à Françoise Filieux

CHRISTINE MORICE

Ancienne professeur de français latin grec, Françoise Filieux est aujourd'hui coordinatrice de justice et passe plusieurs heures par semaine à la prison de Gradignan. Son bureau donne dans la cour de promenade de centre de détention des jeunes et les détenus peuvent venir spontanément vers elle pour évoquer leur problème d'emploi et de formation. Elle se charge de les mettre ensuite en relation avec les six Missions locales du département et les PAJO (permanences accueil information orientation).



Françoise Filieux : sa mission n'est pas facilitée par l'augmentation du chômage. (Photo Stéfano)

REBREMEMENT D'URGENCE

Avant d'aborder la question de l'orientation professionnelle, Françoise Filieux doit faire le tour des problèmes (santé, logement...) et établir un climat de confiance. Elle agit en étroite collaboration avec les travailleurs sociaux de la maison fermée, les représentants de l'ANPE ou du GRETA et rencontre aussi des détenus dans le quartier des femmes et des celts, des femmes. Sa mission consiste à favoriser l'insertion sociale de ces

jeunes délinquants pour éviter qu'ils récidivent et elle est en contact permanent avec les foyers d'accueil qui, pour la plupart, offrent des logements pour six mois maximum.

Certains lui rendent visite depuis plusieurs années, tant ils ont besoin de repères et de soutien. Avec un collègue de l'ANPE de Mérignac - Françoise Filieux envisage de mettre en place des ateliers d'orientation afin de travailler en groupe avec les détenus, afin de créer des passerelles entre le dedans et le dehors. « Il est clair que la réinsertion est bien plus importante chez ceux qui sortent sans projet, sans perspective, sans logement et sans un sou en poche affirme la jeune femme. C'est là, la tâche est de plus en plus ardue. Et c'est sans le chômage s'est accentué ».

Lorsqu'ils sont condamnés à des peines inférieures à un an, ces jeunes toulousains peuvent bénéficier de mesures alternatives comme la liberté conditionnelle ou semi-liberté (mise en prison). Des mesures qui sont généralement acceptées par le juge d'application des peines uniquement si le détenu dispose d'un toit et peut justifier d'un emploi ou d'une formation. Plus la prison est longue, plus il est difficile de trouver un logement et une formation.

Françoise Filieux travaille aussi à l'extérieur de la prison. Elle tient

une permanence au palais de justice où elle est en relation avec le conseil de probation car il existe de nombreux cas (travail d'intérêt général, mise à l'épreuve) où le délinquant peut éviter l'incarcération. Il montre que sa situation personnelle s'améliore. Elle assure le suivi d'anciens détenus et reçoit les habitants de la rive droite à la Mission locale de Cenon.

Certains lui rendent visite depuis plusieurs années, tant ils ont besoin de repères et de soutien. Avec un collègue de l'ANPE de Mérignac - Françoise Filieux envisage de mettre en place des ateliers d'orientation afin de travailler en groupe avec les détenus, afin de créer des passerelles entre le dedans et le dehors. « Il est clair que la réinsertion est bien plus importante chez ceux qui sortent sans projet, sans perspective, sans logement et sans un sou en poche affirme la jeune femme. C'est là, la tâche est de plus en plus ardue. Et c'est sans le chômage s'est accentué ».

Lorsqu'ils sont condamnés à des peines inférieures à un an, ces jeunes toulousains peuvent bénéficier de mesures alternatives comme la liberté conditionnelle ou semi-liberté (mise en prison). Des mesures qui sont généralement acceptées par le juge d'application des peines uniquement si le détenu dispose d'un toit et peut justifier d'un emploi ou d'une formation. Plus la prison est longue, plus il est difficile de trouver un logement et une formation.

Françoise Filieux travaille aussi à l'extérieur de la prison. Elle tient

FLOIRAC

La décentralisation en action

La mission locale et l'association intermédiaire des Hauts-de-Garonne viennent d'ouvrir une antenne à la Gravette

Bonjour de monde assistait à l'inauguration de cette antenne : les associatifs, des élus, des responsables sociaux. Tous conscients des problèmes et des difficultés des jeunes. M. Etienne Paris, M. Cros, directeur de la mission locale, la directrice de l'ANPE, M. Hardy, président des comités de centre commercial, M. Michel Thébaud, président de l'association intermédiaire, M. Diaz, directeur du FAS, M. Paris, vice-président du Conseil régional représentant le président Valade et M. Pierre Garmendia, assaillant à la manifestation. M. Madrelle était excusé.

Après des allocutions traditionnelles, on a noté l'intervention de M. Paris qui déclarait notamment qu'« en matière de idées poli-

tiques, on ne pouvait qu'être d'accord sur l'importance et la nécessité de ces implantations qui pouvaient donner des chances aux jeunes ». Michel Thébaud a surtout insisté sur le nombre de personnes concernées et Pierre Garmendia sur le côté social, humain et professionnel.

Après avoir remercié M. B. Cros, P. Lavote, M. Michel Linaux et tout le personnel de la mission, Pierre Garmendia déclarait : « C'est un objectif et un défi ambitieux qu'il faut tenter de réussir pour offrir à chaque jeune une place dans notre société ».

Quoiqu'il en soit, tant dans le nombre de jeunes concernés (plus de 3 500) et ne peut souhaiter qu'une pleine réussite à la mission locale et à son réseau.



A l'heure des discours (Photo Barthe)

Pour se rapprocher de son public la Mission Locale ouvre une antenne à La Gravette

A la rencontre des jeunes demandeurs d'emploi

Depuis le 20 février, l'ANPE de Cenon et la mission locale des Hauts-de-Garonne viennent à la rencontre des jeunes en quête d'emploi : les jeunes Artiguais ont bénéficié de cette initiative



Face aux jeunes demandeurs d'emploi, de gauche à droite : Jean-Yves Beziat, Sylvie Grenier et Gérard Tournemouly (Photo D.R.)

Les jeunes de moins de 25 ans représentent 31 % des demandeurs d'emploi de la commune. Sur ces 125 jeunes, trente avaient répondu à l'invitation de la municipalité. Ils ont pu rencontrer Sophie Grenier, coordinatrice accueil à la mission locale et Jean-Yves Beziat, conseiller à l'emploi à l'ANPE. Ceux-ci leurs ont présenté les différentes mesures d'insertion professionnelle et sociale, les stages qui peuvent les qualifier, mais aussi les aides dans leur vie quotidienne, logement, santé, mobilité.

Comme dans toutes les communes concernées par cette opération, les jeunes Artiguais ont exprimé

leur désarroi face à la difficulté de trouver un premier emploi, qu'ils soient sans qualification ou à Bar +5. S'ils connaissent l'ANPE et ses possibilités, le rôle de la mission locale est peut-être moins évident mais plus étendu puisque concernant tous les aspects de leur vie.

Gérard Tournemouly, premier adjoint au maire et Jean Roy, adjoint délégué à la solidarité et à l'emploi son intervenant pour renouer « la volonté de la municipalité à aider les jeunes en voie d'insertion et éviter les phénomènes de découragement qui peuvent naître face à une crise économique qui se prolonge ».

CARBON-BLANC

Pour les jeunes en difficultés

L'antenne de la mission locale des Hauts-de Garonne s'installe au centre-bourg, à deux pas de l'ANPE

CHRISTINE MORICE

Les jeunes de moins de 25 ans confrontés à des problèmes d'emploi, de formation, de logement ou de santé sont accueillis depuis 1982 par la Mission locale des Hauts de Garonne qui fut l'une des toutes premières de France à ouvrir ses portes, à Cenon. Tandis que le département de la Gironde se dotait de six autres structures similaires, dont le fonctionnement est financé principalement par les communes (1) et le Conseil général, la mission des Hauts de Garonne se décentralisait en créant des antennes à Lormont, Floirac et Carbon-Blanc. Au dernières nouvelles, elle accueillait plus de 3 500 jeunes par an.

La permanence de Carbon-Blanc se tenait jusqu'à présent, plusieurs fois par semaine, dans les locaux du centre médico-social. Elle dispose désormais de ses propres bureaux, rue Raymond-Guyon, à deux pas de l'ANPE, des locaux neufs qu'elle partage avec l'association intermédiaire des Hauts de Garonne, présidée par Michel Thébaud et qui offre, de façon provisoire, des petits boulots à ceux qui ont bien du mal à s'insérer dans le monde professionnel.

« DÉSESPÉRANCE »

Cette nouvelle antenne, bien vue et facile d'accès, s'adresse aux jeunes des cantons de Carbon-Blanc et de Lormont, soit environ 500 personnes issues de neuf communes (2). Au moment où Jacques Chirac met l'accent sur l'importance de ces missions locales, le député Pierre Garmendia, président de la mission des Hauts de Garonne, a regretté lors de l'inauguration de cette antenne, la baisse de



Pierre Garmendia et Philippe Madrelle ont dénoncé le « le désengagement de l'Etat en matière de formation » (Photo - Sud-Ouest -)

40 % des crédits à la formation. Philippe Madrelle, sénateur-maire de Carbon-Blanc et président du Conseil général l'a suivi en stigmatisant « le désengagement de l'état » en la matière. « C'est une question de solidarité, il s'agit de combattre la misère, la souffrance et la douleur de ces jeunes qui sont au bord de la désespérance. Même cela n'entre pas dans les compétences du Conseil général, nous apportons notre petite pierre confraternelle. Il faut tout faire pour retrouver un souffle nouveau.

Les jeunes, quelques soient leurs problèmes, même d'ordre familial, ne doivent pas hésiter à prendre contact avec la mission locale dirigée depuis plusieurs années par Bernard Cros. On leur

donnera des conseils pour rédiger un Curriculum vitae, on les orientera vers des entreprises, on les aidera à mieux comprendre les dispositifs de formation financés par le Conseil régional et l'Etat. Ce travail s'effectue en relation avec l'ensemble des partenaires sociaux ou administratifs, de l'ANPE aux organismes de HLM en passant évidemment par la Caisse primaire d'assurance maladie ou les centres médico-sociaux. Et il touche une population de plus en plus diversifiée. En effet, la mission, qui depuis

sa création accueillait en majorité des jeunes en manque de qualification reçoit de plus en plus de personnes diplômées en quête d'emploi.

(1) L'action de la mission locale des Hauts de Garonne s'étend sur les quarante-six cantons des cantons de Lormont, Carbon-Blanc, Cenon, Créon et Floirac.

(2) Ambarès-et-Lagrave, Ambes, Bassens, Carbon-Blanc, Saint-Louis-de-Montferand, Saint-Lombes, Saint-Eulalie, Saint-Sulpice-et-Caneyran et Saint-Vincent-de-Paul.

CENON

L'apprentissage en vogue

La Mission locale de Cenon vient de terminer ses six séances d'information sur l'apprentissage



Une dizaine de jeunes de Cenon sont venus se renseigner vendredi sur les contrats d'apprentissage (Photo Myriam Dumas)

Après cinq journées passées à Bassens, Camille, Cambes, Floirac et Saint-Eulalie, la Mission locale de Cenon (1) a fait un parcours d'information sur l'apprentissage au centre social de la Barrière à Cenon.

Certes, l'adjectif n'est pas simple à trouver et la tâche semblait lourde, mais une dizaine de personnes motivées sont parvenues à conclure.

Raffi Rabat, 16 ans, attend encore les réponses des LEJ où il a envoyé son dossier. Ne voyant rien venir, il demande les éventuels retours : « Je voudrais travailler dans la carrosserie, mais je ne trouve ni annonce ni rien de plus, j'en ai écrit à une lettre dans un appartement ».

proposer de nouveaux secteurs. « Le problème, c'est que les jeunes cherchent tous le même type d'apprentissage. La carrosserie est la mécanique pour les parents, la couture ou la garde d'enfants pour les filles. Et, tous les ans, de nombreux offres ne sont pas pourvues ».

Ce que confirme Willed Rabat, prospecteur d'emploi à la Chambre de métiers : « On a besoin de plus dans le bâtiment, la boulangerie ou encore la boulangerie. Il faut essayer de dire aux jeunes de venir si ce n'est pas la bonne ».

En outre, « il est parfois difficile de trouver des contrats, car l'employeur recherche le meilleur à chaque fois ». Donc, mieux vaut bien s'orienter dès le départ.

Il faut savoir enfin que l'apprentissage est un contrat de travail sur deux ans en alternance (CFA entreprise). Il permet à des jeunes de 16 à 25 ans d'obtenir un diplôme ou un CAP au diplôme d'ingénieur.

Renseignements à l'ANPE, la Mission locale de Cenon ou sur 06 44 41 9952.

ANNE DUMAS-DELAGÉ

(1) Un partenariat avec l'ANPE, le CRL, la Chambre de métiers et la Chambre de commerce.

SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

S'informer avant tout

A l'initiative de l'ANPE et de la Mission locale des Hauts de Garonne, une demi-journée d'information destinée aux jeunes de 18 à 25 ans sans emploi a été organisée

M. Grenier représentant la Mission locale et M. Beziat, intervenant au nom de l'ANPE ont successivement présenté à l'intention des jeunes qui avaient répondu à leur invitation, les différentes possibilités d'orientation, formation, insertion professionnelle, suivi santé et social qui proposent ces deux organismes. C'est ainsi qu'ont été évoqués les divers types de contrats : alternance, orientation, adaptation, emploi-solidarité existants et les possibilités de stages en entreprises ainsi que les avantages en faveur de celles employant des jeunes sans expérience.

Outre également été soulignées les actions déjà mises en place par l'ANPE : les jeudis de l'emploi une fois par mois, un point documentation pour la rédaction des CV, un atelier de techniques de recherche d'emploi.

Cette séance positive permet

aux jeunes de mieux connaître le monde du travail et de faire part de leurs expériences et de leurs recherches. Une difficulté partagée par tous : l'éloignement et une mauvaise desserte pour les transports en commun.

Ce constat permet de rappeler à tous l'existence sur la commune d'un espace information jeunesse et de la possibilité de rédiger les CV et lettres de demandes d'emploi auprès du club informatique APRODISC.

M. Grenier pour sa part, après avoir individuellement orienté les recherches de ces jeunes les invita à créer leur propre réseau d'entraide.

En effectuant cette demi-journée d'information, ces deux organismes ont permis de rapprocher les recherches de l'ANPE, il faut espérer que de telles initiatives puissent être pérennisées.



Les jeunes saint-capraisiens à l'écoute des responsables de la Mission locale (Photo J. Piron)

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



VISITE DE NICOLE PÉRY

La force du vécu

La secrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle a rencontré une cinquantaine de jeunes en mal d'insertion, hier, à la mission locale des Hauts de Garonne, installée à Cenon. Elle a plaidé en faveur des qualifications en alternance

CHRISTINE MORICE

Venait pour écouter et poser à chacun des questions simples sur son parcours personnel, ses choix, ses espoirs, Nicole Péry n'a eu aucun mal à engager le dialogue avec les jeunes. Hier matin, si la secrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle voulait du vécu, on peut dire qu'elle a été servie. Car ceux qui ont pris la parole avaient visiblement beaucoup à dire.

La blonde Stéphanie, de Lormont, a ouvert le feu en évoquant son itinéraire via l'ANPE et la Mission locale. A 19 ans, son objectif est de travailler dans le toilettage esthéticien mais elle n'est vite revenue compte qu'elle n'avait pas le niveau nécessaire pour signer un contrat d'apprentissage. Même si elle a déjà un employeur potentiel en vue, elle suit donc actuellement un stage de remise à niveau pour le baccalauréat de la Région.

Angélique 17 ans, est, dans le même cas. Elle aussi a dû se remettre en question. Issue d'un milieu scolaire difficile, elle souhaitait se consacrer à la couture. Après deux ans de recherches vaines dans l'espoir de trouver un patron, elle s'est elle-même constituée un atelier de couture à son domicile. Mais elle n'a pas pu décrocher un contrat d'apprentissage.

« Quelles sont vos perspectives ? », « Êtes-vous en contact avec une entreprise ? », Nicole Péry s'est intéressée à chaque situation comme si elle trouvait là, parmi cette population dite défavorisée de la Rive droite, la justification de ses choix politiques.

UN MÉTIER FORMIDABLE

Elle a écouté aussi David exprimant ses doutes, ses hésitations sur son itinéraire tortueux, tracé avec peine. En quittant le collège avec un niveau 5ème, il a choisi une première formation dans la plomberie. Mais après réflexion, il souhaite s'orienter vers la mécanique. Lui aussi vise l'apprentissage pour arriver au CAP. Il suit actuellement un stage en alternance dans une petite société. Son voisin, témoin d'un parcours exemplaire après sa sortie de prison, il est aujourd'hui responsable de stocks dans une entreprise de la zone française. Une autre, Angélique, s'est spécialisée dans la peinture industrielle, comme si son BEP de commerce ne lui servait à rien et elle explique qu'elle a été très bien accueillie dans cet univers d'homme, au point d'envisager un avenir de formatrice.

Constantin qui cherche du boulot depuis six mois a simplement tenu à dire à Nicole Péry - qu'il n'y a pas que le travail, que le moral aussi a une importance. « La parole ça compte beaucoup - a-t-il lancé, avant de remercier publiquement la formatrice de l'INSEP qui l'a aidé à reprendre confiance. « Vous n'êtes peut-être pas payés très cher mais vous faites un métier formidable » a déclaré en substance Nicole Péry à la formatrice en question, ravie.

LES PLACES EN CFA

Les témoignages de ces jeunes gens en manque de qualification et d'insertion professionnelle ont permis à plusieurs adultes de réfléchir. En soulignant tout d'abord l'importance d'une remise à niveau suffisante afin de mettre en adéquation les souhaits, les rêves des candidats et la réalité. Plusieurs formateurs, dont Michèle Lirouma, responsable du service emploi à la Mission locale des Hauts-de-Garonne, ont dénoncé le manque de places dans les Centres de formation des Apprentis (CFA) d'Aquitaine. « A plusieurs reprises ces derniers temps, nous avons le jeune, l'entreprise, mais pas de place en CFA. Nous avons dû travailler avec d'autres régions ce qui pose un problème de coût aux familles » a expliqué Mme Lirouma.

Nicole Péry a demandé à être informée davantage sur le sujet. Et M. Audier, responsable de la formation professionnelle au Conseil régional a souligné que l'effectif de l'apprentissage en Aquitaine avait augmenté de 75 % ces dernières années, passant de 9000 à 15 000. Répondant indirectement à Pierre Garnemdia (D), le président de la Mission locale, qui en l'accueillant avait évoqué le chemin long et difficile de l'insertion et au maire de Lormont Jean Touzeau, qui compte 3000 demandeurs d'emploi sur sa commune dont 75 % de jeunes n'ayant pas le niveau CAP, Nicole Péry a évoqué le fameux programme Trace qu'elle met actuellement en place et dont bénéficieront 120 jeunes des Hauts-de-Garonne avant la fin de l'année.

POUR L'ALTERNANCE

Ce programme vise les jeunes se trouvant - le plus loin de l'emploi -. Ceux qui sont particulièrement en difficulté. Ils seront suivis pendant dix-huit mois. Le temps de prendre en compte leurs problèmes de manière globale. De la famille au loge-



Nicole Péry venue pour écouter les jeunes des Hauts-de-Garonne en quête de qualification (Photo Pierre Stohabizer)

Nabil y croit enfin

L'histoire de Nabil, 22 ans, est celle d'une galère ordinaire. Une histoire qui, toutefois, finit bien. Racontée avec flegme par le principal intéressé, elle attire l'attention de Nicole Péry qui lance : « des témoignages comme le vôtre j'aimerais en entendre tous les jours ». Issu d'une famille nombreuse de Cenon-Palmer, Nabil est orienté un peu malgré lui vers une formation de tourneur-fraiseur au lycée Tréregy de Bordeaux-Mérignac. Résultat : pas de lac pro et quatre ans de chômage. L'an dernier, le jeune homme participe à l'échange organisé par la Mission locale des Hauts-de-Garonne au Québec pendant un mois. Il revient gonflé à bloc et décroche un emploi-jeune à la mairie de Cenon, comme agent de communication.

« Je voudrais simplement dire que chacun parle en lui des possibilités qu'il y a. Moi, j'ai pu prendre conscience de mon potentiel parce que j'ai été bien entouré et parce le voyage au Québec m'a permis de mieux réfléchir. Il faut se prendre en main pour s'en sortir, se pas se laisser emporter par la vie. Rien ne tombe tout seul du ciel, mais si tu te bousilles, le hasard fait parfois très bien les choses. »



« Se prendre en main » (Photo Pierre Stohabizer)

« Aujourd'hui, je suis très content parce que j'écris dans le journal municipal. Je m'occupe des relations entre la ville et les habitants et j'essaie de suivre une formation sur les nouvelles technologies. La mission locale m'a aidé au niveau administratif, elle m'a aidé à préparer un CV, à constituer mon dossier, mais j'ai toujours pu l'initiative de me lever tôt le matin. »

« Moins de crédits »



Bernard Croisat directeur de la Mission locale des Hauts-de-Garonne, entouré de ses collaborateurs. (Photo Pierre Stohabizer)

Bernard Croisat, directeur de la Mission locale des Hauts-de-Garonne, entouré de ses collaborateurs. (Photo Pierre Stohabizer)

MISSION LOCALE

Des Québécois à Bombannes

En collaboration avec la Mission locale des Hauts-de-Garonne et l'Office franco-québécois pour la jeunesse, le Carrefour Jeunesse Emploi de Charlesbourg a permis pour la deuxième année consécutive, à onze jeunes Québécois vivant une situation particulière d'exclusion socio-professionnelle, de participer à un chantier partenaires bénévoles sur la base de Bombannes du 8 au 28 juin dernier.

Cette action, mise en place dans le cadre de la réciprocité du chantier réalisé dans le Parc de la Jacques-Cartier, auquel participent une dizaine de jeunes de la rive droite depuis quatre ans, a été rendue possible grâce au partenariat qui s'est instauré entre la Mission locale de Cenon et l'Association Assaninat, gestionnaire des bases départementales de Bombannes, Blasimon et Hostons.

Les stagiaires et leur encadrant hébergés sur la base de Bombannes ont eu à accomplir un certain nombre de tâches comme l'aménagement de divers sites pour en permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite, le balisage d'un

parcours santé, la délimitation d'emplacements de camping, l'entretien des installations sanitaires ou l'installation de palissades et de bacs à fleurs.

En contrepartie du travail accompli, les Québécois pouvaient, durant leurs périodes de repos, profiter de toutes les installations de loisirs de la base (piscine, terrain de sport, randonnées cyclistes et pédestres).

Les week-ends étaient quant à eux consacrés à la découverte de la région. Disposant d'un véhicule de location, les stagiaires sont ainsi partis à la découverte de Bordeaux, de Saint-Emilion ou des vignobles médocains, sans oublier Arcaçhon et la dune du Pyla.

A l'issue de leur séjour, les Québécois ont pu faire la connaissance, au cours d'un repas organisé par la Mission locale, des onze jeunes de la rive droite qui effectuent le voyage inverse du 5 au 29 août prochain pour aller s'initier aux métiers liés à l'environnement dans le Parc de la Jacques-Cartier à Québec.



Les Québécois arrivent au Carrefour Jeunesse Emploi Charlesbourg. (Photo Pierre Stohabizer)

MISSION LOCALE DES HAUTS DE GARONNE

Tout Québec tout beau

Cinq années d'échanges entre jeunes avec le Québec vont à l'heure de leur bilan. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

« Cinq ans de rencontres, de découvertes, de rencontres... C'est un bilan qui se fait à l'heure de leur départ. Mais le chantier des Partenaires bénévoles à Bombannes reste toujours d'actualité. L'association Assaninat nous donne quelques détails... »

MISSION LOCALE

L'informatique pas chère

La Mission locale vient d'ouvrir un atelier informatique où l'ANPE oriente de plus en plus de demandeurs d'emploi



L'accès à l'emploi est gratuit pour les jeunes de la Mission locale et les bénéficiaires du RMI (Photo Pierre Stohabizer)

« L'accès à l'emploi est gratuit pour les jeunes de la Mission locale et les bénéficiaires du RMI... »

CENON

Des Québécois en mission

En collaboration avec la mission locale des Hauts de Garonne et l'Office franco-québécois pour la jeunesse, le Carrefour Jeunesse Emploi de Charlesbourg a permis pour la deuxième année consécutive, à onze jeunes Québécois vivant une situation particulière d'exclusion socio-professionnelle de participer à un chantier partenaires bénévoles sur la base de Bombannes, du 8 au 28 juin dernier.

Cette action, mise en place dans le cadre de la réciprocité du chantier réalisé dans le Parc de la Jacques-Cartier, auquel participent une dizaine de jeunes de la rive droite depuis quatre ans, a été rendue possible grâce au partenariat qui s'est instauré entre la Mission locale de Cenon et l'Association Assaninat, gestionnaire des bases départementales de Bombannes, Blasimon et Hostons.

Les stagiaires et leur encadrant hébergés sur la base de Bombannes ont eu à accomplir un certain nombre de tâches comme l'aménagement de divers sites pour en permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite, le balisage d'un

parcours santé, la délimitation d'emplacements de camping, l'entretien des installations sanitaires ou l'installation de palissades et de bacs à fleurs. En contrepartie du travail accompli, les Québécois pouvaient, durant leurs périodes de repos, profiter de toutes les installations de loisirs de la base (piscine, terrain de sport, randonnées cyclistes et pédestres...)

1998

En réciprocité, des jeunes Québécois viennent découvrir la Gironde en participant à un chantier à Bombannes

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



Une mission locale

Une nouvelle antenne de la mission locale des Hauts-de-Garonne à Ambarès

Inaugurée récemment par son président, Pierre Garmendia, cette antenne partage ses locaux avec l'association intermédiaire des Hauts-de-Garonne et l'entreprise Interim. Elle est la quatrième du genre après Cenon, Plinie et Carbon Blanc. La prochaine est envisagée à Créon.

Pierre Garmendia précisait dans son discours inaugural que « la mission locale de la Rive droite était l'une des premières ouvertes en France en 1982. Elle accueille environ 4 000 jeunes par an. Et cette antenne ouverte à Ambarès renforce son efficacité. Les jeunes seront accueillis plus près de leur domicile (on connaît leurs difficultés en matière de déplacement). Les entreprises et les particuliers aisés peuvent s'adresser au plus prêt pour recruter une main-d'œuvre temporaire ».

Le maire d'Ambarès, Henri Humblebert, se félicite de cette an-

tenue bien située géographiquement, comme pivot de la presqu'île d'Ambarès. D'autant qu'elle vient compléter l'action municipale en direction de la jeunesse puis-que les élus ambarésiens ont à la fois créé un service Jeunesse, dont le responsable est Sébastien Mostefa, et un Bureau d'information jeunesse, « Dox Nyrène », antenne du CLIA, avec Céline Couant à sa tête ».

Lorsque l'on sait que l'emploi est au cœur des préoccupations des jeunes — et de leurs parents — vicié un nouvel outil, et un maillon supplémentaire, une collaboration dans la plus parfaite harmonie pour effectuer cette tâche tellement indispensable et dure à la fois, le recul du chômage des jeunes.

La responsable de l'antenne ambarésienne de la mission locale des Hauts-de-Garonne, est Françoise Fillebas. Adresse de l'antenne: résidence Les Arcades, tél. 05.66.38.91.02.



Une petite partie des invités à cette inauguration (Photo: G.R.)

1999

CENON La Mission locale des Hauts-de-Garonne est spécialisée dans le montage de projets « mobilité » à 3 jours bloqués. Et, au 1er octobre, Elodie met les voiles.

Elodie met les voiles

« B... »

2002

ARTIGUES-PRÈS-BORDEAUX Le suivi des jeunes en difficulté est un exercice de haute voltige. Une équipe au service de l'insertion.

Une équipe au service de l'insertion

D... »

2003

Parrainage pour l'emploi

Une convention de partenariat a été signée entre EDF-GDF et la mission locale des Hauts de Garonne. Objectif : devenir un nouvel outil d'insertion au service des jeunes sans emploi

Cette année, la mission locale des Hauts de Garonne fête son vingtième anniversaire. C'est en 1982 en effet qu'elle fut créée par le gouvernement de Pierre Mauroy, à l'initiative de Bertrand Schwartz, au même titre que 46 autres missions locales en France. Structure d'abord expérimentale, la mission locale est devenue au fil du temps « un véritable outil d'insertion au service des jeunes », affirme son président, Pierre Garmendia.

Ainsi, en 2002, plusieurs nouveaux chantiers vont être réalisés pour les jeunes en difficulté d'emploi. La liste est longue : tout d'abord le Projet d'action personnalisée (PAP), qui permettra un suivi régulier et individualisé du jeune demandeur d'emploi. Ensuite, la mise en place du dispositif Traje (Trajet d'accès à l'emploi), mis en place à la mission locale en décembre 1998. Il consiste en « un accompagnement personnalisé et continu qui vise pour objectif de conduire des jeunes en grande difficulté et en situation d'exclusion professionnelle (sans diplôme ni qualification) à un emploi stable. Autre système : la Bourse d'accès à l'emploi (BAE). Son but : consolider la situation financière des jeunes bénéficiaires du programme. Traje et leur offrir une garantie de ressources minimales.

Dans ce contexte d'actions très accrues en direction des jeunes exclus du marché du travail, la mission locale des Hauts de Garonne et EDF-GDF services Gironde ont conclu, jeudi dernier, une convention de partenariat. Grâce à celle-ci, les deux signataires vont « conduire une action bénévole de retraités d'EDF-GDF au bénéfice des jeunes en difficulté d'insertion (sociale et professionnelle). C'est dans le cadre d'une opération de parrainage.

Aider à la construction du projet professionnel, à l'élaboration des outils de recherche d'emploi (CV, lettre de motivation...), préparation des entretiens d'embauche, aide au contact avec les employeurs... Telles sont les principales missions confiées aux généreux parrains. Quant à EDF-GDF, « elle prendra en charge les frais de déplacement des retraités bénévoles ».

Par cette action de parrainage, la mission locale des Hauts de Garonne et EDF-GDF espèrent réduire les inégalités et combattre les discriminations.

STEPHANE MUREALE

MISSION LOCALE. Les jeunes parrainés par des chefs d'entreprise et des retraités ont fait le bilan de l'opération

Le parrainage fait ses preuves



« M... »

« P... »

« S... »

« T... »

« U... »

« V... »

« W... »

« X... »

« Y... »

« Z... »



En 2003, il est décidé de construire une extension en bois rond selon la technique canadienne pour améliorer la qualité d'accueil de la Mission Locale des Hauts de Garonne.



Construction d'un kiosque en bois



Un standard aéré

CENON Un atelier d'insertion procède à l'extension des locaux de la Mission locale, devenus trop exigus

La Mission locale prend ses aises



« L... »

« M... »

« P... »

« R... »

« S... »

« T... »

« U... »

« V... »

« W... »

« X... »

« Y... »

« Z... »

« A... »

« B... »

« C... »

« D... »

« E... »

« F... »

« G... »

« H... »

« I... »

« J... »

« K... »

« L... »

« M... »

« N... »

« O... »

« P... »

« Q... »

« R... »

« S... »

« T... »

« U... »

« V... »

« W... »

« X... »

« Y... »

« Z... »



Un bureau de secours



Une mezzanine



Un standard aéré



Un atelier informatique

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



Un minibus avec l'aide des commerçants

Confronté aux problèmes de transport des jeunes, la Mission locale a fait appel à la société JDB basée à Paris spécialisée dans l'achat de véhicules que celle-ci finance par un affichage publicitaire porté sur ces derniers. Des véhicules par conséquent sponsorisés, qu'elle met gratuitement à la disposition d'associations caritatives et méritantes.



La remise des clés du minibus entre Jacques Bertin, le gérant de JDB et Bernard Cros, directeur de la Mission locale. PHOTO GEORGES BONHOURS

Lundi soir, son gérant, Jacques Bertin, a remis ainsi les clés d'un minibus aux couleurs des commerçants du Centre Commercial de Carrefour et des partenaires de la Mission locale, à son directeur Bernard Cros, en présence des élus représentants les communes adhérentes à la structure.

Les commerçants, tout en faisant une bonne action, bénéficient ainsi d'un support publicitaire propre et mobile qui sillonne les routes des Hauts de Garonne.

La Mission Locale, qui devra entretenir le véhicule, dispose désormais quant à elle d'un moyen de locomotion qu'elle pourra mettre à la disposition des jeunes en formation, mais aussi des associations partenaires et des personnes âgées. Elle a d'ores et déjà passé commande d'un second véhicule et envisage de créer une société d'insertion avec des jeunes préalablement formés à la conduite qui veulent s'engager dans cette filière du transport.

La navette du mardi



Le minibus de la Mission locale est affrété toutes les semaines au service des personnes âgées de la commune dans l'impossibilité de se déplacer. PHOTO GEORGES BONHOURS

Le minibus de la Mission locale est affrété toutes les semaines au service des personnes âgées de la commune dans l'impossibilité de se déplacer. Le gérant de la société JDB, Jacques Bertin, a remis ainsi les clés d'un minibus aux couleurs des commerçants du Centre Commercial de Carrefour et des partenaires de la Mission locale, à son directeur Bernard Cros, en présence des élus représentants les communes adhérentes à la structure.

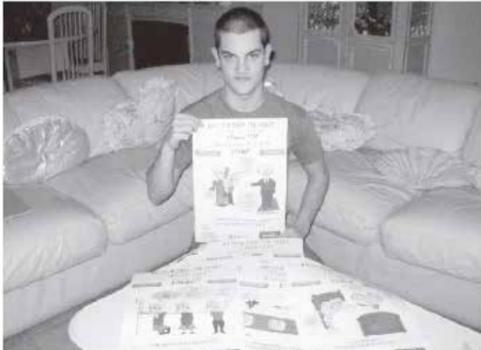
2004

CENON. Un après-midi d'exposition, échange, débat pour aider, samedi, les jeunes Cenonnais à trouver des réponses

La citoyenneté en forum

Dominique Audoubert

L'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 ans à 25 ans, c'est l'objectif prioritaire de la Mission locale, rappelle François Garrido, le chargé de projets de la Mission locale des Hauts de Garonne, pour faire le lien avec le forum sur la citoyenneté qui se déroulera le samedi 3 février, à Cenon (1).



Benjamin Rogier, heureux de voir ces dessins illustrer les affiches du forum sur la citoyenneté. PHOTO GEORGES BONHOURS

Cette animation est l'heureux aboutissement de la candidature de cette ville à un appel d'offres lancé par la Fondation Denis (une banque), soucieuse de soutenir des actions en faveur de la jeunesse. Le jury a estimé que le dossier présenté par la Mission locale comportait suffisamment d'arguments pour en faire un des quarante-neuf lauréats nationaux. Une sélection accompagnée d'un don de 8 000 euros pour encourager l'action.

Benjamin, l'acteur « illustrateur »

« J'ai 19 ans, j'ai arrêté les études en juin 2004, avec comme seul diplôme le Brevet des collèges, autant dire rien. Comme j'ai toujours aimé dessiner, je pensais pouvoir faire quelque chose dans ce domaine et à la fin, une amie m'a dit que la Mission locale des Hauts de Garonne pouvait peut-être m'aider », raconte Benjamin Rogier. Or le retrouve à 20 h 30, au domicile familial d'Antiquès qu'il avait quitté à 6 heures, fraîchement diplômé non pas en vue d'une sorte

mais tout simplement pour se remettre d'une journée de bénévolat. « Je suis en internat et je prends ce qui vient, en ce moment c'est un boulot de peintre en bâtiment », confie-t-il. « Je suis bien que l'absence de diplômes est pénalisante quand on veut bosser », ajoute-t-il, lucide. Ce n'est bien sûr pas vraiment un métier que Benjamin voudrait tenir. « La Mission locale m'a aidé à chercher une formation de dessinateur mais il n'y a pas grand chose où

alors il faut avoir des moyens financiers que je n'ai pas ». Pour autant, le jeune homme ne s'est pas découragé. « Je dessine », dit-il.

Un jour, François Garrido le voyant crayonner pour illustrer un document de la Mission locale lui a proposé de lui faire un dessin. Benjamin a accepté et a réalisé cinq illustrations plutôt humoristiques en rapport avec les thèmes évoqués au cours du forum. Ces dessins sont visibles sur les affiches annonçant le rendez-vous de samedi.

quoi ça sert ? » et « Citoyenneté : Et les parents dans tout ça ? ». Autant de questions formulées par les jeunes, utilisateurs des services de la Mission locale des Hauts de Garonne et pour les jeunes cenonnais qui devraient se sentir concernés par cette initiative, citoyenne bien sûr, à laquelle

HAUTS-DE-GARONNE. La Mission locale des Hauts-de-Garonne reçoit 3 000 jeunes par an. La majorité d'entre eux demandent une formation rémunérée

En terre de mission parmi les jeunes

Patrick Faure



Bernard Cros, directeur de la mission locale et Benoît Rogier, conseiller sur le territoire de Floirac. PHOTO GEORGES BONHOURS

Le réseau de la Mission locale des Hauts-de-Garonne se situe au cœur du territoire, au sud de ce qui est le quartier de l'ancien village de Cenon, au nord de celui de l'ancien village de Cenon. Le territoire de la Mission locale est divisé en cinq cantons : Cenon, Floirac, Lamoignon, Lamoignon et Floirac. Les jeunes sont accueillis dans ces cantons et sont accompagnés par des conseillers de terrain. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain.

La Mission locale des Hauts-de-Garonne reçoit 3 000 jeunes par an. La majorité d'entre eux demandent une formation rémunérée. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain.

Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain.

2005

HAUTS-DE-GARONNE. La Mission locale a reçu 807 jeunes dans le cadre du dispositif CIVIS d'insertion. Mais ils ne sont pas ouverts à tout...

L'emploi que l'on veut choisir



Bernard Cros et la Mission locale : conseiller et mentor. PHOTO GEORGES BONHOURS

Les emplois existent dans certains domaines. Les jeunes de 16 à 25 ans ont le droit de choisir leur métier. Mais ils ne sont pas ouverts à tout. La Mission locale des Hauts-de-Garonne se la pose. Elle veut faire passer trente permis de conduire. Elle veut faire passer trente permis de conduire. Elle veut faire passer trente permis de conduire.

2006

CARBON-BLANC. Les chercheurs d'emploi sont invités à rencontrer des patrons d'entreprises cet après-midi

Forum sur l'emploi



Les acteurs du BJJ et de la Mission locale prêts pour le forum emploi. PHOTO GEORGES BONHOURS

Les chercheurs d'emploi sont invités à rencontrer des patrons d'entreprises cet après-midi. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain. Les jeunes sont accompagnés par des conseillers de terrain.

2007

FLOIRAC. Un atelier emploi a réuni jeunes et professionnels

La voie qu'ils ont choisie

Chargée de l'insertion sociale et professionnelle auprès des jeunes âgés de 16 à 25 ans, la Mission locale des Hauts-de-Garonne privilégie, depuis plusieurs années, la proximité et s'est donc rapprochée de son public en installant des antennes dans différentes communes de son secteur géographique. Afin que les jeunes puissent disposer des mêmes services et dispositifs que ceux proposés au sein du siège social de Cenon, des rencontres thématiques y sont organisées régulièrement, en fonction des demandes.



Des jeunes demandeurs d'emploi attentifs aux conseils des professionnels. PHOTO GEORGES BONHOURS

Avenue Alfonso. Installée dans les locaux du CEI avenue Alfonso, l'antenne de Floirac a accueilli récemment un atelier emploi destiné à faire se rencontrer de jeunes demandeurs d'emploi et des acteurs locaux de la vie économique. Le club d'entreprises de Floirac-Bouliac, partenaire de la Mission locale, avait déposé deux de ses représentants. Après un rapide tour de table pour cibler les aspirations des jeunes, ceux-ci détaillaient leurs propres parcours et leurs activités actuelles.

Le second, gérant d'un cabinet de recrutement sur Floirac, exposait à son tour les méandres de sa formation et de sa vie professionnelle qui l'avaient conduit à la psychologie avant de privilégier la découverte et la mobilité

avec un séjour de trois ans en Angleterre. Et avant de créer sa propre structure pour travailler en toute liberté. Il distillait ensuite quelques conseils précieux, comme le choix d'un métier plutôt que d'une formation pour accroître ses chances de réussite, et insistait sur la nécessité d'élargir le champ des recherches d'emploi en privilégiant la mobilité.

Le travail de la Mission locale ne s'est pas achevé avec ce débat. Dans les semaines à venir, chaque jeune bénéficiera d'un suivi individualisé jusqu'à l'aboutissement de ses recherches. : Eric Latouche

Élargir le champ des recherches. La première intervenante, responsable de production dans

2007

AMBARÈS-ET-LAGRAVE. Armée, police et gendarmerie sont allées à la rencontre de la jeunesse pour leur proposer un panel de métiers

Sur la route des métiers

Sur la route des métiers, l'association d'insertion professionnelle Acti-job et la Mission locale des Hauts de Garonne viennent d'organiser, une journée d'information, rencontres et recrutements sur les métiers d'interventions. Ressources humaines des armées, police, gendarmerie et pompiers sont venues à la rencontre de la jeunesse ambarésienne. Ces réunions qui dépassent le cadre de l'info, sont axées principalement sur une analyse personnalisée de différentes situations et sur des propositions concrètes en matière de recrutement et d'embauche au sein des armées et de la police.



Rencontre de proximité sur les carrières de l'armée de terre. PHOTO GEORGES BONHOURS

Bac pro et Cadet de la République. La Police nationale a déployé un accent particulier en direction de la jeunesse, sur le recrutement et la mission nouvelle des Cadets de la République. Dans l'option police nationale, ce sont des adjoins de sécurité qui bénéficient pendant la première année d'un dispositif intégré la formation à l'emploi d'adjoins de sécurité et au concours spécifique de gardien

de la paix. Ce programme de formation, se déroule en alternance en lycée professionnel et au service de police. Une porte ouverte, sur le bac pro sécurité prévention, se tenait le 30 mars au lycée Emile-Combes, à Begles. Vaste vivier en terme d'emploi, dans des domaines très diversifiés, l'armée de Terre a été au cours de cette journée un pôle

d'intérêts très prisé par la jeunesse. Sensibles aux propositions en matière d'emplois des différents ministères, des vocations pour certains, un éveil pour d'autres, leur auront permis de franchir le portail de l'emploi en s'orientant sur des métiers bien ciblés grâce aux entretiens individuels et aux contacts de proximité des différents intervenants. : Denis Carreau

2007

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



FLOIRAC. L'antenne de la mission locale des Hauts-de-Garonne fonctionne de nouveau à plein régime. Un choix qui coïncide avec les nouvelles formations

La mission réactivée



Karine Despouy, conseillère de la mission locale des Hauts-de-Garonne devant un ordinateur.

Depuis le début du mois, l'antenne locale de la Mission locale des Hauts-de-Garonne est revenue à plein régime. Une nouvelle pérennité, Karine Despouy, conseillère d'insertion, a pris son poste dans le bureau local au Centre d'insertion et de formation (CIF). Elle vient aussi de reprendre son rôle de pèlerinage social tout d'ensemble des situations d'accueil des jeunes, et de partenaires, cela afin de porter la bonne parole et de distribuer des plaquettes informatives. La bonne parole, c'est surtout aux jeunes de 16 à 25 ans qu'elle

2007

SAINT-LOUBÈS

Le premier forum de l'emploi avait lieu à la Coupole

Trouver du travail



Le maire, Pierre Durand, a fait le tour des stands.

En partenariat avec la municipalité et l'Anpe, la mission locale des Hauts-de-Garonne vient d'organiser le premier forum de l'emploi sur la commune. 45 stands tenus par des entrepreneurs, agences d'intermédiation, centres de formation et d'apprentissage ont accueilli pendant trois heures pratiquement 300 personnes. Une totale réussite pour Bernard Cros directeur, Michèle Limouzin responsable de secteur et Fabrice Peninou responsable emploi à la mission locale. Ce forum était ouvert à tous les demandeurs d'emploi de la CdC du secteur de Saint-Loubès. Un bilan sera fait pour permettre un suivi de tous les visiteurs et compléter par exemple l'offre des

2008

FORUM DE L'EMPLOI. Employeurs, formateurs, parrains et demandeurs d'emploi se sont retrouvés, mardi après-midi, à Carbon-Blanc

Rencontres pour l'embauche



Guy Robert, Michèle Limouzin et Pierre Fourtine.

« La plupart du temps, ces jeunes n'ont jamais vu un patron de leur vie »

Le forum de l'emploi, organisé par la mission locale des Hauts-de-Garonne, a réuni mardi après-midi à Carbon-Blanc une trentaine de participants. Parmi eux, des employeurs, des formateurs, des parrains et des demandeurs d'emploi. Le forum a permis de rencontrer des professionnels et de discuter de leurs besoins et attentes. Les participants ont pu échanger sur les offres d'emploi disponibles et les compétences requises. Le forum a été un succès et a permis de créer de nouvelles opportunités d'emploi.

2008

II CARBON-BLANC Générer concrètement des embauches, telle a été la mission du forum, organisé au foyer municipal

Priorité à l'emploi



Les trois organisateurs du forum.

Le deuxième forum pour l'emploi, qui s'est tenu au foyer municipal, a remporté un vif succès aussi bien par le nombre et la qualité des participants que par celui des visiteurs. Il convient de dire que la cellule d'organisation, pilotée par Michèle Limouzin, responsable du secteur développement économique à la Mission locale des Hauts-de-Garonne, Fabrice Peninou, du service emploi à la même Mission et Olivier Gaillard, du service animation jeunesse à la mairie, n'a pas ménagé sa peine, aidée en cela par les élus et les services municipaux. Une des principales modifications appréciées par l'ensemble des participants a été l'accueil à l'entrée du forum où des personnes ciblées très rapidement le besoin des visiteurs et les dirigeaient vers les stands adéquats. Les participants ont pu échanger sur les offres d'emploi disponibles et les compétences requises. Le forum a été un succès et a permis de créer de nouvelles opportunités d'emploi.

2009

Gokay veut faire son trou

CENON La Mission locale propose, ce mercredi, une journée de l'entrepreneuriat pour les jeunes. L'artisan Gokay Uğur, 23 ans, a créé son entreprise de forage en huit mois.



Gokay Uğur, 23 ans, a créé son entreprise de forage en huit mois.

Trois tables rondes au programme

La Mission locale des Hauts-de-Garonne propose, ce mercredi 10 septembre, une journée de l'entrepreneuriat pour les jeunes. L'artisan Gokay Uğur, 23 ans, a créé son entreprise de forage en huit mois. Le programme de la journée comprendra trois tables rondes au programme. Les participants pourront échanger avec Gokay Uğur sur son parcours entrepreneurial et découvrir les services proposés par la Mission locale. Le forum sera ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans.

2009

CARIGNAN-DE-BORDEAUX

Les conseils de la mission locale à portée de main

EMPLOI La mission locale des Hauts de Garonne est allée à la rencontre des jeunes. Elle tiendra désormais une permanence deux fois par mois



Les participants à la réunion pour renouveler l'expérience à la mairie de Carignan deux fois par mois.

La mission locale des Hauts de Garonne est allée à la rencontre des jeunes. Elle tiendra désormais une permanence deux fois par mois. Les participants pourront bénéficier des conseils et services proposés par la mission locale. Le forum sera ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans.

2009

CARBON-BLANC

Les jeunes en un seul lieu



L'antenne de la mission locale de Carbon-Blanc.

Depuis le 1^{er} mars, l'Agence locale de la mission locale des Hauts de Garonne a quitté ses anciens locaux situés rue Raymond-Guyon pour s'installer à la Maison pour tous, près du cinéma Favols. C'est Karine Despouy qui est chargée d'accueillir les jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire et qui sont à la recherche d'un premier emploi. En contact avec les organismes sociaux de proximité (pole emploi, le Prado), le PRF (Programme régional de formation), la mission locale peut aussi proposer des formations qualifiantes, rémunérées et susceptibles de déboucher sur un emploi définitif. Actuellement, la jeune femme assure le suivi de 70 personnes qu'elle rencontre au moins une fois par mois. Elle assure également une permanence au centre social de Saint-Folbe le jeudi matin de 9 heures à 12 h 30. Contact : 06 79 99 63 43.

2011

REPÈRES

- 3 650** Nombre de jeunes suivis en 2010, dont 1 444 accueillis pour la première fois.
- 53** Le pourcentage de femmes accueilles.
- 68** Le pourcentage de jeunes accueillis ayant un niveau de formation inférieur au bac.
- 45** Le nombre de communes concernées par l'action de la mission locale des Hds, d'Ambès à La Sauve, dans le canton de Créon.
- 35 758** Nombre de contacts en 2010 : entretien individuel ou avec un partenaire, courrier, coup de fil, visite, email etc.

Mission locale : qu'est-ce donc ?

Les Missions locales, c'est le service public de l'insertion des jeunes de moins de 30 ans. Elles ont été créées en 1982, suite au rapport Schwartz, commandé par le Premier ministre Pierre Mauroy pour « une meilleure insertion des jeunes de 16 à 21 ans dans la vie professionnelle ». Le constat est malheureusement simple : « le chômage frappe d'abord les jeunes sans qualification ».

Chaque jeune demandeur d'emploi de 16 à 25 ans - inscrit à Pôle emploi ou non - se voit proposer un accompagnement global et individualisé. Le but : aider à construire un parcours d'insertion professionnelle et sociale. Près de 30 ans après leur création, l'exercice est toujours d'actualité. Le 060 professionnel et reçoivent 1,2 million de jeunes en entretien, dont 515 000 dans le cadre d'un premier accueil.



Suivis au quotidien et aussi événements d'ampleur, comme ici le forum de l'apprentissage organisé en avril dernier, à Cenon, au Rocher de Palmer, avec la région Aquitaine.

CRÉON

Les jeunes se bougent pour bâtir leur avenir

16/25 ANS L'antenne de la Mission locale reçoit ses rendez-vous des jeunes en quête d'emploi, de formation. Écriture, lecture, et conseils à l'appui, avant de trouver sa voie professionnelle



Les jeunes en formation à l'antenne de la mission locale.

Les jeunes se bougent pour bâtir leur avenir. L'antenne de la Mission locale propose des ateliers de formation et de conseil. Les participants pourront bénéficier des services proposés par la mission locale. Le forum sera ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans.

2010

CAMBLANES

L'insertion par le travail

SOCIAL La Mission locale des Hauts de Garonne organise des permanences dédiées aux jeunes



Les jeunes en formation à l'antenne de la mission locale.

L'insertion par le travail est une priorité de la mission locale. Les participants pourront bénéficier des services proposés par la mission locale. Le forum sera ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans.

2011

L'antenne de Lormont

L'antenne de Bassens

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



HAUTS DE GARONNE



Les signataires de la charte pour la persévérance. PHOTO: G. B.

Trois partenaires unis contre le décrochage

INSERTION Région Aquitaine, Éducation nationale, Mission locale sont liés par une charte

« Une synergie au service des élèves, en particulier ceux qui sont en difficulté ». Serge Joubert, proviseur du lycée Les Iris, expliquait le sens de la réunion de trois partenaires, dans son établissement lormontais, engagés pour lutter contre le décrochage scolaire. Anne-Marie Cocula, vice-présidente du Conseil régional d'Aquitaine en charge de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la culture et de l'apprentissage, André Mercier, inspecteur d'académie de la Gironde et Bernard Cros, directeur de la Mission locale des Hauts-de-Garonne ont signé mardi soir la charte pour la persévérance et la réussite des jeunes aquitains sur le territoire des Hauts-de-Garonne, en présence de Josette Bellon, maire adjointe de Lormont.

« Des projets avec l'Éducation nationale, des professionnels, nous en avons déjà mené mais sans que cela fasse l'objet d'une convention », notait Jean Delleis, vice-président de la Mission locale

2011

CAMBES

Une formation pour décider de leur avenir

EMPLOI Des jeunes ont suivi un stage d'orientation professionnelle



Evy Durudeau et les stagiaires, à la mairie. PHOTO: M. H.

Il y avait une dizaine de jeunes du territoire, sans expérience professionnelle significative, à bénéficier du dispositif Orientation Entre-deux-Mers (1). Un dispositif organisé par la Maison de la promotion sociale (antenne Sud-Gironde) et la mission locale des Hauts-de-Garonne (MIHG).

Pendant neuf semaines, ils se sont retrouvés dans les locaux de la mairie entre leurs périodes de stage en entreprise. « L'objectif de ce stage était de permettre aux jeunes d'élaborer ou de valider un projet professionnel réel basé sur une expérience en entreprise », précise Evy Durudeau, une des conseillères en orientation et insertion sur le programme.

La formation a débuté par une session de 15 jours en mairie de Cambes, où les jeunes ont pu, conseillés par leurs formateurs, travailler sur leur projet et sur leur orientation.

« Nous avons fait beaucoup de simulation d'entretiens d'embauche, de jeux de rôle sur la prise de parole, l'écoute, le respect de l'autre et la hiérarchie qui prévaut en entreprise. Nous avons également travaillé le CV et abordé longuement les techniques de recherche d'emploi et de stage », rajoute la conseillère.

Il était également question de sensibiliser ce public sur la mobili-

été et la citoyenneté: ils ont ainsi passé un après-midi aux Restos du cœur avec les bénévoles et ont bénéficié de l'intervention d'un juriste d'InfoDroits pour aborder les questions de droits et devoirs des jeunes.

Expérience en entreprise

Puis les stagiaires ont chacun intégré une entreprise en adéquation avec leur projet: maison de retraite, magasin, institut de beauté, garage ou encore Communauté de communes. Pour une observation du milieu professionnel ou pour vraiment mettre la main à la pâte. Et tous les lundis, ils se retrouvaient à

(1) Financé par le Fonds européen et le Conseil régional.

HAUTS DE GARONNE

Faire vivre leur petite entreprise

FORMATION PROFESSIONNELLE Mission locale et Conseil régional expérimentent, sur la rive droite, une formule québécoise

YANNICK DELNESTE ydelneste@audasoc.fr

Si elle pouvait ne pas connaître la crise, cette petite entreprise... destinée à des jeunes en manque de formations, de repères parfois, en quête d'accompagnement concret en tout cas, le dispositif que vont lancer le Conseil régional et la Mission locale des Hauts-de-Garonne mériterait de rencontrer un écho conséquent auprès des entrepreneurs et des milieux de l'emploi en général.

Flashback: en 2009, la Mission locale organise une rencontre autour

de l'entrepreneuriat des jeunes avec la Fédération des coopératives de développement régional du Québec. Sont mis en présence jeunes et pros de l'insertion avec des spécialistes de la création d'activité. Le concept québécois est basé sur des groupes de 12 à 15 jeunes qui mettent sur pied une entreprise de type coopératif afin de se créer un emploi dans leur localité.

Former et responsabiliser. On le voit: exercice du pouvoir démocratique au sein d'une communauté, notions de gestion d'entreprise de réalité du travail, sont au cœur du projet. La direction aquitaine de la chose passera par le Hcép - Fonds pour l'innovation dans la formation professionnelle -, du Conseil régional. « Ce fonds sert à expérimenter, tester, essayer des dispositifs ou formules que nous ne connaissons pas dans nos organisations classiques », explique Catherine Veyssy, vice-présidente du Conseil régional dévouée à la formation professionnelle. « Et cette piste al-



Jeu de Florac, les partenaires ont présenté le dispositif, faisant appel aux entreprises désireuses d'y participer. PHOTO: G. B.

liant intégration professionnelle par l'expérience collective d'entreprise nous a permis d'être soutenus.

Viviblement, l'adaptation administrative des coopératives québécoises a été rude pour les acteurs français. Comme le système hexagonal était toulou... Allons! Mais ça y est: la Mission locale et le Conseil régional se sont adjoints l'appui précieux de l'organisme de formation Insup (1) et de l'association régionale Entrepreneurs pour apprendre.

Repenser les entreprises et pros de l'emploi mobilisables, identifier les partenaires associatifs et institutionnels, puis créer l'association mère « Ma petite entreprise en Aquitaine »: le montage présenté jeudi à Florac est opérationnel en Hauts-de-Garonne sur son territoire test.

Première équipe en janvier. Les jeunes de 18 à 25 ans, sortis du

(1) Déjà partenaire du Conseil régional sur une autre initiative sur les Hauts-de-Garonne: les Caps Nouvelles Chances avec le Rocher de Palmes.

FARGUES-SAINT-HILAIRE

Les jardins du Sénégal

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE Première réunion pour un chantier de création de potagers solidaires en Casamance

GUY LACQUEMENT

guy.lacquement@audasoc.fr

Le hasard fait bien les choses. Un groupe de Fargues voulait s'investir dans une entraide concrète au plus près des habitants de Casamance, au Sénégal. Au même moment, le Conseil régional lançait un appel à projet de coopération internationale agricole, de leur côté, la Mission locale des Hauts-de-Garonne et la Communauté de communes (CdC) des Coteaux bordelais souhaitaient mettre sur pied un stage d'insertion par l'action humanitaire.

L'association Les jardins du Sénégal-Molens naitait, il y a un mois sous la présidence de Nathalie Rocca, conseillère municipale. Yannick Michel étant trésorier.

Autosuffisance

Bernard Gros, directeur, et Zouina Hammi, chargée de projet de la Mission locale, ont conçu un chantier solidaire devant conduire à l'autosuffisance alimentaire, une partie des jeunes ruraux de la région de Bigorre.

Avec la fondation Jofora, « Ma petite terre », dans un sens très affectif, la délégation française devrait aider les producteurs locaux à retrouver les bases de l'agriculture vivrière traditionnelle perdue. Se rendront ainsi en Casamance, en novembre, une demi-douzaine de jeunes de 18 à 25 ans, sans qualification, du Pays Cœur Entre-deux-Mers.

Ils recevront une formation en France. Ils découvriront au Sénégal, un monde nouveau, et des cultures différentes. Ces expériences leur permettront de construire un projet de vie personnel lors de la phase d'évaluation à leur retour.

Partenaires et experts

L'association Les jardins du Sénégal-Molens est parrainée par le président et plusieurs vice-présidents de



Le noyau dur de l'association Les jardins du Sénégal. PHOTO: G. B.

la CdC. Récemment, elle réunissait plusieurs experts.

On comptait en particulier Marcel Badji, président de l'association « Ici et là-Bas », qui aide les habitants de Casamance puis les Africains de Rodéz, Pierre Libéri de l'association Sukhali, qui aide les femmes de l'île, des îles de Casamance, à construire leur autonomie économique.

Engagement et solidarité

Maximilien Sagna de la fondation Joseph-Faye, s'est d'abord occupé de la formation puis de l'entraide locale à Bigorre. Malick Ndawo est président de l'Union des travailleurs sénégalais qui fut une association d'entraide en Bordeaux avant de devenir une organisation de solidarité entre salariés de l'Entrepreneur-Michel Varachard est curé du secteur paroissial de Tresses et de sept autres clochers.

Francis Vitz est responsable d'une

organisation de collecte en Gironde au profit du Sénégal. Luciano Herrera a contribué à redonner plusieurs industries de pâte à papier en Afrique. Serge de la Fumette a travaillé pour le compte d'une coopérative, puis d'un groupe de papeterie en activité sur le continent africain.

Pour les participants, il s'agit d'entamer une action pérenne en faveur de l'autosuffisance alimentaire au Sénégal. Il faut donc recueillir des adhésions et des dons afin de financer le travail sur place et les déplacements des stagiaires par-dessus la Méditerranée.

Les jardins du Sénégal, CdC des Coteaux bordelais, 8 rue Newton, 33 370 Tresses. E-mail: ligue@audasoc.fr ou gaudi@audasoc.fr. Tél.: 06 21 79 42 06. Mission locale des Hauts-de-Garonne, 54 avenue Hubert Dubouché, 33050 Ciron. Tél.: 06 57 77 31 00. ml.hauts.garonne@audasoc.fr



Construction d'un four



Construction de pirogues



D'autres actions sont initiées à l'international avec de nouveaux chantiers au Sénégal et au Burkina Faso



HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



Nicolas a signé son contrat en présence des responsables de l'Alej et de la Mission locale. (Photo R. D.)

Publié le 02/02/2013 Par Régis David

Un travail et une formation

La Mission locale a permis à l'Alej d'embaucher un jeune en contrat d'avenir.

Mercredi, l'Association de loisirs pour les enfants et les jeunes (Alej) a signé son premier contrat emploi d'avenir. L'Alej emploie plus de 20 personnes à temps complet ou partiel pour l'animation périscolaire des enfants fréquentant l'école de Beychac-et-Caillau et les activités extrascolaires les mercredis et vacances. Depuis deux ans, le nombre d'enfants reçus par l'Alej est en augmentation et l'association devait recruter afin de respecter les normes en vigueur pour l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH).

Douze contrats signés

Contact a été pris avec la Mission locale des Hauts de Garonne pour recruter une personne qui pourrait être formée au métier d'animateur. Très vite, la Mission locale a répondu en proposant des candidats éligibles aux emplois d'avenir. Après une première sélection, Nicolas Fournier a été reçu par les responsables de l'association, il intégrera la structure avec un temps complet assorti d'un plan de formation de trois ans.

Ce recrutement procède à la fois de la nécessité de pérenniser un service de qualité, et de sa mission d'aide aux jeunes en recherche d'emploi.

Pour la Mission locale, c'est le douzième contrat signé sur les 400 disponibles ; pour Nicolas Fournier, l'assurance de trouver un tremplin professionnel au sein de l'Alej, et d'obtenir un diplôme qui pourrait mener à un CDI.

Ce mercredi à 14 heures, c'est dans les locaux de l'Alej que tous les protagonistes se sont retrouvés pour signer ce contrat qui sera régulièrement évalué par les responsables de la Mission locale en partenariat avec les dirigeants de l'association.

Dominique Andrieux (17/01/2013)

« Être plus efficace dans l'orientation »

La création d'un nouvel « Espace », en début d'année, fédère trois partenaires, dont la Mission locale, une nouvelle venue. Le but est d'être plus performant.



Sophie (de dos) en entretien hier matin à l'Espace économie emploi. (PHOTO D.A.)

Nouvelle année, nouveau service municipal. La Ville a fait plus que transférer de quelques mètres le service économie emploi dans l'aile de la place de la Victoire, à Ambarès. Après d'importants travaux, l'Espace économie emploi s'est installé dans un bâtiment présentant l'avantage d'avoir pignon sur la rue du Président René-Coty et la place Victoire.

« La nouveauté, c'est l'arrivée à nos côtés de la Mission locale d'Ambarès et de ses deux conseillers », note Ludivine Pereira, la responsable de l'Espace, recrutée en septembre 2011. Si l'on ajoute le service municipal et le PLIE (1), l'Espace fait du trois en un.

« Ce regroupement répond à l'objectif d'être plus efficace dans l'orientation des personnes en recherche d'emploi, voire de parcours d'insertion et d'être plus performant dans le développement économique de la commune », souligne Michel Héritié, le maire ambarésien rappelant qu'il avait fait de cette refonte « un point fort de la mandature ». Cette mise en service coïncide avec un moment où « le nombre de demandeurs d'emplois avoisine les 10 % », un taux inférieur à celui de communes de la rive droite.

Diagnostic, orientation

L'intégration de la Mission locale, en provenance des Arcades, vaut à l'Espace d'élargir les publics en termes d'âge. Elle accueille la tranche des 16-25 ans issus de la commune et de ses voisins de Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Vincent-de-Paul, Ambès, Saint-Loubès et Saint-Sulpice-et-Cameyrac. Des personnes non scolarisées.

Publié le 14/03/2013
Par Dominique Andrieux

Le job d'été, ça se tente bien sûr

Ils ont entre 13 et 17 ans et sont confrontés pour la première fois à la recherche d'un petit boulot. Hier, on les a mis sur la voie.



Jessica découvre la méthode pour remplir un CV. (PHOTO D. A.)

« Je suis un peu déçue parce que je m'attendais à découvrir des offres d'emploi ». Emilie n'est pas la seule Bassenaise à penser la même chose parmi le jeune public local venu hier après-midi au Bureau information jeunesse (BIJ) dans l'espoir de décrocher un job d'été. Anaïs Wambergue, responsable du BIJ, désamorce tout malentendu : « L'objectif de la journée c'est d'aider à mettre en relation des personnes qui offrent des petits boulots saisonniers avec des jeunes qui n'ont aucune connaissance du monde du travail ».

La Ville a mis le paquet en s'assurant la présence de partenaires, la Mission locale pour l'emploi, le Pôle emploi et l'Espace emploi entreprise. De sorte que les visiteurs - dont bon nombre accompagnés d'un parent - ont reçu des réponses à leurs nombreuses interrogations. L'atelier juridique précisant les conditions d'emploi des mineurs a eu, par exemple, son utilité. Passé ce temps fort, le BIJ reste mobilisé ces prochaines semaines sur la campagne des jobs d'été.

Jobs mais aussi vacances

« J'ai appris qu'il y avait cette journée par un médiateur de la Ville », explique Jessica. Cette étudiante postule pour une activité de baby-sitting, soutien scolaire. « Je vais passer mon bac S et comme je vais faire une licence informatique, je peux aussi faire un peu de formation et de dépannage », ajoute-t-elle. Anaïs Wambergue lui suggère de découvrir la méthode pour remplir un CV. « Faudra que je fasse des démarches, du porte-à-porte, mais c'est quand même plus facile de se présenter quelque part pour un emploi quand on a le soutien de la mairie », confie Jessica. Les quelques offres présentées sur un panneau ne s'adressent pas à des jeunes comme elle. « La mise en rayon, j'en ai fait dans un supermarché de Lormont, 300 euros la semaine mais c'est dur, faut y être 6 heures, parfois 5 heures », raconte un Bassenais à son camarade. Ce dernier le questionne : « Je vois qu'il y a une offre de serveur, mais comme je n'ai jamais fait ça, tu crois que ça peut le faire ? ».

Le genre de question que ne se pose pas Damien. « Je suis intéressé par l'opération Sac à dos Aquitaine (1) et j'essaie de voir ça avec ces deux zigotos », annonce ce Bassenais affichant la vitalité de ses 18 ans. Il parle de ses potes Raphaël et Alexis, lequel dit « bien voir un projet nature à la campagne ou à la montagne parce que sur la côte c'est cher ».

Dans un deuxième temps, Alexis et Damien disent « chercher du travail pour faire le maïs ou des récoltes ». « Le travail manuel paye plus », assurent-ils, renseignés. Le BIJ les guide vers les sites adefagironde.org et anefa-emploi.org et leur propose de les revoir pour les « aider à monter » leurs projets. Ces deux jeunes hommes n'ont pas perdu leur temps, leurs « bouge-toi » ont fini par convaincre le réservé Raphaël à avoir un entretien avec Jacques Farcy, un retraité de l'ex-ANPE, qui dispense (bénévolement) des conseils en matière d'entretien.

Noémie a passé un long moment à s'informer. Et elle a bien fait. « J'ai eu connaissance qu'elle allait passer un diplôme d'assistante de gestion et il se trouve que j'ai une offre dans un cabinet de télésecrétariat sur la rive droite », raconte Violette Seguin, du service emploi. Et d'ajouter : « Elle venait pour un job d'été et à l'arrivée ça pourrait faire un CDI ».

(1) Projet de vacances soutenu par le Conseil régional d'Aquitaine.

Du renfort pour les services techniques pendant les vacances

Quatre jeunes ont pris soin des espaces verts de la ville cette semaine.

Du lundi 28 au jeudi 31 octobre, le Point Jeunes a organisé un mini-chantier éducatif, en partenariat avec la mission locale, l'association intermédiaire des Hauts de Garonne, le Conseil général, la Caisse d'allocations familiales et les services techniques de la ville.

Quatre jeunes loubésiens, Alicia, Laurie, Adrien et Maxime ont expérimenté les droits et devoirs du travail. Cet atelier avait une vocation d'insertion, d'où le suivi par les conseillers Jamila Alla, de la mission locale et Carol Blanquan (AIHG). Encadrés et dirigés par Victoria Aumond et Thibault Boneta du service des espaces verts, les jeunes ont désherbé, soufflé et ramassé les feuilles mortes et participé à l'embellissement du cimetière en cette période de Toussaint.

Bernard Duverne, délégué à l'éducation et Harrag Koutchouk, responsable du PJ ont salué le sérieux et l'implication des jeunes au cours du bilan effectué jeudi dernier.

Pour construire leur futur professionnel, les quatre jeunes seront assistés par les conseillères et le Point Jeunes.



Les jeunes ont soufflé les feuilles mortes. (photo J.-P. N.)

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



Jamila Alla reçoit les jeunes de la CdC de Saint-Loubès. (Photo Viviane Bourcy)

**Renseignements
auprès de Jamila Alla
au 05 57 77 31 00
(Mission locale de Cenon)
ou 05 56 72 96 35
(Beychac-et-Cailleau).**

2013 Au service des jeunes

Une fois par mois, **Jamila Alla** tient une permanence à la mairie.

La Mission locale accompagne les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle sur son site de Cenon. Pour ceux qui ne pourraient pas se déplacer, des permanences sont régulièrement mises en place. Ainsi, parmi les 5 000 jeunes pris en charge par l'antenne des Hauts de Garonne, près d'une centaine de jeunes de la commune bénéficient de ce service.

Une seule interlocutrice

Jamila Alla a repris les permanences sur le secteur et sera désormais leur principale interlocutrice. « Pour les aider dans leur recherche d'emploi, nous mettons à leur disposition des accompagnements renforcés notamment dans le cadre des dispositifs CiviS (contrat d'insertion dans la vie sociale) et PPAE (programme personnalisé d'accès à l'emploi) et nous les renseignons. Ils peuvent également profiter d'ateliers pour rédiger leurs CV et leurs lettres de motivation, en apprendre plus sur les techniques de recherche d'emploi, simuler et préparer leurs entretiens d'embauche, se faire accompagner par un parrain, et bénéficier d'un accompagnement social pour monter leurs dossiers de demandes d'aide. Sur un suivi de six à douze mois, les 3/4 des jeunes arrivent à trouver soit un emploi, soit une formation en lien avec leur projet professionnel. »

En plus des rendez-vous possibles au siège de la Mission locale à Cenon, des permanences régulières ont lieu à Saint-Loubès, Yrac et Montussan. Elles se tiendront à Beychac-et-Cailleau les mercredis 3 octobre, 7 novembre et 5 décembre.



Le groupe de Cenon

2015 Du nouveau pour les jeunes

Depuis le 1^{er} septembre, le dispositif **GARANTIE JEUNES** porté par la Mission locale des Hauts de Garonne a intégré 30 jeunes, un groupe de 15 à Cenon et un autre de 15 à Bassens. 108 jeunes de nos communes y participeront d'ici la fin de l'année.

Comment « ça marche » ?

Après une phase de présentation auprès de leur conseiller Mission Locale et des étapes administratives de sélection, les jeunes volontaires de 16 à 25 ans intègrent le dispositif. Dès lors, pas de temps mort durant une année : l'accompagnement est intensif. 4 semaines en groupe, suivies de rencontres individuelles, toutes les semaines, avec leur référent dans un seul objectif : les préparer à la vie professionnelle. Les stages en entreprise seront multipliés, et pour cela, les entreprises seront sollicitées et rencontrées par les jeunes avec le soutien de leurs référents. L'ensemble peut s'adapter à chacun, avec des temps obligatoires, des restitutions d'expériences et des points d'étapes.

Une allocation de 452 € pour qui ?

Chaque jeune entrant signe un contrat d'engagement contre 452€ d'allocation mensuelle. Ce montant pourra varier selon les périodes d'emploi réalisées dans un mois. Le participant s'engage à être assidu et à réaliser les mises en situation professionnelle. Cette allocation est un « plus » pour faciliter l'accès à l'emploi.



Un groupe de jeunes encadrés par Lisa Barthélémy, Audrey Maury et Laura Madrelle. © PHOTO C. S.

2015 Top départ pour la Garantie Jeunes

Depuis le 1^{er} septembre, le dispositif **GARANTIE JEUNES** porté par la Mission locale des Hauts de Garonne a intégré 30 jeunes, un groupe de 15 à Cenon et un autre de 15 à Bassens. 108 jeunes des Hauts de Garonne y participeront d'ici la fin de l'année.

Un accompagnement intensif

4 semaines en groupe, suivies de rencontres individuelles, toutes les semaines, avec leur référent dans un seul objectif : les préparer à la vie professionnelle.

« Cet accompagnement vise à les rendre plus autonomes dans les démarches de la vie quotidienne qui pourraient entraver la gestion de leur parcours professionnel. Ils apprennent à développer leur propre capacité d'action, à mettre en évidence leurs compétences, s'affirmer, se fixer des objectifs progressifs d'accès à l'emploi. L'objectif est aussi de les familiariser avec les contraintes de la vie en entreprise » rappelaient Lisa et Audrey, les deux encadrantes.

Durant son parcours chaque jeune percevra mensuellement la somme de 451 euros pour faciliter son accès à l'emploi.

Des stages en entreprises

Les stages seront multipliés, et pour cela, les entreprises seront sollicitées et rencontrées par les jeunes avec le soutien de leurs référents. L'ensemble s'adaptera à chacun, avec des temps obligatoires, des restitutions d'expériences et des points d'étapes.

C'est dans ce cadre que jeudi dernier, quinze jeunes étaient reçus à l'EMA (Espace Métiers Aquitaine) de Cenon, pendant que d'autres visitaient les locaux du groupe Ricard à Lormont, participant à un Coup de Projecteur sur les métiers du soin et de l'aide à la personne dans les locaux du CIF (centre d'information et d'innovation) à Floirac. Brandon, Georgy, Joe, Oirdi, Corinne, Tania et les autres, tous âgés de 19 à 21 ans, aspirent à trouver rapidement du travail. Joe espère trouver dans le domaine de la sécurité, Oirdi et Tania dans la vente, Corinne veut s'occuper d'enfants. Tous espèrent beaucoup de ce nouveau projet et entendent bien le suivre avec application en se montrant assidus à ces séances.

Emplois d'avenir : un passeport pour l'insertion

Une réunion présentant ce nouveau dispositif a eu lieu à la mairie, avec Pôle emploi.



Les responsables associatifs présents à la réunion. (PHOTO M. G.)

2013
Mercredi soir, Valérie Leveille du Pôle emploi de Cenon, Silphrid Beaumard, de la Mission locale des Hauts de Garonne et Laurent Berthet de Cap emploi ont animé une réunion à la mairie pour présenter le dispositif des emplois d'avenir aux associations de la CdC des Coteaux bordelais.

Ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle et l'accès à la qualification des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans.

Un accompagnement personnalisé est proposé par les trois organismes présents à cette réunion. Ce dispositif intéresse aussi les travailleurs handicapés de moins de 30 ans. Les jeunes, âgés de 16 à 25 ans, sans diplôme ou titulaire d'un cap/bep ou en recherche d'emploi depuis au moins 6 mois sont concernés. À titre dérogatoire, les jeunes de niveau bac + 3 peuvent en bénéficier à titre exceptionnel et dérogatoire s'ils résident dans des communes situées en zone urbaine sensible ou en zone de revitalisation rurale. Les contrats proposés peuvent être des CDD ou CDI d'une durée de 1 à 3 ans, à temps plein (en priorité) avec une formation obligatoire sur le temps de travail. Dans le secteur non marchand, l'aide mensuelle versée à l'employeur est d'un montant de 1 072 euros, 528 euros restent à sa charge. Le jeune perçoit 1 430 euros (brut mensuel).

Accompagné d'un tuteur

Le jeune doit être accompagné dans ce dispositif par un tuteur et participer à plusieurs rencontres-bilans durant la durée de son contrat. Tout est fait afin de permettre, autant que faire se peut, la pérennisation de cet emploi ou fournir au jeune l'occasion de poursuivre par une formation en alternance en lien avec la motivation trouvée pour un métier.

Les représentants associatifs ont pu poser les questions qu'ils souhaitaient aux responsables des trois organismes présents.



HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



Bruno Lançon et Gérard Maury,
directeur du CIBC 33.
© PHOTO C. S.

Publié le 22/06/2015 Par Chantal Sancho

Un espace pour l'orientation

L'Espace métiers Aquitaine Rive Droite (EMA), installé dans les locaux de la Mission Locale des Hauts de Garonne depuis le 16 mars, a été inauguré jeudi en...

L'Espace métiers Aquitaine Rive Droite (EMA), installé dans les locaux de la Mission Locale des Hauts de Garonne depuis le 16 mars, a été inauguré jeudi en présence de Catherine Veyssey, vice-présidente du Conseil Régional et d'Aquitaine Cap Métiers et de Jérôme Burguière, directeur d'Aquitaine Cap...



Manuelle Boussinot et Laura Madrelle
accueillent et orientent le public.
© Photo C. S.

Publié le 01/04/2015 Par Chantal Sancho

Un vrai réseau pour soutenir l'emploi

Le premier Espace Métiers Aquitaine de la rive droite vient d'ouvrir dans les locaux de la Mission locale. Un lieu de ressources.

Depuis le 16 mars, un nouveau service a ouvert ses portes à la Mission locale de Cenon. Il s'agit de l'espace Métiers aquitaine (EMA), dont la coordinatrice est Manuelle Boussinot. Mis en place grâce à un partenariat entre les acteurs locaux (Aquitaine Cap Métiers, Plie, Mission locale, Pôle Emploi, CIO...) cet espace s'adresse à tous les publics de la rive droite, des scolaires aux salariés en passant par les jeunes ou les demandeurs d'emploi. « L'objectif est de proposer un accueil de premier niveau ».

Publié le 09/09/2015
Par Daniel Charpentier

Insertion : douze mois de Garantie jeunes

Quinze jeunes de 18 à 24 ans ont signé un contrat pour un an. Leur objectif : trouver ou retrouver un travail.

Ils sont quinze, garçons et filles qui, détachés des études, en absence de travail et sans grands revenus ont franchi le pas en adhérant à la Garantie jeunes (1). Présents la semaine dernière aux terrasses du Bousquet, encadrés par Emilie Hernandez et Helen Thorby de la mission locale des Hauts de Garonne.



Le sourire est une marque constante du groupe. © Photo D. C.

Des dispositifs pour réussir son entrée dans la vie active

Parmi le message à faire passer, l'existence d'un « Plan jeunes » national, reposant sur l'ouverture de places supplémentaires en service civique, formations qualifiantes, dispositifs d'accompagnement, le retour des contrats aidés, ainsi que des versements et compensations aux entreprises (jusqu'en février 2021) pour inciter les embauches et les contrats d'apprentissage. **La Mission locale informe également les entreprises de l'existence de ces aides.**



Dispositif "plan jeunes" présenté aux employeurs

Mais pour être embauché, il convient de réussir son entretien d'embauche ! **La Mission locale a donc signé une convention avec la Cravate solidaire, association qui prépare les candidats aux entretiens professionnels**, les sensibilisent sur l'apparence, leur offre une tenue vestimentaire, immortalisée par une photo à ajouter sur son CV.

Se confronter à l'inconnu pour reprendre confiance

Justement, **l'image qu'ils ont d'eux même est travaillée sur des temps d'activité socioculturelle** : théâtre forum, projet photographique « Glint » (reflet en français), etc. Cet été, en fin d'accompagnement, le précédent groupe a fait une sortie surf, doublée d'une sensibilisation à la sauvegarde de l'environnement.

« Ces instants renforcent l'appartenance à un groupe, leur permet de sortir de l'isolement, de libérer la parole, de découvrir des lieux, des activités éloignées de leurs habitudes », précise Pascale Bernard et Marie Mimaud. « **En se confrontant de manière ludique à un environnement qu'ils ne connaissent pas, en réussissant une activité nouvelle, ils gagnent en estime de soi.** Le manque de confiance en soi étant l'un des principaux freins à lever pour trouver un emploi. »

Garantie jeunes : 12 mois d'un accompagnement renforcé en ateliers collectifs et individuels

Début septembre, trois nouvelles sessions ont débutées (3 x 16 jeunes à Cenon, Bassens, Floirac). « Le contexte sanitaire nous oblige à nous adapter », reprennent Pascale Bernard et Marie Mimaud. « Diviser les groupes ne pose pas de problème d'organisation d'accueil. En revanche **le recours à la visioconférence devient un véritable obstacle.** Certains sont confrontés à la fracture numérique (absence de connexion ou d'outil). L'attention (lors de recrutements, de la présentation d'un acteur économique, etc.) se relâche. Les échanges perdent en interactivité. Et surtout, **beaucoup refusent d'être vus à l'image... Un paradoxe pour cette « génération selfie » !** »

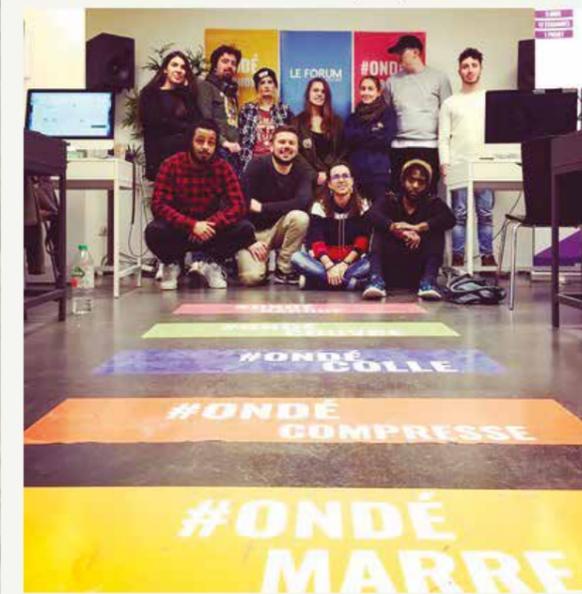


Une sensibilisation surf et écologie encadré par l'association Surf Insertion

Séduire et informer la génération connectée

« En début d'été nous avons dévoilé notre nouveau site Internet », témoignent les responsables adjointes Pascale Bernard et Marie Mimaud. « Ce site et nos réseaux sociaux nous rendent plus réactifs et pertinents, autant pour transmettre des informations en quasi temps réel, que dans les réponses apportées aux demandes. »

Avec une présence accrue sur la toile, l'organisme espère toucher « les invisibles », « celles et ceux sortis des radars de l'Education nationale et des acteurs de l'emploi et de l'insertion. » Pour renforcer leur repérage, des actions hors les murs sont en réflexion, sous forme d'interventions dans les établissements scolaires et autres lieux spécifiques.





BASSENS

Insertion : douze mois de Garantie jeunes

MISSION LOCALE Quinze jeunes de 18 à 24 ans ont signé un contrat pour un an. Leur objectif : trouver ou retrouver un travail



Le sourire est une marque constante du groupe. (1) © D. C.

Ils sont quinze, garçons et filles qui, détachés des études, en absence de travail et sans grands revenus ont franchi pas en adhérent à la Garantie jeunes (1). Présents la semaine dernière aux terrasses du Bousquet, encadrés par Émilie Hernández et Helen Thorby de la mission locale des Hauts de Garonne, ces jeunes âgés de 18 à 24 ans ont signé un contrat d'une durée théorique de 1 an, assorti d'une allocation mensuelle, avec un objectif essentiel : retrouver à l'issue de ce périple un travail et si possible de façon pérenne.

Évidemment, si une opportunité d'emploi sérieux se présente à eux avant la date de fin de contrat, ils ont toujours la possibilité de quitter leur stage pour rentrer dans le monde du travail.

Tour de table

Ils vont passer beaucoup de temps ensemble. Et déjà au bout d'une semaine s'est créée entre eux une atmosphère amicale qui rend les choses plus faciles. Après un rapide tour de table ces jeunes cherchent dans des métiers qui sont vraiment inscrits dans la réalité écono-

mique du moment : restauration, services aux personnes... Le groupe compte même un réparateur moto qui souhaite créer ensuite sa propre entreprise.

L'atmosphère qui règne dans ce groupe ne peut être qu'un signe de réussite. Ils en ont fait une maxime, « la collectivité est notre qualité. Les encadrantes de les féliciter pour cette première semaine et les encourager à persévérer dans le même état d'esprit.

Daniel Charpentier

(1) Voir aussi en page précédente.



En 2021, Brigitte KLINKERT, Ministre Déléguée auprès de la Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, est venue dialoguer avec les jeunes du Créonnais en dispositif Garantie Jeunes.

2021

Une délégation mahoraise en visite

Durant trois jours, une délégation de la Mission locale de Malamani, à Mayotte, a posé ses valises à la mission locale cenonnaise. Deux groupes ont quitté leur île pour venir en Métropole. Le premier groupe est parti en direction de Clermont-Ferrand et Lyon, le second a d'abord fait escale à Poitiers, puis deux jours à Pessac pour terminer à Cenon.



Au centre, Célestine, Mohamadi et Katia Bistué, entourés du reste de l'équipe mahoraise et cenonnaise.

Accompagnés de Mikidar Said, Chaibia Ahamada, Kassim Malidi et Mafrafi Abdourahmane, les deux conseillers « garantie jeunes » Mohamadi Colo et Célestine Lighthart expliquent alors n'y a qu'une seule mission locale sur l'île mais cinq antennes dans différents secteurs de l'île, du nord au sud. Ils sont en tout 67 employés pour 14 000 jeunes suivis. « Ici, ils ont beaucoup »

Si la « garantie jeunes » a été mise en place à Cenon en 2015, ce n'est que deux ans plus tard qu'elle voit le jour à Mayotte. « En 2017, nous avons suivi 200 jeunes, 300 en 2018 et l'objectif pour 2019 est de 500 », explique Mohamadi. Célestine ajoute que, la première année, tous les jeunes ont pu participer à un stage de 80 jours dans une entreprise. Katia Bistué, la directrice adjointe de la mission locale des Hauts de Garonne, indique, quant à elle, que l'objectif des Hauts de Garonne est de 400 jeunes pour 2019.

« Tous les conseils et les idées sont bons à prendre et nous sommes là pour cela. Nous avons appris beaucoup de choses, ici en Métropole, et nous espérons pouvoir mettre en place certaines actions que nous

avons découvertes ici, tel qu'un pôle santé plus que nécessaire chez nous », poursuit Mohamadi, car, ajoute-t-il, peu de jeunes sont suivis par un médecin.

Les Mahorais expliquent que le taux de chômage est important environ 20 % et qu'il y a beaucoup de problématiques de décrochages scolaires et d'addiction à la drogue. De plus, les jeunes rencontrent des difficultés de mobilité pour aller à leur stage ou dans les entreprises car il n'existe pas de transports en commun sur l'île. Enfin, les allocations qui sont versées aux jeunes qui s'inscrivent à la garantie jeune sont versées bien souvent avec plusieurs mois de retard.

L'équipe a rencontré des jeunes à Pessac et à Cenon. « Les jeunes sont très surpris lorsque l'on parle de la vie des jeunes sur l'île. Ils se rendent compte qu'ici, ils ont beaucoup », confie Célestine. Bruno Lançon, le directeur, est ravi d'accueillir la délégation dans ses locaux. « Nous gérons un territoire de 45 communes avec plusieurs antennes, c'est bien que d'autres viennent voir comment nous fonctionnons », conclut-il.

2022

Des italiens du Piémont en visite à la Mission Locale

Le mardi 17 mai 2022, une délégation italienne du Piémont, en visite dans la région bordelaise pour la semaine, est venue, le temps d'une après-midi, à la rencontre des conseillers de la Mission Locale.



Le mardi 17 mai 2022, une délégation italienne du Piémont, en visite dans la région bordelaise pour la semaine, est venue, le temps d'une après-midi, à la rencontre des conseillers de la Mission Locale.

Travaillant au sein de l'Association ENAIP Piemonte qui agit au plan national et international au service des jeunes, des travailleurs et des entreprises, ces onze personnes, accompagnées d'un traducteur, sont venues confronter leur expérience avec celle de la Mission Locale.

Après avoir découvert le CRIJ Nouvelle Aquitaine, une association valorisant le Service Civique, et le lycée Tregay pour parler d'orientation, le groupe est venu dialoguer sur les thèmes de la formation, de l'orientation, de l'aide au placement et de la création d'entreprise, principaux objectifs de leur activité professionnelle.

Il a pu constater que le champ de l'insertion des Missions Locales était bien plus vaste qu'en Italie. En effet, si l'ENAIP gère la Garantie jeunes dans le cadre du FSE, son action se limite à la seule insertion professionnelle et à un accompagnement intensif sans indemnités. Les freins éventuels (logement, mobilité, ressources, ...) sont traités par d'autres structures.

Après ces échanges enrichissants, ne restait plus qu'à immortaliser cette rencontre par une petite photo.

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



— Pôle Brassens Camus à Lormont 01/06/2022

Match ton job

Le Pôle Brassens Camus de Lormont accueillait un job dating atypique en ce premier jour de juin.

Au programme du jour des défis sportifs (ping-pong, basket, jeu de piste...) entre les jeunes des quartiers dans lesquels se glissaient subrepticement des employeurs. Le but de la manœuvre : détecter des aptitudes hors du cadre formel d'un entretien d'embauche (capacité à travailler en équipe, solidarité, organisation, initiative...).

Après un repas convivial partagé, le public pouvait se renseigner sur les différents stands (Mission Locale, ERIP, Pôle Emploi, Cité de l'Emploi, Agences d'Intérim, etc...) et poursuivre la démarche par un véritable entretien d'embauche avec les employeurs présents.



Vendredi 26 août 2022 **SUD OUEST**

CENON

Collecte de déchets et sensibilisation écologique avec les jeunes de la Mission locale

Au mois de mai, Pierre Gines, conseiller en insertion professionnelle à la Mission locale, avait lancé un projet à but écologique auprès des jeunes de l'organisme. Un groupe d'une douzaine de volontaires s'est créé pour le développer de A à Z lors de trois ateliers.

L'étude portait sur une opération de dépollution d'une plage et de sensibilisation sur l'environnement et de l'impact que nous avons sur lui. Le groupe a pris contact avec le site « Initiatives océanes », qui collecte les déchets sur les plages et le long des cours d'eau afin de comprendre et de résoudre la problématique des déchets aquatiques. Après cet échange, la date de lundi dernier a été retenue, la plus pertinente selon les organisateurs. L'objectif était de marquer les esprits après le passage des vacanciers.

Lors du briefing, quatre jours avant le départ, les idées allaient bon train de la part des participants prêts pour cette journée. Un kit complet (sacs-poubelles, gants, etc.) a été



Une équipe de jeunes Cenonnais motivés pour faire passer un message sur l'écologie. »

fourni, et les collecteurs ont sillonné la plage nord de Lacanau-Océan. Motivés, ils espèrent que cette initiative ne restera pas sans lendemain et ouvrira des portes pour d'autres actions.
Georges Bonhoure



Formation aux Premiers Secours
Septembre 2022

SOCIAL

VIVRE ET TROUVER UN EMPLOI DANS SA COMMUNE

À la suite de notre premier article paru en juillet au sujet de l'insertion professionnelle, nous présentons l'accompagnement vers l'emploi salarié proposé par la Mission locale et le PLIE⁽¹⁾ des Hauts de Garonne. Avec une difficulté particulière pour les jeunes : celle de la mobilité.

Émilie Brosset est conseillère en insertion auprès de l'antenne de la Mission Locale de Cenon⁽²⁾ et suit 110 jeunes de moins de 25 ans, éloignés de l'emploi. Elle indique la raison de cette implantation dans le Haut-Cenon. « Il existait auparavant une antenne au sein de la mairie destinée aux jeunes du Bas-Cenon. Le local était exigu et éloigné du quartier Dravemont, où se situe le siège de la Mission locale. Depuis le 15 novembre, nous occupons ce local, mutualisé avec le PLIE. Cela est plus commode pour les jeunes, car 60% ne possèdent pas de moyen de transport. » Après la crise sanitaire, Émilie précise l'évolution de la conjoncture pour l'emploi des jeunes. « Depuis fin 2021, il y a énormément de propositions de stages et de contrats en alternance, apprentissage sur deux ans ou contrats de professionnalisation sur un an. À l'issue de la formation les employeurs jouent le jeu, le but étant de conserver le jeune dans la majorité des cas. Les trois quarts des jeunes que nous suivons sont en emploi ou en formation. »

Rémi Coutreau, 22 ans, nous fait part de son expérience. « Après le Bac et une première année de BTS compta-gestion, j'ai arrêté car ça ne me plaisait pas. Ce qui m'intéresse c'est la vente et le multimédia. J'habitais chez ma mère à Braud-et-Saint-Louis mais sans permis de conduire, pas de travail. En décembre 2020, l'antenne de la Mission Locale m'a alors dirigé vers celle de Cenon, où habite ma grand-mère, dans le quartier du centre Émeraude. J'ai d'abord suivi un stage de découverte chez Casino à la Morlette, puis rejoint Carrefour Lormont à partir de juin 2021. J'ai enchaîné une période d'essai, un CDD jusqu'en février et aujourd'hui je suis en contrat de professionnalisation pour un an, au rayon charcuterie-fromages. J'ai pu me payer le permis. Plus tard, un emploi en CDI sera possible. Je me sens à ma place ! »

« LEVER LES FREINS À L'EMPLOI »

Benjamin Lafont est chargé de Relations Entreprises pour le PLIE. Il explique sa mission. « Je réponds aux entreprises qui ont besoin de recruter et je leur propose des candidatures de demandeurs d'emploi de longue durée, supérieure à un an. Nos prescripteurs principaux sont Pôle Emploi et le Département, qui verse le RSA. Nos sept référentes sur la Rive droite suivent chacune environ 60 à 80 personnes peu ou pas qualifiées. Actuellement, depuis le Covid, il est difficile d'en remobiliser certaines, en décrochage long. Nous construisons un parcours sur mesure pour chacun, avec la volonté de proposer un emploi durable : formation, puis passage en intérim avant de trouver un CDD long ou un CDI. » Existe-t-il une adéquation entre les formations suivies et les emplois proposés par les entreprises ? « Nos référentes doivent conseiller les candidats. Leurs projets sont-ils réalistes et réalisables ? Actuellement, il existe une pénurie d'auxiliaires de vie. Un vrai problème pour notre société, mais aussi pour les candidats : horaires, présence le week-end... De même il y a beaucoup d'offres d'emplois sur la zone d'activités de Beychac-et-Caillau. Mais se pose le problème du transport. »

Alain Duleu-Burré

- (1) Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi
- (2) 17-19 place François-Mitterrand, 33150 Cenon

« Les trois quarts des jeunes que nous suivons sont en emploi ou en formation »



Émilie Brosset : "Les candidats veulent avancer." ©ADS



Benjamin Lafont : "Avec nos candidats, on fait du sur mesure." ©ADS



Rémi Coutreau : "Il me tarde d'avoir le CDI pour le logement !" ©ADS

HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE



Le Tram aux couleurs de la Mission Locale (Septembre 2022)



**LA MISSION LOCALE
FÊTE SES
40 ANS**

40 ANS
D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT
AUPRÈS DES JEUNES DANS :

- LEURS **ÉTUDES**
- LEURS **RECHERCHES D'EMPLOIS**
- LEUR **SANTÉ**
- LEUR **MOBILITÉ**

Bon Anniversaire
La Mission Locale

TÉMOIGNAGES



Johann MERCIER
Directeur d'OBAZYNE

Après avoir terminé poussivement son cycle d'études secondaires au Collège Jean Jaurès de Cenon, Johann, informé par sa conseillère d'orientation, vient pousser la porte de la Mission Locale en 1989. Sans réelle idée de la voie à suivre pour amorcer un parcours d'insertion, il rencontre Christine BERGEY, alors conseillère, pour faire le point sur ses envies et sa motivation. Féru de sport et de football en particulier, il envisage de se diriger vers un poste d'éducateur sportif. L'opportunité vient d'ailleurs. Une formation dans le secteur de la grande distribution s'ouvre, proposant théorie et pratique sur le territoire des Hauts de Garonne. Sans a priori, il saisit la perche tendue, et se forme en parallèle entre le château Tranchère de Cenon et divers lieux d'accueil en stage pratique où il découvre les missions d'un manutentionnaire durant 6 mois.

Un an plus tard, il rejoint le bataillon des 5èmes Chasseurs à Périgueux pour effectuer son service militaire. L'expérience acquise ne va cependant pas rester vaine.

Un flyer, découvert au sein du service orientation de l'armée, lui apprend que des postes sont proposés par l'enseigne Comptoir Moderne Economie. Bien que le recrutement stipule qu'un niveau Bac +2 est requis, il tente sa chance et envoie son CV avant d'être reçu en entretien. La remise en confiance amorcée par la Mission Locale porte ses fruits puisqu'il parvient à convaincre le recruteur de lui offrir sa chance.

Sitôt libéré de ses obligations militaires, il se retrouve parachuté chef de rayon stagiaire à Chartres en charge des produits frais.

Son parcours ne va pas s'arrêter là. Après avoir été titularisé chef de rayon, il enchaîne comme stagiaire directeur. La formation n'est pas de tout repos pour ce jeune autodidacte entouré par des diplômés de tout bord. Il ne renonce pas pour autant et profite de sa particularité pour s'imposer après sa formation à Montpellier.

Nommé Directeur d'un magasin en Pays de Loire à Azay le rideau, il fait ses armes durant 2 ans.

Loin de se satisfaire de cette promotion interne, Johann devient Chargé d'expansion au Mans, puis responsable de développement Bretagne, Pays de Loire, Normandie.

Désireux de découvrir de nouveaux horizons, il prend ensuite la direction de la promotion immobilière du groupe Carrefour avant de monter sa propre entreprise aux côtés de 3 associés, OBAZYNE chargée de la promotion immobilière.

Quelques décennies plus tard, il tient à témoigner de sa réussite amorcée sous l'impulsion de sa conseillère Mission Locale et à convaincre les jeunes d'aujourd'hui qu'avec de l'envie, de la détermination et quelques rencontres fortuites mais opportunes, il est possible, malgré l'absence de diplôme, de réussir son parcours professionnel.



Céline BROUILLAUD
Aide à domicile

Vers la fin des années 1990, Céline, après avoir obtenu un CAP Petite Enfance et un BEP Carrières Sanitaires et Sociales se voit proposer d'intégrer un BAC technique Sciences médico-Sociales. Arrivant d'une filière technique, elle doit d'abord passer par une première d'adaptation. Hélas, son niveau en mathématiques ne lui ouvre pas cette porte. Son père ayant entendu parler de la Mission Locale lui prend alors rendez-vous. Après un point sur sa situation et sa demande effectué par une conseillère, elle est reçue par Michèle LIMOUZIN, responsable du service emploi. Elle se prépare au Concours d'Aide-Soignante, qu'elle réussit. Elle enchaîne par deux mois de job d'été au CHU de Pellegrin et se retrouve

jetée dans le grand bain sans formation. Le choc est rude, affronter les patients, effectuer les toilettes, etc... Mais elle s'accroche et parvient grâce à ce salaire à financer son permis de conduire.

La Mission Locale lui donne ensuite le coup de pouce financier pour payer sa formation d'Aide-Soignante. Diplômée, elle choisit de se spécialiser dans l'aide à domicile plutôt que de travailler en milieu hospitalier.

Aujourd'hui, c'est elle qui accompagne son fils à la Mission Locale pour envisager des solutions d'insertion.



Mamour LY
Coach formateur
en Marketing
et Communication
Digitale

Orienté par sa grande sœur qui connaît la Mission Locale, Mamour pousse les portes de la structure dans les années 2010.

Un peu perdu et sans réelle idée sur son parcours professionnel à venir, il répond aux questions posées pour mieux cerner son projet et décide de prendre son destin en main, motivé par sa conseillère Pascale BERNARD. De stages en visites, il fait le choix de l'alternance, d'abord en se délocalisant sur Paris pour se former comme Chef de projet Multimédia, puis en enchaî-

nant sur un Bachelor en Design Graphique avant de conclure par un Master Communication 360.

Depuis quelques mois, il a sauté le pas et créé sa propre structure pour aider les auto-entrepreneurs à se forger une identité de marque, à se faire connaître par le biais d'un site Internet ou de newsletters.

Pour Mamour, un simple petit coup de boost aura donc suffi pour lui permettre de se réaliser professionnellement.

TÉMOIGNAGES



**Luis Marcel
CASSORLA
NORAMBUENA**
Musicien



Par ces quelques mots, je tiens à remercier la Mission Locale de Cenon pour m'avoir mis sur les rails de la vie et m'avoir permis ainsi de prendre les bons trains, qui m'ont conduit et me conduisent encore à me réaliser pleinement.

C'est en 90, année d'incertitude et de recherche personnelle, que mes pas m'ont emmené à franchir les portes de la Mission Locale. On m'a donné la possibilité de réapprendre, d'avoir confiance en moi et en l'avenir, me restructurer, bref me construire une chance d'avenir.

La formation, ses divers stages et formateurs, m'ont conduit peu à peu à réaliser mes rêves et surtout mon rêve : devenir musicien. Je suis maintenant comblé dans ce domaine !!!!

Merci beaucoup à toute l'équipe pédagogique de cette époque-là, je suis arrivé à bon port.

Muchas gracias a todos et surtout à Muriel PECASSOU !!!!

Mon parcours en résumé

Mes Diplômes :

- MASTER en Musicologie (Université de Toulouse Le Mirail)
- LICENCE de Musicologie (Université de Toulouse Le Mirail)
- DUMI (Diplôme Universitaire de Musicien Intervenant)
- DEFA
- DUA en Animation
- DUT Carrières Sociales
- BEATEP

Ma Discographie :

- 1992 : La Misa Criolla, y Músicas Andinas
- 1997 : Lahoz-Cassorla CD 1
- 1998 : Canto Général. (Mikis Theodorakis-Pablo Neruda)
- 2000 : Lahoz-Cassorla CD 2 y 3
- 2004 : Cassorla-Lahoz: Misa Criolla con el Coro de los Andes
- 2006 : Requiem de Mathieu Ben Hassen
- 2008 : Les Chemins du Monde de Mathieu Ben Hassen
- 2008 : Libro CD cuento musical Pablito de los Andes
- 2009 : Luz de mar, con el Cuarteto Yaravi
- 2009 : Canciones de los Andes
- 2013 : Cantos por el Pueblo Aymara (con el grupo Quilapayun-Lican Antay-Osvaldo Torres)
- 2015 : Pablito de los Andes : Pueblos Originarios con grupo Lican Antay
- 2017 : Pablito de los Andes : El Agua Ancestral



Muriel GEAY
Aide à domicile



Orientée à l'époque par l'ANPE, j'ai été suivie par Marie-José GAUDRY à la Mission Locale de 2002 à 2010.

Désireuse de me professionnaliser dans le secteur de la restauration, ma conseillère de Carbon Blanc m'a orientée sur des formations et des stages.

En 2003, j'ai pu effectuer deux remplacements à la Maison de la Promotion Sociale à Artigues en tant que commis puis aide de cuisine.

Par deux fois, j'ai eu la chance de participer aux Chantiers Ecoles organisés par la Mission Locale au Parc des Monts Valin à Québec. Ces expériences ont été particulièrement enrichissantes et m'ont permis de découvrir la vie en collectivité, des personnes issues d'autres secteurs professionnels, de nouvelles tâches en lien avec l'entretien des espaces verts, une nouvelle culture...

En 2009, des soucis de santé m'ont obligée à envisager de travailler dans un autre secteur que la restauration. Ma conseillère m'a proposé de suivre une formation à l'IREP pour me familiariser avec les travaux paysagers. J'ai enchaîné avec différents stages sans toutefois pouvoir valider ma qualification.

Ayant participé à un certain nombre de forums et de visites d'entreprises par le biais de mon suivi en Mission Locale, j'ai appris que le secteur de l'aide aux personnes invalides ou âgées recrutait. J'ai donc suivi une formation de 5 mois à l'INFA Aquitaine et obtenu ma certification d'assistante de vie dépendance.

Depuis 2018, j'ai gravi les échelons pour passer du niveau 1 au niveau 3. Malgré quelques difficultés de mobilité, je suis actuellement une dizaine de personnes chaque semaine chez qui j'effectue le ménage, les courses, l'entretien du linge, l'aide aux repas...

Je souhaite toujours me perfectionner et je vais suivre prochainement une formation sur la méthode Montessori appliquée aux personnes âgées.

En outre, ayant appris que mon entreprise envisage d'ouvrir une franchise au Québec, je me suis d'ores et déjà positionnée pour participer à cette nouvelle aventure.

Je tiens donc à remercier la Mission Locale pour le soutien qu'elle m'a apporté au fil des années, sans jamais porter le moindre jugement, pour le dialogue et l'écoute sur lesquels j'ai toujours pu compter pour m'aider à résoudre mes difficultés et répondre à mes interrogations.



TÉMOIGNAGES



Florence GEAY
Aide à domicile



Après avoir suivi un Cycle d'Insertion Professionnelle Par l'Alternance (CIPPA) à Saint André de Cubzac, j'ai tenté d'obtenir un CAP Maintenance et Hygiène des Locaux. Au bout d'un an, j'ai dû renoncer. Le CIO (Centre d'Information et d'Orientation) m'a donc orientée vers la Mission Locale d'Ambarès au début de l'année 2000 puisque je souhaitais intégrer le monde du travail.

Silphrid BEAUMARD, ma conseillère, m'a fait prendre conscience qu'il fallait que je suive un parcours de formation avant de pouvoir prétendre à travailler. Une recherche de contrat par alternance à la Maison de la Promotion Sociale à Artigues sous l'égide de Bastien BISMUTH, une aide à la recherche d'emploi à l'INSUP, une préqualification Aide à Domicile et différents stages m'ont permis d'étoffer mon CV.

Pour gagner un peu d'argent, j'ai alterné ces formations avec des extras en cuisine, en hôtellerie, des missions de technicienne de surface, les vendanges et des remplacements en maison de retraite aux Coteaux et aux Lauriers.

Une information collective avec A.G.A.P.E.S, organisée par la Mission Locale, m'a confortée dans mon idée de devenir auxiliaire de vie ou aide à domicile. Dès lors mon projet est bien défini. Je souhaite intervenir auprès des personnes âgées ou dépendantes mais plutôt à domicile qu'au sein de maisons de retraite.

J'ai été embauchée en 2007 par A2S33 Lormont, puis par la Société VIADOM de Mulhouse qui recherchait du personnel en Gironde.

Depuis octobre 2011, j'ai rejoint l'équipe de France Présence installée à Bordeaux Mériadeck en tant qu'aide à domicile. J'ai peu à peu grimpé les

échelons pour me retrouver aujourd'hui au niveau III. Je devrais prochainement passer au niveau supérieur qui va me permettre d'effectuer des tâches plus médicales comme les toilettes ou l'aide aux soins.

Bien que ne disposant pas du permis de conduire, la mobilité n'a jamais constitué un frein à l'emploi. Je connais par cœur les itinéraires et les horaires de transports en commun et je n'ai jamais rechigné à effectuer des allers-retours à Bordeaux, Talence, Pessac, Bègles, Villenave... depuis mon domicile à Saint Vincent de Paul.

Je travaille du lundi au dimanche et passe beaucoup de temps dans les transports mais j'aime ce que je fais, le contact avec les patients jeunes ou moins jeunes. En outre, il règne une super ambiance dans ma société tant avec la direction qu'avec les administratifs qui cherchent toujours à nous arranger pour travailler au mieux.

Je ne regrette donc nullement d'être passée par la Mission Locale et d'avoir rejoint ce secteur d'activités.



Abd Rahime RCHOUK
Directeur Technique National de l'inclusion par le sport



En situation délicate avec sa famille et désireux de rejoindre le circuit professionnel, Abd Rahime prend contact avec la Mission Locale dans les années 90. Conseillé par Silphrid BEAUMARD, il rejoint rapidement le Foyer de Jeunes Travailleurs Génilor pour entamer son indépendance. Il y restera un an avant de prendre son envol. Parallèlement, il se forme à l'INSUP des Hauts de Garonne et passe un BEP Vente.

L'écoute, l'attention, les conseils reçus vont l'entraîner vers un parcours professionnel hétéroclite mais riche. D'abord animateur pour la Mairie de Cenon, il enchaîne comme agent de proximité dans les quartiers. Il va, au fil des ans, animer les sorties des jeunes et des familles au Centre Culturel Georges Brassens, devenir Directeur de l'Espace jeunesse d'Ambarès avant de monter une agence d'événementiel SYNCHRONIZ.

Loin de se satisfaire de cette réussite, il va profiter des contacts de la Mission Locale avec les Carrefours Jeunesse Emploi du Canada, pour se former aux techniques de management et au leadership chez nos voisins Outre Atlantique.

Il cumule avec un titre pro de conducteur Poids Lourds et un diplôme de Moniteur Fédéral d'Athlétisme.

Après plus de 10 ans d'un parcours peu linéaire, Abd Rahime va se spécialiser dans le secteur de l'accompagnement économique et social en devenant tour à tour coordinateur de l'action « Ma Petite Entreprise en Aquitaine »,

accompagnateur au sein de « L'école de la 2^{ème} chance » ou de « We Job » à Bordeaux, animateur d'ateliers de création d'entreprise pour la Maison de l'Emploi de Bordeaux.

En 2015, il anime l'action Declic Sportif et détecte les jeunes dans les clubs sportifs après avoir démarché les entreprises. Depuis lors près de 1200 jeunes ont signé un contrat.

Depuis 2019, il a pris les choses en sens inverse. Il part du besoin des jeunes et cherche à le faire coïncider avec la demande des entreprises. D'abord salarié, il a ensuite été nommé responsable de l'action Coach Investissement par le sport.

Les défis sportifs ont toujours beaucoup compté pour Abd Rahime qui n'a cessé depuis son jeune âge de gravir des sommets, de s'inventer des parcours pédestres entre les villes, d'arpenter les stades d'athlétisme...

Il est donc naturel de le retrouver aujourd'hui Directeur Technique National de l'Inclusion par le Sport, histoire de mêler ses deux passions.

L'école d'inclusion par le sport permet de valoriser des compétences transversales acquises dans le milieu sportif pour les transposer dans un cadre professionnel (dépassement personnel, gestion du stress, travail en équipe, etc...).

Autant dire que les conseils fournis par sa conseillère ont porté leurs fruits et engendré l'envie d'apporter à d'autres ce qu'il avait reçu en passant la porte de la Mission Locale voici près de vingt ans.



LA MISSION LOCALE VUE PAR LES JEUNES

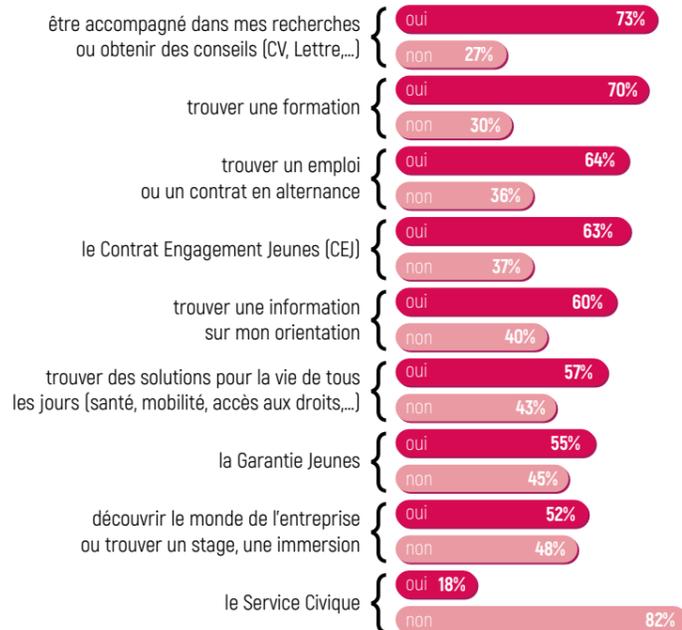
QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION 2022

Concernant la Mission Locale, vous êtes :

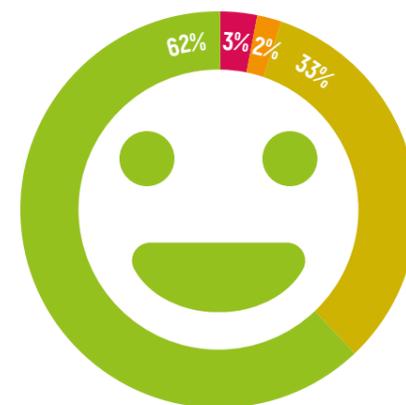


● Pas du tout satisfait - 3%
 ● Moyennement satisfait - 9%
 ● Satisfait - 50%
 ● Très satisfait - 38%

Vous êtes venus pour :



La relation avec votre conseiller Mission Locale est



● Pas du tout satisfaisante - 3%
 ● Peu satisfaisante - 0%
 ● Moyennement satisfaisante - 2%
 ● Satisfaisante - 33%
 ● Très satisfaisante - 62%

Avec votre conseiller vous diriez :

● Tout à fait d'accord
 ● D'accord
 ● Plutôt d'accord
 ● Plutôt pas d'accord
 ● Pas du tout d'accord

> qu'il est facilement joignable



> qu'il me fait des propositions dans plusieurs domaines



> qu'il comprend ma situation



> que je peux venir le voir quand je veux



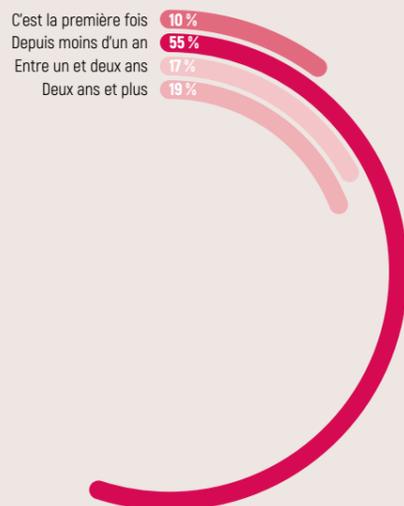
Avec la Mission Locale, vous avez pris confiance en vous



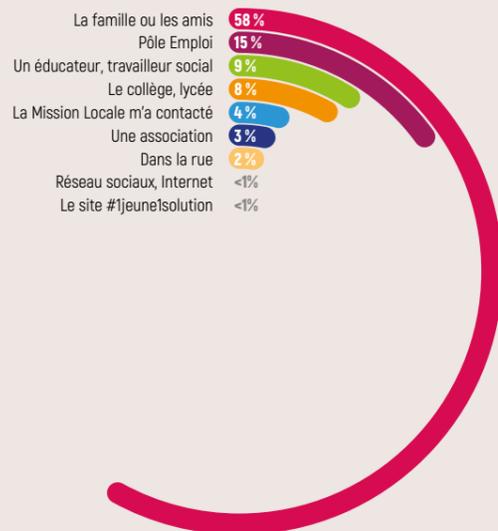
Avec la Mission Locale, vous avez avancé dans vos projets



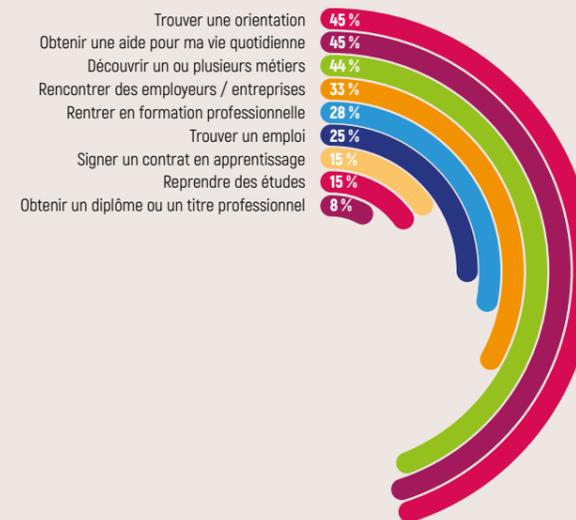
Vous venez depuis ?



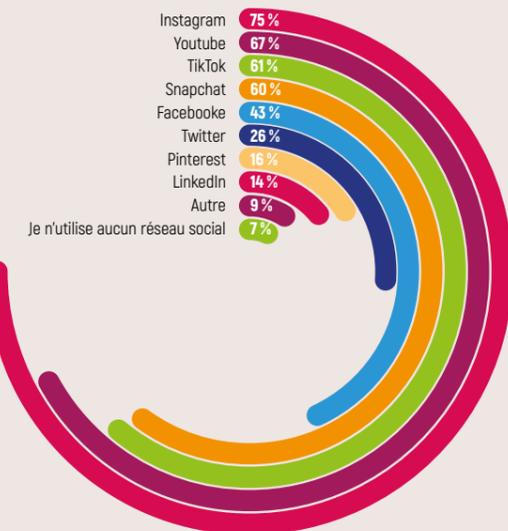
Vous avez connu la Mission locale par :



Votre Mission locale vous a permis de :

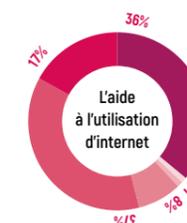
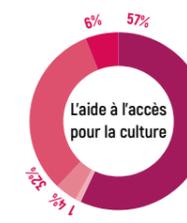
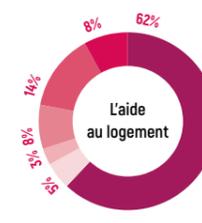
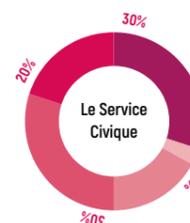
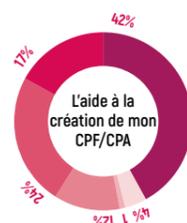
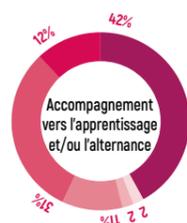
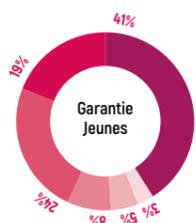


Vous utilisez les réseaux sociaux suivants :



Évaluez les services que vous avez utilisés à la Mission Locale

● Jamais utilisé
 ● Pas du tout satisfait
 ● Peu satisfaisant
 ● Moyennement satisfaisant
 ● Satisfaisant
 ● Très satisfaisant

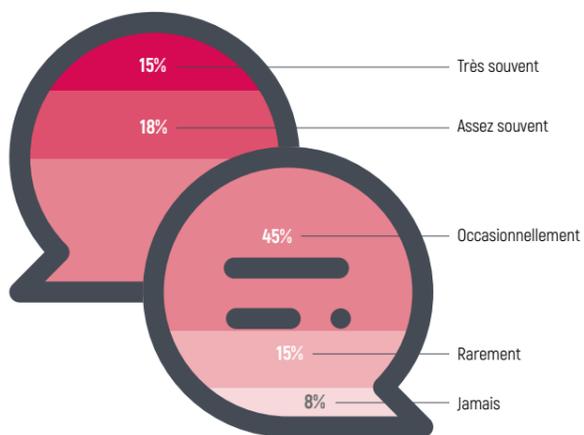


(SUITE) LA MISSION LOCALE VUE PAR LES JEUNES QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION 2022

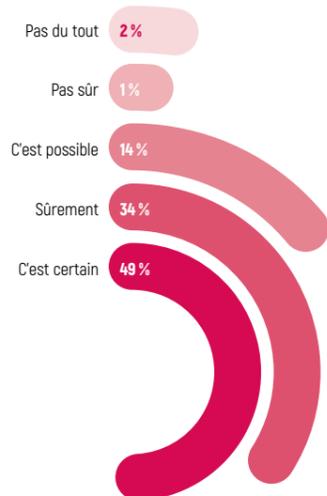
Pour garder le contact avec la Mission Locale vous êtes plutôt



Avec vos amis, vous parlez de la Mission Locale ?

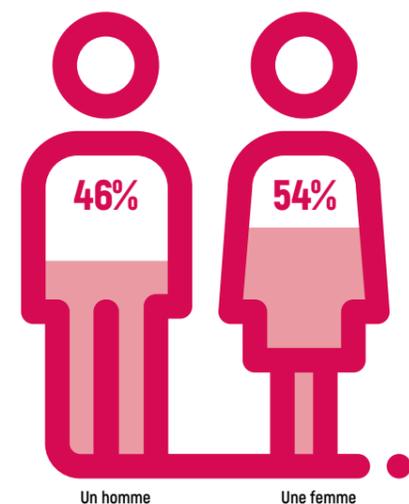


Vous diriez à vos amis de venir à la Mission Locale s'ils en ont besoin

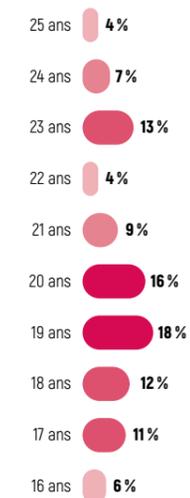


PROFIL DES JEUNES AYANT RÉPONDU AU QUESTIONNAIRE

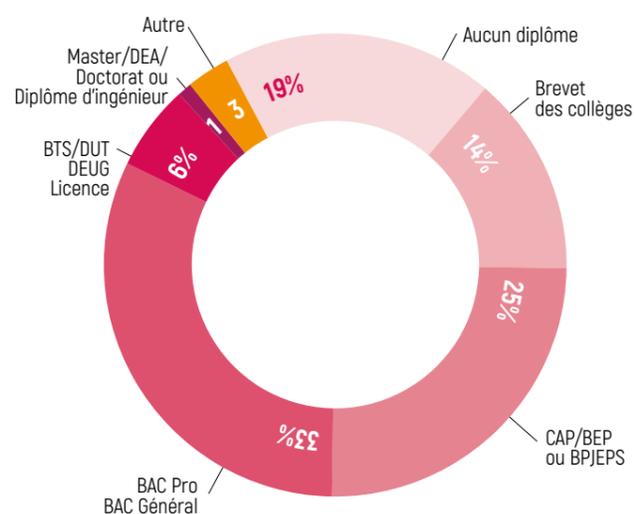
Vous êtes



Vous avez



Votre niveau de diplôme



Dessin de Margault WALLON



ILS NOUS ONT QUITTÉS

Pierre GARMENDIA

1^{er} président de la Mission Locale
1982-2015



Christiane HANIN

Cheffe du Service Formation
1983-1992



Anne-Marie KUONY

Conseillère généraliste
1996-2006



Gérard DUFFILOT

Conseiller généraliste
2000-2003



Marie-Joëlle CARPENTIER

Conseillère généraliste
1995-2013



Jean DELLES

Vice-président de la Mission Locale
Jusqu'en 2015



ILS ONT TRAVILLÉ À LA MISSION LOCALE

AFENICH Chaimae - AIT OUADDI Yacine - ALLA Jamila - ALLARD Peggy - ALQUIER Laurence - ANDRIANISA JDD - ANZIANI Françoise - ANZIANI Françoise - ARCIER Nathalie - ARLOT Séverine - ARMAND Josiane - ASFOR Ahmed - ASTIER Emilie - AUBERT Elisa - AVEZOU Marjorie - BAGUR Cécile - BAIGNEAU Audrey - BAILLET Corinne - BALAVOINE Alexa - BARBERA Dominique - BARSALI Rahma - BARTHELEMY Lisa - BATBY Anne-Marie - BAZOT Philippe - BEAUMARD Silphrid - BEDUÉ Charlotte - BEGHIN Séverine - BELLAKHDAR Ismahane - BELLER Annie - BENATTAR ATALAYA Alexandra - BENSOUSSAN Marie-Françoise - BERE Sandrine - BERGEY Christine - BERNARD Pascale - BERTAUD Isabelle - BERUBE Raymonde - BETAOUAF Karim - BEYS Delphine - BEZIES Nathalie - BILLARD Vanessa - BISMUTH Bastien - BISTUÉ Katia - BON Sabine - BONAMY DUMONT David - BONDU Patricia - BONNEFOY Gilbert - BONOMO Annie - BOSSON Clara - BOUCHAIR Chahrazed - BOUDINAR Aïcha - BOUILLARD Elodie - BOURDI Brigitte - BOURSET Marie-Amélie - BOUSSINOT Manuelle - BOUTADA Nadia - BOUTINON Michelle - BOUY Jean-Charles - BOUZA Marie-France - BRACHET Cathy - BRET Michel - BRIOT Isabelle - BROSSET Emilie - BURATTO Brune - CABRERO Véronique - CALLEAU Sophie - CARPENTIER Marie-Joëlle - CASTAGNET Marie-Pierre - CASTANO Liliane - CASTELL Laurence - CATTI Magali - CHALBOS Annie - CHAPON Marielle - CHARBONNIER Hélène - CHARTIER Jean - CHASCO David - CHATENAY Christine - CHAUSSET Mélissa - CHIBLI Abdejelil - CHOUCKI Nacima - CIZERON Laure - CLERC Marie-Françoise - COCOYNACQ Catherine - CONSTANT Eliane - CONSTANT Marie Lise - COOK Cornélia - COUDRET Thierry - COULON Sylvain - COURTIADÉ Henriette - CROS Bernard - DABO Marcelle - DAGNAC Isabelle - DALLEAS Malorie - DANIEL Karine - DANIEL Nora - DANIEL Valérie - DAUBIN Gaëlle - DAVID Audrey - DE SOUSA Mathilde - DEGOUL Pascale - DELBOS Monique - DELCROIX Christine - DEMARET Patricia - DENISE Hélène - DERUDDER Gwenhaële - DESPOUYS Karine - DESTRIATS Séverine - DEVY Louis - DEYSSE Suzanne - DOFFOU Franck - DOYEN Nathalie - DREAU Sophie - DUAL Jean - DUBREUIL Gilbert - DUBROCA Jean-Luc - DUBROCA Ladislav - DUCASSE Fabrice - DUCROCQ Régis - DUFFILOT Gérard - DUMAS Dominique - DUNOGUIER Sébastien - DUONG Thi Chap - DUPIOT Anaïs - DUPONT Marie-Hélène - DUPONT Patricia - DUPRAT Dominique - DUPUY Denis - DUPUY Nadine - EICH Claudine - ELIOT Ronan - ETOURNEAU Eva - FAURE Quentin - FAURIE Yann - FELLONNEAU Karine - FEYMOUI Etienne - FILLEUX Françoise - FLAMAND Jean-Pascal - FOURNIER Véronique - FOUSSAT Marina - GACHET Danielle - GALANO Janine - GALIBERT Françoise - GALVAO LOURENÇO Dineia Cristina - GAMBOA Christelle - GARCIA Luc - GARCIA Marjorie - GARRIDO François - GASPAROTTO Alexandre - GASSIE Hélène - GAUDIN Stéphane - GAUDRY Marie-José - GAUTIER Christiane - GERVAIS Catherine - GILETA Pierre - GINES GARZON Pierre - GIRARD Guillaume - GIRODOLE Emilie - GOMIS Clarisse - GRATIEN Marie-Hélène - GRAVELEAU Collette - GRENIER Sophie - GUIBERT Christine - GUITARD Michèle - HAFIDI Mojgan - HAMMI Zouina - HANIN Christiane - HAREAU Angéline - HAUQUIN Pascal - HERNANDEZ Emilie - HIRSELAND Marie-Laure - HUBY Noël - JARRY Sylvie - JOANDET Fanny - KARAKOBAN Aytekin - KEBIR Djamilia - KHALDI Noël - LABORDE Yannick - LACOSTE Frédérique - LAFAGE Catherine - LAFITTE Stéphanie - LANÇON Bruno - LANDE Ana - LAOUE Christine - LARCHE Ludovic - LARRAT Christophe - LARRIEU Sophie - LATOUR Florence - LAVIGNE Jean - LE BOURVELLEC Agathe - LE GALLIARD Virginie - LEBER Isabelle - LECLERC Anne-Marie - LEGER Pascale - LEMAIRE Nicole - LESIEUR Alexandre - LETELLIER Camille - LHERT Véronique - LIGNAT Emmanuelle - LIMOUZIN Estel - LIMOUZIN Michèle - LONGERINAS Anne-Marie - LUCAS Catherine - LUGUET Line Linda - MACHIO Camille - MADRELLE Laura - MAHERZI Hajer - MALLET Anne - MANEM Véronique - MANSART Thierry - MARENAUD David - MARENAUD Marie-France - MARSALEK Marie Annick - MARTOS Dominique - MARY Natacha - MAURY Audrey - MAZET Marie-Christine - MEKKI Sahraoui - MELENDEZ Nélia - MESSAoudi Nadia - MICHOT Agnès - MIGOT Cécile - MIMAUD Marie - MINISTRINI Corinne - MOHAMED CHEVRIER Samira - MOHAMMADINE Samira - MOHEDANO Christina - MOISAN Françoise - MOLINA Rachel - MONJEAU Gilles - MONTHIOUX Marie-Paule - MOREL Marie-Thérèse - MORIN Marilou - MOSKOTEOC Françoise - MOUFKARI Nadia - MOUILLAUD Sabine - MOURIC Sandrine - MOUYABI MOUKOKO Matsouma - MUNSCH Marie-Pierre - MUSSEAU Martine - N'GALULA Régine - NADEAU Marie-Jeanne - NIANCEL Bérangère - NIAUCEL Béatrix - NIETO Betty - NIGOU Marie-Christine - OHRENSSTEIN Josiane - OTHON Marie-Christine - OTMANI Danielle - PALACIN Nathalie - PAQUIER Christiane - PARIN Etienne - PAUL Anthony - PECASSOU Muriel - PEJEAN Nathalie - PENINOU Fabrice - PERLES Florence - PETITCOLLIN Christophe - PETITPRÉTE Yannick - PEYDRO Brigitte - PHILIPPOT Sylvia - PIALEPORT Noëlle - PINSOLLE Marie-Odile - PLANTEY Isabelle - PLUTUS Séverine - PONSON Johannes - POULAIN Michel - POUPART TAUSSAT Etienne - POUYSEGUR Marie-Claude - PRIDA Martine - PRIM Jean-Luc - PUJOL Séverine - QUENDOLO Sabrina - QUENTIN Laurence - RABASTIN Florine - RAHAL Samia - RAMBELON Harisoa - RANSAC Valérie - RAYMOND Alice - RETORET Virginie - RIAD Hamid - RIBEIRO FARROCO Jimmy - RIGAUD Benjamin - ROUILLARD Maryse - ROUSSET Christiane - ROUSTAING Sylvie - ROUX Vanessa - ROUZIERE Falack - ROY Catherine - SAGE Florine - SAILLOFEST Bertrand - SAILLOFEST Charles - SALLENAVE Jacques - SALVADORI Agnès - SANCHEZ Emmanuelle - SANTINAN Marie-Pierre - SAUBOUA Véronique - SAURA Christine - SAUREL Véronique - SEKRANE Nacera - SEMEDARD Fernand - SENS Catherine - SEVERINO Béatrice - SINGLAN Jérôme - SMADJA Jacqueline - SOUILHAC Claude - SOUILLART Baptiste - SUIRE Valérie - TACHET Marie-Noëlle - TAGHRI Nora - TAYEB Yamina - TESSIER Nathalie - THAREL Valérie - THORBY Helen - TOUHAMI Chakib - TOULZA Marian - URNOUS Amandine - VALBOUSQUET Agnès - VANMERRIS Sylvie - VASQUEZ Fabienne - VIAS Lorraine - VICTORIN Pierre - VIEIL Catherine - VIEIL Martine - VILLARD Charlotte - VILLENEUVE-DONSKOV Alexandra - VIZZAVONA Chloé - YERUSALMI Brigitte - ZABARTE Nathalie - ZAHRAOUI Muriel - ZANCHETTINI Jessica - ZOUBERT MZE Binti.



L'ÉQUIPE DE LA MISSION LOCALE



DIRECTION

Muriel PECASSOU

Directrice

Pascale BERNARD

Adjointe

Sébastien DUNOQUIER

Adjoint

ADMINISTRATIFS

Nathalie BEZIES
Aïcha BOUDINAR
Cornélia COOK
Anthony PAUL

GÉNÉRALISTES

Clarisse GOMIS	Mathilde DE SOUSA
Elisa AUBERT	Emilie GIRODOLE
Régis DUCROCQ	Karine DESPOUYS
Alexa BALAVOINE	Camille MACHIO
Sandrine BERE	Emilie BROSSET
Anaïs DUPIOT	Isabelle PLANTEY
Pierre GILETA	Marie-José GAUDRY
Pierre GINES	Marilou MORIN
Charlotte VILLARD	

COMPTABILITÉ

Marie-Ameline BOURSET

RESPONSABLES DE SECTEUR

Fabrice PENINOU
Jessica ZANCHETTIN

ERIP

Chahrazed BOUCHAR
Nora DANIEL

CONSEILLÈRES CEJ

Malorie DALLEAS
Amandine URNOUS
Gaëlle DAUBIN
Séverine BEGHIN
Sophie LARRIEU
Alexandra VILLENEUVE
DONSKOVV
Sylvia PHILIPPOT

EMPLOI

Alexandra BENATTAR ATALAYA
Yannick LABORDE
Elodie BOUILLARD

COMMUNICATION

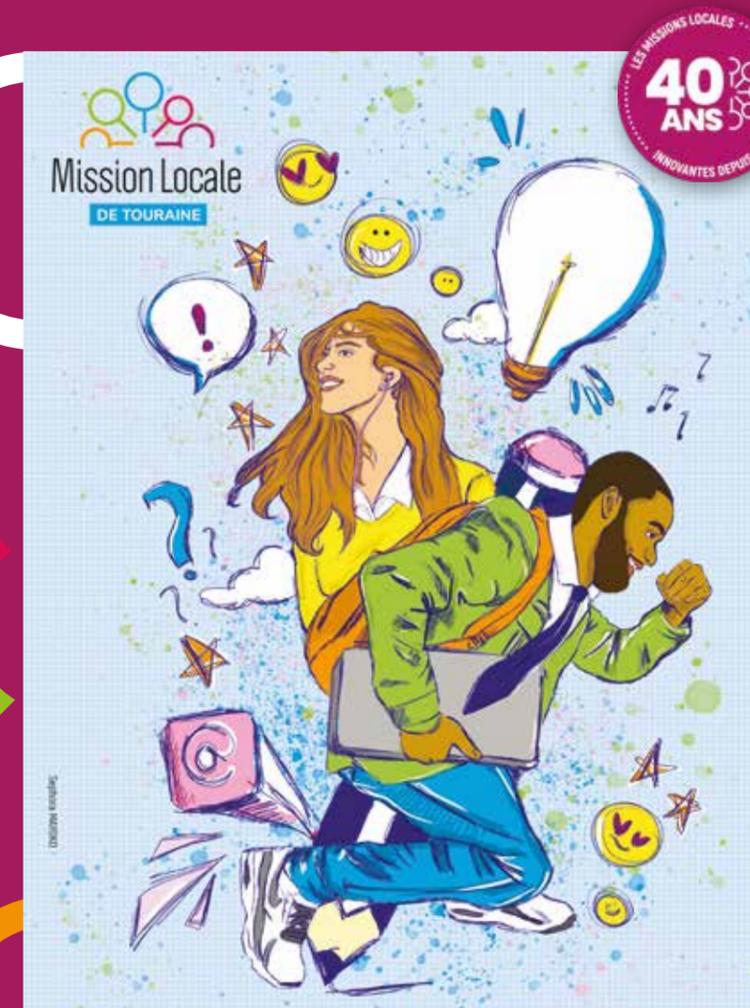
Virginie LE GALLIARD

ENTRETIEN

Laila ZERBANE

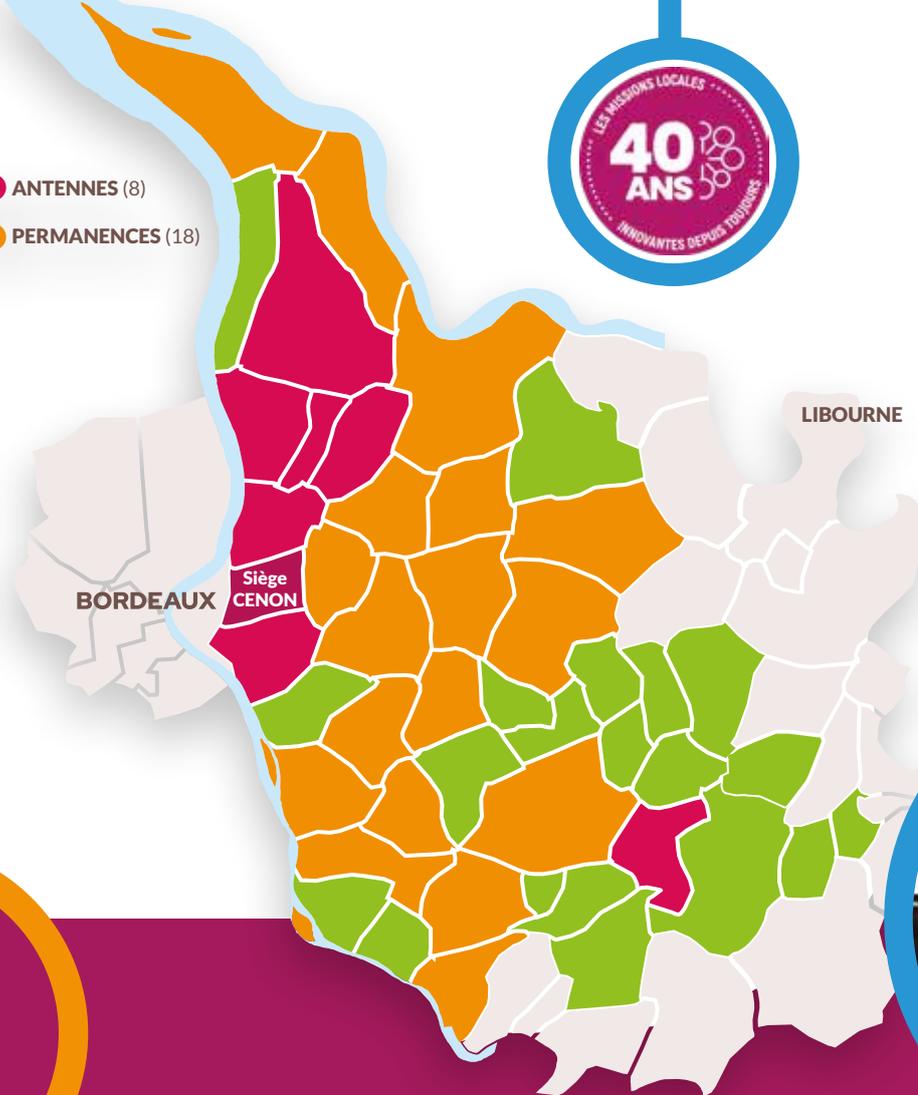
SOMMAIRE

PRÉSENTATION	02
LES MISSIONS LOCALES, SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION DES JEUNES	03
L'ÉDITO DE LA PRÉSIDENTE	04
ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE LA MISSION LOCALE ENTRE 1982 ET 2021	05
LA PRÉSIDENTE ET LA DIRECTION DE 1982 À 2022	07
LES DATES CLÉS DES MISSIONS LOCALES DE 1981 À 2022	08
LA MISSION LOCALE DES HAUTS DE GARONNE FÊTE SES 40 ANS	14
HISTORIQUE ET REVUE DE PRESSE	16
TÉMOIGNAGES	50
LA MISSION LOCALE VUE PAR LES JEUNES, QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION 2022	56
ILS NOUS ONT QUITTÉS	60
ILS ONT TRAVAILLÉ À LA MISSION LOCALE	61
L'ÉQUIPE DE LA MISSION LOCALE	62





● ANTENNES (8)
● PERMANENCES (18)



8 lieux pour vous accueillir

Du Lundi au Jeudi de 8h30 à 12h15
et 13h30 à 17h30
le Vendredi de 8h30 à 12h30



→ SIÈGE ET ANTENNE DE CENON

54 avenue Hubert Dubedout
CS 10023
33152 CENON Cedex
Tél. : 05 57 77 31 00
Fax : 05 57 77 31 09
mldeshautsdegaronne@orange.fr

→ ANTENNE CENON LA MORLETTE

17 rue François René
de Chateaubriand,
Place du marché
33150 Cenon
Tél. : 05 56 32 37 66

→ ANTENNE D'AMBARÈS

Mission Locale - Mairie d'Ambarès
18 Place de la Victoire
33440 AMBARES
Tél. : 05 56 77 36 07

→ ANTENNE DE BASSENS

Plate forme multiservices
19 avenue Jean Jaurès
33530 BASSENS
Tél. : 05 57 80 81 50

→ ANTENNE DE CARBON BLANC

Maison pour Tous
17 avenue Vignau Anglade
33560 CARBON BLANC
Tél. : 05 56 06 66 48

→ ANTENNE DE CRÉON

11 rue du Docteur Fauché
33670 CRÉON
Tél. : 05 57 34 12 28

→ ANTENNE DE FLOIRAC

Mission Locale - Mairie de
Floirac
6 avenue Pasteur
33270 FLOIRAC
Tél. : 05 56 86 39 39

→ ANTENNE DE LORMONT

Service Municipal de l'Emploi
4 avenue de la Libération
33310 LORMONT
Tél. : 05 57 77 10 84

ET AUSSI 18 PERMANENCES DANS VOS COMMUNES

Ambès | Artigues | Baurech | Beychac-et-Caillau | Camblanes-et-Meynac | Carignan | Cénac |
Fargues-Saint-Hilaire | Latresne | Montussan | Pompignac | Sadirac | Saint-Caprais | Sainte-Eulalie |
Saint-Loubès | Salleboeuf | Tresses | Yvrac

www.lamissionlocale.com

La Mission Locale des Hauts de Garonne est sur Facebook

